



UNIVERSITE D'ANTANANARIVO  
\*\*\*\*\*  
FACULTE DE DROIT, D'ECONOMIE, DE GESTION -  
ET DE SOCIOLOGIE



DEPARTEMENT DE SOCIOLOGIE

---

## MEMOIRE DE MAITRISE

# REPRESENTATIONS SOCIALES ET PAUVRETE: CAS DES BIDONVILLES D'ANTANANARIVO VILLE

**Présenté par** : RASOLOFONIAINA Rindra Heritovo

**Membres du Jury** :

**Président** : Monsieur RAMANDIMBIARISON Jean Claude, Professeur Titulaire Emérite ;

**Juge** : Monsieur ETIENNE Stefano Raherimalala, Maître de Conférences ;

**Rapporteur** : Madame RAMANDIMBIARISON Noeline, Professeur Titulaire Honoraire.

Année Universitaire : 2012-2013

Date de soutenance : 14 Mai 2014

**REPRESENTATIONS SOCIALES ET PAUVRETE:  
CAS DES BIDONVILLES D'ANTANANARIVO VILLE**

# Remerciements

*Avant toutes choses, je rends grâce au Seigneur Dieu tout puissant qui m'a fourni force et courage qui m'ont permis de faire face aux innombrables épreuves difficiles auxquelles j'ai été confronté le long de la réalisation de ce travail de mémoire ;*

*Mes très vifs remerciements vont à l'endroit de tout le personnel pédagogique et administratif du Département de Sociologie ainsi qu'à :*

*- Madame RAMANDIMBIARISON Noéline, mon encadreur pédagogique sans qui, ce présent travail n'aurait pu être réalisé, avec ses directives et conseils précieux ainsi que le temps qu'elle a mis pour l'encadrement;*

*- Monsieur RAMANDIMBIARISON Jean Claude d'avoir bien voulu accorder une partie de son temps pour présider la séance d'aujourd'hui ;*

*- Monsieur ETIENNE Stefano Raherimalala d'avoir accepté de juger mon travail;*

*- Monsieur RATO VOMAMONJY Anja Hobiniaina, Responsable de la Protection Sociale auprès du Ministère de la Population et des Affaires Sociales d'avoir accepté de me livrer les informations nécessaires et de m'avoir accordé une interview.*

*Mes vifs remerciements s'adressent enfin :*

- o A mes très chers amis : HOLIARIMALALA Avotriniaina Andovola Todisoa, RAHOLINANTENAINA Malalaina et RAKOTOARISOA Fanomezantsoa Mamy Jean Luc, pour leur soutiens surtout moraux et psychologiques,*
- o à mes très chers parents et tous les membres de ma famille, qui m'ont soutenu aussi bien moralement que financièrement jusqu'au terme de ce travail;*
- o à tous mes amis et collègues qui m'ont aidé d'une façon ou d'une autre à la réalisation d'une étape ou d'une autre de ce travail;*
- o à tous ceux ou celles qui ont participé à l'enquête ;*
- o à tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de ce mémoire par quelque manière que ce soit.*

*Encore une fois, infiniment merci et succès et prospérité à vous tous, Que Dieu vous bénisse !!*

# ***SOMMAIRE***

INTRODUCTION GENERALE

PARTIE I : PRESENTATION GENERALE, SITUATION DE DEPART ET QUESTIONNEMENT

**I. CONSIDERATIONS THEORIQUES**

**II. CADRE D'EXISTENCE DE LA VIE QUOTIDIENNE DANS LES SECTEURS D'INVESTIGATION**

PARTIE II : L'EXPERIENCE DU VECU DE LA PAUVRETE DANS LES BIDONVILLES

**III. LES CONDITIONS SOCIALES D'EXISTENCE.**

**IV. DYNAMIQUES COMPORTEMENTALES ET REPRESENTATIONNELLES *EN CONTEXTE DE*  
« *PAUVRETE* »**

PARTIE III : PISTE DE REFLEXION POUR UN VIVRE ENSEMBLE PLUS PERFORMANT

**V. VERIFICATION EXPLICITE DES HYPOTHESES**

**VI. POUR PLUS D'EGALITE ET DE JUSTICE SOCIALE.**

CONCLUSION GENERALE

BIBLIOGRAPHIE

TABLE DES MATIERES

**LISTES**

**ANNEXES**

**RESUME**

**CV**

# *Introduction générale*

---

## Contexte

Quoi qu'on dise dans un pays en développement comme Madagascar, la question de la pauvreté constitue toujours un sujet d'actualité qui intéresse plus d'un. Les discours tenus sur ce phénomène font souvent preuve de militantisme et de condamnation prononcés. Généralement, on parle de pauvreté comme si elle était une situation ayant un sens arrêté et partagé par l'ensemble de la communauté. Or, les perceptions de la pauvreté (en tant que dimension de ce phénomène) ne reflètent pas forcément la pauvreté « objective » telle qu'on peut la mesurer statistiquement. Pourtant l'analyse de ce phénomène s'attache jusque-là à des données quantitatives en cherchant surtout à mettre en relation des variables préalablement définies. Sur ce, l'objectif premier que les « Nations Unies » (Nations Unies 2013) se sont fixé dans les « *Objectifs du Millénaire pour le Développement* » (OMD) est d'« *Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim* » avec comme objectifs principaux de : 1) *Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de personnes dont le revenu est inférieur à 1 dollar par jour* ; 2) *Assurer un emploi complet et productif et un travail décent à tous, y compris aux femmes et aux jeunes* ; 3) *Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de personnes qui souffrent de la faim* » (Nations Unies, 2013).

L'analyse des représentations et des expériences de la pauvreté, quant à elle, préconise plutôt une approche plus qualitative du phénomène en tenant compte du sens que chaque individu donne à sa situation et expérience individuelle. Ce qui fait que la pauvreté soit relative et socialement construite dans le temps et dans l'espace. Ce travail tente de mettre l'accent sur certaines dimensions non quantitatives de la pauvreté en appréciant notamment les trajectoires sociales, les comportements et les stratégies d'adaptation des individus face aux différentes difficultés de la vie quotidienne. Ainsi, les représentations et les expériences vécues de la pauvreté dans les bidonvilles constituent l'objet d'étude principale de ce mémoire.

Particulièrement pour Madagascar, la question du « développement » (Fandrosoana) a toujours été incluse dans la devise républicaine et suppose à cet effet une situation de « non développement » ou de « pauvreté ». Les chiffres et les faits sont tels, qu'on ne peut pas nier l'existence du phénomène.

## Motifs du choix du thème et du terrain

Comme nous avons évoqué dans la partie introductive, la question de la pauvreté constitue toujours un sujet d'actualité dans n'importe quel domaine de la vie quotidienne des Malgaches. Or, la définition de ce phénomène se fait toujours d'une manière « unilatérale » par le politique ou les spécialistes en la matière sans trop se soucier du point de vue de ceux qui vivent l'expérience. En outre, ça fait au moins 54 ans que Madagascar a commencé à lutter contre ce phénomène sans jamais réussir, du moins pour le moment, et sans savoir clairement pourquoi. C'est ainsi que nous avons fixé notre thème afin de comprendre au moins quelque chose de plus sur ce phénomène en nous référant aux travaux de nos prédécesseurs.

Ce travail de mémoire s'inscrit dans une perspective de « compréhension » d'un phénomène plus ou moins bourré de présupposés et d'idées reçues dans le sentiment général. Ce qui a attiré surtout notre attention, c'est le fait qu'il y a plus d'indigence comme il y a plus d'action qui se propose comme objectif de l'éradiquer. La nécessité de vouloir comprendre les phénomènes qui peuvent exister en deçà et au-delà de la concentration massive de « Quat-Mi » dans un secteur donné nous a poussé à prendre comme base territoriale de notre étude les « secteurs » respectifs d'*Ambohitovo* et du *Complexe Manarintsoa Est (Trano sachet ou la Réunion kely)*.

## Problématique

Tout en tenant compte du thème d'investigation, de l'approche méthodologique ainsi que du terrain d'investissement, la problématique générale que notre mémoire se propose consiste à savoir :

*« Comment la pauvreté intégrée se présente-t-elle dans les représentations et les expériences vécues de la population dans les bidonvilles d'Antananarivo ville? »*

## Objectifs

### Global :

- Vérifier la compatibilité et la pertinence théorique de la « *pauvreté intégrée* » à la réalité malgache. (Paugam, S. 2013 : 97-138)

### Spécifiques :

- Vérifier si la pauvreté (dans les représentations et les expériences vécues) constitue dans les bidonvilles d'Antananarivo ville un état permanent et reproductible ;

- Identifier les conditions d'existence d'une pauvreté « objective » dans les bidonvilles d'Antananarivo ;
- Connaître les représentations sociales de la pauvreté au niveau des habitants des bidonvilles.

### **Hypothèses de recherche**

*- La pauvreté intégrée dans les représentations est perçue comme un « destin » qui ne laisse aucune alternative à ceux qui en sont « victimes » et qu'on ne devient pas pauvre mais on est pauvre ;*

*- la pauvreté intégrée dans la réalité, se traduit par des trajectoires sociales précaires qui se transmettent de génération en génération ou en d'autres termes par la reproduction sociale.*

### **Méthodologie**

#### **Techniques**

- Technique documentaire

Tous les documents dont nous avons pu nous servir ont été utilisés, que ce soit écrit, auditif, ou visuel, pour illustrer nos discours. Nous avons donc collecté des informations par le biais de la télévision, de la radio, de la presse écrite et surtout de l'Internet. Le terrain lui-même nous a fourni des documents susceptibles de générer des informations supplémentaires qui ont été exploitées pour le besoin de l'analyse. Il s'agit d'images photographiques que nous avons classées comme données à analyser. Autrement dit, certaines images photographiques feront l'objet d'analyse qualitative au même titre que les propos d'interviewés ou des citations.

#### **TECHNIQUES VIVANTES**

Pour la collecte des informations nécessaires à l'analyse de la situation sur le terrain, nous avons eu recours à quelques techniques appropriées. Ainsi, nous avons fait appel à l'entretien libre, et l'observation pour la collecte des données, mais nous avons eu aussi recours à la prise de quelques photos qui ne servent non seulement d'illustrations mais aussi et surtout d'éléments à analyser.

- L'entretien

L'entretien libre nous a été nécessaire pour apprécier les opinions des individus et ménages sur leurs conditions d'existence, mais aussi sur le sens qu'ils donnent à celles-ci.

Les travaux de terrain ont duré environ deux mois durant lesquels, la descente proprement dite sur les lieux se faisait de façon aléatoire selon notre disponibilité. Ainsi, nous avons eu recours à des questions ouvertes (qui ont permis de déceler des régularités tendanciennes dans les discours), des questions semi-ouvertes et fermées qui ont contribué à la collecte des informations supplémentaires (questions de fait).

○ Technique de l'observation

L'observation, quant à elle, nous a permis d'apprécier le déroulement de la vie quotidienne de la population. C'est au cours de ces séances d'observation que nous avons pu nous procurer quelques images photographiques prises sur le terrain de recherche.

Dans notre cas, nous tenons à préciser que l'observation directe proprement dite a été privilégiée. C'est de la sorte que tout ce que nous avons pu voir, entendre, assister ou parfois même vivre, en relation avec notre investigation ont été pris en compte.

L'ECHANTILLONNAGE

Dans notre travail de recherche qui s'intéresse à l'ensemble des habitants des bidonvilles de la capitale malgache, nous avons privilégié la méthode d'échantillonnage probabiliste en envisageant que l'échantillon est constitué :

*« (...) de telle façon que tout élément qui y est retenu possède autant de chances que n'importe quel autre élément de la population mère d'y figurer ». (Aktouf, O. 1987)*

A cause du fait que nous n'avons pu obtenir aucun registre (si cela existe) sur lequel l'ensemble de notre population-mère pourrait figurer, avant la constitution de l'échantillon, nous avons opéré le choix des interlocuteurs seulement sur les lieux en tirant au hasard les individus à enquêter.

Au total, nous avons pu nous entretenir avec 30 individus d'âge, de sexe, et de groupe stratégique différent. Par groupe stratégique, il faut ici entendre le groupe social auquel un individu appartient. Parmi ces 30 individus, nous avons six (06) enfants âgés de 6 à 14 ans, tous appartenant à des familles « pauvres ». Le reste est constitué par des adultes vivant dans les taudis dont trois (03) à *Ambohijatovo* et 21 au *Complexe Manarintsoa Est*. Par ailleurs, nous avons eu aussi des interviews avec des responsables d'institutions publiques et privées à l'instar d'un agent au niveau du ministère de la population.

Le tableau N° 1 nous livre la distribution de notre population d'enquête selon leur genre, les effectifs et fréquences respectifs.

Tableau N°1 : Présentation de l'échantillon

Genre	Effectif		Totaux	Fréquence (en %)
	Enfants	Adultes		
Masculin	03	10	13	43.33
Féminin	03	14	17	56.66
Totaux	06	24	30	~100

Nous tenons ici à mentionner que si la taille de l'échantillon est assez réduite, c'est en grande partie due aux difficultés auxquelles nous étions confronté dans un premier temps et que nous avons privilégié aussi la technique de l'observation dans un deuxième temps et qu'enfin, le caractère *plutôt qualitatif* de ce travail repose surtout sur les données non chiffrées ou non chiffrables.

### Approche méthodologique

Dans ce travail, nous adoptons à la fois la démarche *globalisante* (en envisageant la communauté comme un tout cohérent qui détermine les pensées et actions de chacun de ses membres) et la démarche *compréhensive* en essayant d'intégrer le point de vue de l'acteur pour nous rendre compte de la réalité.

C'est de cette façon que l'on intègre à la fois la démarche *microsociologique* et macrosociologique en appréciant les points de vue et les expériences de vie réelles auxquelles les acteurs sont imprégnés et la démarche *macrosociologique* en analysant surtout le niveau le plus global de l'instance sociale qui est censée déterminer les actions et comportements individuels.

Par ailleurs, pour l'analyse et l'interprétation des données, nous avons eu recours aux conceptions académiques des sciences sociales et notamment de la sociologie. C'est ainsi que nous adoptons l'approche holistique pour rendre compte de la dimension sociale de notre objet d'étude en appréciant les conditions réelles d'existence de la population dans la pauvreté ou, en d'autres termes, la « *pauvreté objective* ». L'approche individualiste, quant à elle, nous permet d'apprécier les expériences individuelles et le sens que chaque individu ou groupe donne à celles-ci en repérant surtout le « *sentiment de pauvreté* » ou encore la « *pauvreté subjective* ».

Comme démarche globale, le système leibnizien : *hypothético-déductif* (Aktouf, O : 19) nous sert d'approche privilégiée pour rendre compte de la réalité. En partant des hypothèses, on applique un raisonnement déductif, c'est-à-dire des dispositions générales, connues d'avance, à la situation étudiée (Aktouf, O : 19).

➤ La pauvreté comme fait social

Pour l'approche holistique, nous nous référons plus ou moins directement à Emile Durkheim avec sa « *théorie des consciences* » et pour qui la société constitue un « tout cohérent » ayant une organisation propre et fonctionne indépendamment des actes individuels de ses membres et dispose « *d'un ensemble lié de manières de penser, de sentir, et d'agir plus ou moins formalisées qui, étant apprises et partagées par une pluralité de personnes, servent d'une manière à la fois symbolique à constituer ces personnes en une communauté particulière et distincte* » (Durkheim, E. 1956) qui n'est autre que la culture. Ainsi, notre communauté d'étude se distingue-t-elle par une culture propre à elle-même et qu'elle tente de transmettre à chacun de ses membres. C'est ce que nous allons tâcher de vérifier en cours de route.

En adoptant l'approche holistique, nous envisageons la pauvreté comme un fait social total du fait qu'elle intègre presque tous les domaines de la vie en communauté et qu'elle détermine dans une certaine mesure des manières de vivre en communauté.

➤ Pauvreté et individu

Alors que le *holisme* (méthodologique) fait du groupe la véritable entité de base, *l'individualisme méthodologique* repose au contraire sur l'idée que chacun dispose d'une capacité d'action indépendante, dont il fait usage de façon rationnelle en mobilisant les informations dont il dispose et en tentant d'obtenir les meilleurs résultats possibles (conduite d'*optimisation*). L'hypothèse de raisonnement étant que les individus sont guidés par une certaine forme de rationalité qui explique, par agrégations successives, l'évolution collective. Ainsi, notre phénomène d'étude (concentration progressive de population pauvre dans certaines zones) constitue-t-il une association successive de *rationalité(s) individuelle(s)* qui s'est transformée au fil du temps en une action collective. C'est une fois encore une question majeure que le présent travail tentera d'élucider.

Comme cadre analytique pour le traitement et l'interprétation des résultats de cette recherche, nous nous référons à la théorie des « *formes élémentaires de la pauvreté* » prônée par le sociologue français Serge Paugam, conception théorique qu'il a développé d'ailleurs dans son ouvrage qui porte le titre « *Les formes élémentaires de la pauvreté* ». Cependant, seule une partie de cette conception nous servira de cadre analytique pour aborder le phénomène de la pauvreté dans les bidonvilles malgaches. Ceci étant déjà évoqué dans la problématique de la recherche que l'on a inséré dans le champ de connaissance de la

sociologie. C'est de cette façon que « *la pauvreté intégrée* » nous sert de base et d'arrière-fond théorique pour l'explication de notre phénomène du fait que cette typologie correspond, du moins en théorie, au contexte malgache. C'est la pertinence pratique de cette conception de Serge Paugam confrontée à la réalité malgache qui nous intéresse et que l'on envisage de vérifier.

Ainsi, nous avons choisi pour le besoin de l'analyse de privilégier certaines dimensions de concepts (comme trajectoires sociales, conditions de vie,...) que l'on a mesuré à l'aide d'indicateurs spécifiques afin de rechercher les corrélations ou l'interdépendance entre les différents concepts mis en œuvre dans les hypothèses et dans notre thème de recherche.

Par ailleurs, d'autres théories appartenant à d'autres auteurs seront aussi évoquées dans ce mémoire pour donner à l'analyse toute son étendue en s'ouvrant sur d'autres points de vue ou approches sociologiques ou socio-économiques du phénomène. En effet, on évoquera quelques-uns des auteurs qui ont réfléchi sur la problématique sociale de la pauvreté comme Marx et Simmel.

### **Difficultés rencontrées et limites de l'étude**

La réalisation de ce travail s'est faite sous plusieurs contraintes au point de devenir un défi majeur qu'il fallait relever. La première était la difficulté d'accès à toute la documentation voulue par rapport au thème choisi. De nombreux ouvrages qu'on aurait souhaité consulter n'étaient disponibles, ni sur place, ni sur Internet. La seconde difficulté résidait surtout au niveau matériel, faute de quoi une partie que l'on a jugé importante du processus de la recherche aurait dû être abandonnée comme la collecte des récits de vie prévue à cause de l'absence d'un enregistreur dont nous n'avons pas pu disposer jusqu'au dernier moment de l'enquête.

A part ça, nous étions confronté trois fois à un problème d'approche engendré par une sorte d'attitudes pas très accueillantes de la part de certains individus qui n'ont pas participé à l'interview mais qui toutefois s'y interposaient avec l'intention de la rendre impossible. Ce qui a fait par exemple que le nombre d'interlocuteurs à Ambohitovo n'est que trois alors qu'on envisageait plus car, étant un étranger par rapport à la communauté, nous avons voulu éviter à tout prix les échauffourées avec ces habitants.

La limite de l'étude, quant à elle, réside plutôt dans l'impossibilité de généralisation des résultats de la recherche du fait que malgré tous nos efforts, nous sommes conscient que les résultats des travaux peuvent encore présenter des imperfections, tant dans le fond que dans la forme. Les variables et indicateurs que nous avons retenus ne sont pas nécessairement suffisants pour appréhender la réalité complexe du phénomène étudié.

### **Plan de rédaction**

Le présent mémoire se structure en trois éléments constitutifs distincts mais complémentaires et interdépendants. C'est ainsi que la première partie comportera la construction théorique de l'objet d'étude avec la présentation du cadre analytique de l'étude et des outils d'analyse ainsi qu'un aperçu global du terrain d'étude. En d'autres termes, c'est à travers la première partie que l'on a donné « *un nom* » au phénomène étudié qui n'est autre que les représentations sociales de la pauvreté dans les bidonvilles d'Antananarivo ville.

La seconde partie, quant à elle, sera réservée à l'explication de la problématique et la vérification implicite des hypothèses en avançant surtout les données de toute nature issues de la phase d'investigation suivie des interprétations respectives de celles-ci en s'inspirant surtout du cadre analytique préétabli. Autrement dit, c'est dans la seconde partie qu'on attribue « *un visage* » à notre objet d'étude avec le vécu de la pauvreté sur le terrain.

Enfin, la troisième et dernière partie de la structure nous servira surtout pour une analyse prospective et la proposition d'autres pistes de recherche qui pourraient encore une fois contribuer à l'avancée de la connaissance en termes de réflexion sociologique sur la question sociale de la pauvreté.

*Partie I : Présentation générale, situation de  
départ et questionnement*

---

*« Là où il faudrait comprendre la différence sans tenter de la réduire, nous tentons de la réduire sans même essayer de la comprendre, ce qui est voué à l'échec »* Claude Lévi-Strauss

---

Cette présente partie nous servira à la « *construction de l'objet d'étude* » ou « *l'élaboration du problème* » (Aktouf O. 1987: 51) avec tout ce que cela implique de définitions, de précisions et de présentations des faits sur lesquels il va être question tout au long de ce travail. En effet, les deux premiers chapitres de ce mémoire présenteront tout ce qui relève de la théorie ainsi que des informations principales concernant notre terrain d'investigation.

## I. Considérations théoriques

### I.1. Références conceptuelles sur et autour de la thématique de la pauvreté

#### I.1.1. Le concept de pauvreté.

Le concept de pauvreté est issu de l'adjectif « *pauvre* » qui signifie « *pauper* » en terme latin. Il traduit une situation de privation de richesses et de ressources.

Comme nous l'avons évoqué sommairement dans la partie introductive, la pauvreté est un phénomène constitué de présupposés et d'idées reçues qui n'ont pas fait jusqu'alors l'objet d'une quelconque explication tangible.

Dans les littératures socio-économiques, on distingue généralement pauvreté absolue et pauvreté relative qui renvoie chacune à des conceptions différentes de ce que l'on désigne socialement par une « *précarité économique et sociale* » (Paugam, S. 2013).

La pauvreté absolue renvoie à un manque ou carence assez prononcé de ressources jugées importantes par la communauté, du moins les plus fondamentales, comme le logement, l'alimentation, l'éducation, l'accès aux soins médicaux, etc. La pauvreté absolue désigne donc un état de privations prononcées à la fois matérielle, intellectuelle, et symbolique. Cette approche associe souvent la pauvreté à des difficultés flagrantes d'accès aux ressources, de non-participation à la vie sociale et économique et de cette façon à une forme de marginalisation sociale ou même d'exclusion et de *disqualification* (Paugam S. 2011).

La pauvreté relative se réfère, quant à elle, aux représentations et aux perceptions que les acteurs eux-mêmes se font de leur propre condition d'existence. Dans ce cas, la définition de la pauvreté varie selon le contexte socio-économique, l'environnement juridico-politique voire le cadre géographique auquel se réfère le sujet.

D'une manière générale, l'approche en termes de pauvreté absolue met plutôt l'accent sur une dimension économique si la pauvreté relative fait appel au caractère plutôt psychosociologique de celle-ci.

Dans le cas de Madagascar, surtout en milieu urbain, la pauvreté est associée plutôt à des habits sales et déchirés, à la mendicité, au fait de ne pas avoir une maison et de ne pas pouvoir manger à sa faim. Ce qui renforce encore une fois l'apriorisme et les idées reçues concernant ce phénomène.

#### I.1.1.1. Points de vue des auteurs

Pour notre enquête documentaire, nous avons pu lire quelques auteurs contemporains de la discipline sociologique qui ont réfléchi sur la question de la pauvreté sous différents angles et que l'on a jugés compatibles à notre thème de recherche.

- Marx et « le surnuméraire »

Avec sa théorie de la lutte des classes, Marx a analysé la question de la pauvreté en termes de « surnuméraires ». Selon l'auteur, « *le paupérisme* » (*la pauvreté*) *constitue l'hôtel des invalides de l'armée industrielle de réserve* » (Marx, K, 1919) Dans sa théorie et ses démonstrations, il trouve la racine du paupérisme dans le phénomène de « l'accumulation capitaliste » qui consiste en principe, en un grossissement incessant du capital qui laisse en marge de la société une frange importante de la population. En portant un intérêt particulier à la question sociale de la pauvreté, il acquiert la conviction de la collusion entre l'Etat et les classes dominantes et que la transformation de la société se fera par la force et sous l'égide des prolétaires opprimés. Il défend l'idée selon laquelle :

« *Le travail est l'essence même de l'activité humaine, que dans le mode de production capitaliste, loin de pouvoir se réaliser par un travail libre et épanouissant, l'ouvrier se trouve dépossédé, d'où émiettement des liens communautaires et de la solidarité ouvrière* » (Marx, K, 1919 :33).

Pour Marx, la pauvreté est le reflet des variations du cycle industriel, la masse des pauvres n'étant pas fixe mais généralement augmente à chaque fois. En quelques mots, la position de Marx par rapport à la question sociale de la pauvreté peut être résumée par sa propre conclusion selon laquelle :

« *L'accumulation de richesse à un pôle signifie donc l'accumulation, au pôle opposé, de misère, de souffrance, d'esclavage, d'ignorance, d'abrutissement et de dégradation morale* » (Marx, K, 1919 :153).

Au cœur de ce travail, nos propos et discours, surtout dans la partie consacrée à l'analyse et l'interprétation des résultats, seront dans certaines mesures influencés par cette théorie mais pas uniquement car d'autres vont suivre comme celle de George Simmel et surtout de Serge Paugam.

- George Simmel

Pour Simmel, la pauvreté est l'assistance qu'une personne reçoit de la collectivité qui détermine son statut de pauvre. En tant que *fondateur* de l'analyse sociologique de la pauvreté, il a mis en place un cadre analytique susceptible de rendre compte des variations sociohistoriques du sujet. Ainsi, il a donné une définition selon laquelle :

« *Est pauvre celui qui reçoit assistance ou qui devrait la recevoir étant donné sa situation, bien que par chance, il est possible qu'il ne la reçoive pas* » (Simmel, G. in Paugam, S, 2013 :41)

Ce qui permet donc de catégoriser une frange de la population qui soit considérée comme pauvre par rapport à l'ensemble de la société. Sur ce, Simmel insiste sur le point que :

*« Le fait que quelqu'un soit pauvre ne signifie pas encore qu'il appartient à la catégorie des « pauvres ». Il peut être un pauvre commerçant, un pauvre artiste ou un pauvre employé, mais il reste situé dans une catégorie définie par une activité spécifique ou une position » (Simmel, G. in Paugam, S, 2013 :41)*

En suivant donc ainsi Simmel, il y a plusieurs façons d'être pauvres comme il y a plusieurs catégories sociales, mais ces pauvres-là sont encore caractérisés en tant que membres d'un groupe stratégique quelconque, Or,

*« C'est à partir du moment où ils sont assistés, peut être lorsque leur situation pourrait normalement donner droit à l'assistance, même si elle n'a pas encore été octroyée, qu'ils deviennent partie d'un groupe caractérisé par la pauvreté. Ce groupe ne reste pas unifié par l'interaction entre ses membres mais par l'attitude collective que la société comme totalité adopte à son égard » (Simmel, G. in Paugam, S, 2013 :41)*

Ainsi donc, le pauvre est pauvre non pas en lui-même mais en relation avec le reste de la société dans laquelle il fait partie et qui lui vient en aide en mettant en place un système d'assistance plus ou moins institutionnalisé. A cet effet, être pauvre à Madagascar ne signifie pas nécessairement la même chose qu'être pauvre ailleurs, sous d'autres cieux. Il existe autant de système de prise en charge publique comme autant de façon de détermination de groupe de pauvres selon le pays. Ce qui donne au concept de pauvreté son caractère relatif et dynamique en fonction des contextes spatio-temporels et l'environnement socio-économique et politique de chaque nation.

- Serge Paugam et « Les formes élémentaires de la pauvreté ».

A la suite logique des précurseurs dont Marx et d'autres encore, et sous l'influence majeure du fondateur de l'analyse sociologique du paupérisme et/ou de la pauvreté, plusieurs auteurs ont réfléchi sur la question, dans d'autres domaines comme dans la discipline sociologique. Evidemment, il paraît utopique et improbable de les citer tous ici. Alors, nous nous sommes focalisés, pour le besoin de l'analyse sur les travaux du sociologue français Serge Paugam qui s'est spécialisé sur la question de l'exclusion et de la pauvreté mais aussi et surtout sur le lien social. Ce choix est motivé, en réalité, par le fait que ses travaux sont (à nos yeux) les plus essentiels et pertinents mais aussi plus récents en la matière, ne serait-ce que dans le monde francophone. Or, on ne saurait éviter de citer quelques-uns de ses homologues à travers ce mémoire. Ces principaux ouvrages, desquels nous avons tiré notre cadre analytique, sont constitués par « *Les formes élémentaires de la pauvreté* »

(Paugam, S, 2013) et « *La Disqualification sociale* » (Paugam, S, 2011). Ces ouvrages nous ont beaucoup servi pour la compréhension du phénomène mais il ne s'agit ici que d'une présentation synthétique des contenus qui intéressent le thème de notre recherche.

En prolongeant plus ou moins directement Simmel, Paugam entend dans ses travaux, « déconstruire » la notion même de la pauvreté de manière à l'envisager d'une manière scientifique. C'est ce qu'il tient à préciser en disant que :

*« Ce qui est sociologiquement fécond, ce n'est pas la pauvreté en tant que telle mais les formes institutionnelles que prend ce phénomène dans une société ou un environnement donné. Autrement dit, il peut être heuristiquement fécond d'étudier la « pauvreté » comme condition socialement reconnue et « les pauvres » comme un ensemble de personnes dont le statut social est défini, pour une part, par des institutions spécialisées de l'action sociale qui les désignent comme tels »* (Paugam, S. 2011 :24)

Ainsi, il existe selon lui trois formes élémentaires de la pauvreté et qu'

*« Une forme élémentaire de la pauvreté correspond à un type de relation d'interdépendance entre une population désignée comme pauvre (...) et le reste de la population »* (Paugam, S. 2013 :68-69)

Pour le besoin de notre analyse, une forme élémentaire de la pauvreté parmi les trois nous servira dans ce mémoire de cadre conceptuel pour l'analyse et l'interprétation des données d'enquêtes. Tout de même, à titre d'information, nous allons tenter de présenter très synthétiquement la typologie de la pauvreté telle qu'elle est avancée et construite par l'auteur.

A chaque forme élémentaire correspondent des représentations et des expériences vécues respectives de la pauvreté. C'est ainsi que Paugam a catégorisé la typologie de la pauvreté en « *pauvreté intégrée* », « *pauvreté marginale* » et « *pauvreté disqualifiante* ». Le tableau N° 2 nous servira, d'une manière générale, d'outil pour la compréhension de ces « types idéaux » de la pauvreté, avancés par l'auteur.

Tableau N° 2 : Caractéristiques générales des formes élémentaires de la pauvreté.

Types idéaux	Représentations sociales	Expériences vécues
<i>Pauvreté intégrée</i>	<b><i>Pauvreté définie comme la condition sociale d'une grande partie de la population</i></b> <b><i>Débat social organisé autour de la question du développement économique, social et culturel</i></b>	<b><i>Les pauvres ne forment pas une underclass, mais un groupe social étendu</i></b> <b><i>Faible stigmatisation</i></b>
<i>Pauvreté marginale</i>	Pauvreté combattue, débat social autour de la question des inégalités et du partage des bénéfices. Visibilité d'un groupe social marginalisé (quart-monde)	Les personnes ayant le statut social de « pauvre » (au sens de Simmel) sont peu nombreuses, mais elles sont fortement stigmatisées On en parle comme des « cas sociaux »
Pauvreté disqualifiante	Prise de conscience collective du phénomène de la « nouvelle pauvreté » ou de l'exclusion » Crainte collective face au risque d'exclusion	De plus en plus de personnes sont susceptibles d'être reconnues comme des « pauvres » ou des « exclus », mais forte hétérogénéité des situations et des statuts sociaux Le concept d'underclass n'est pas opérationnel en raison de cette diversité et instabilité des situations, mais il est souvent utilisé dans le débat social.

Source : Paugam S., 2013 : 89

Sur ce tableau, on peut constater par transposition que la ***pauvreté intégrée*** dans ses représentations et ses conditions réelles correspond d'une manière ou d'une autre à la situation en vigueur à Madagascar. C'est en ce sens que cette première forme élémentaire de la pauvreté que l'on a mise en relief sur le tableau (***caractère gras italique***), constitue pour nous le cadre analytique pour l'analyse et surtout l'interprétation des données recueillies lors de la phase de terrain. Or, cela n'empêche guère qu'on emprunte d'autres outils à d'autres disciplines étant donné l'interdisciplinarité et la multidisciplinarité que ce travail prétend adopter.

Il paraît ainsi nécessaire d'exposer sommairement cette forme élémentaire de la pauvreté en s'appuyant surtout sur les propos de l'auteur de référence (Serge Paugam). En plus, nous allons tenter de mettre en avant tout ceux, pris dans les disciplines voisines, peuvent nous aider à élucider, à mieux comprendre et à éclaircir encore un peu plus notre objet d'étude.

#### La pauvreté intégrée en question (Paugam, S : 97-138).

Pour expliquer la typologie de la pauvreté, Paugam développe trois dimensions essentielles, qui sont : le développement économique et le marché de l'emploi, les formes et intensité des liens sociaux et le système de protection sociale et d'action sociale. Ainsi donc,

ces trois variables opérationnalisées par Paugam contribuent tous d'une façon ou d'une autre à expliciter les représentations sociales et les expériences vécues de la pauvreté.

Dans la partie consacrée au développement de ce que c'est « *la pauvreté intégrée* », Paugam tente de démontrer ou de vérifier quelques hypothèses selon lesquelles :

- « *Dans les pays (...) économiquement pauvres, la proportion de personnes en situation de pauvreté est non seulement la plus élevée, mais que la pauvreté y est aussi, dans les représentations collectives comme dans les expériences vécues, un état plus durable et plus reproductible que dans les autres pays ;*

- *si la pauvreté est plus intégrée dans les pays du sud (...) c'est en raison du rôle capital que continuent à jouer les solidarités familiales ;* » (Paugam, S. 2013 :98).

A travers son ouvrage, l'auteur cherche à démontrer ces hypothèses en comparant des données issues des études eurobaromètres et de quelques études effectuées au niveau européen.

Ce qu'il cherche à démontrer surtout avec ce qu'il appelle « *pauvreté intégrée* » c'est le caractère stable, permanent et reproductible dans les pays économiquement pauvres en Europe du sud mais, pas uniquement, car l'auteur lui-même a défendu la pertinence de sa conception en donnant quelques exemples extra-européens dans lesquels « *la pauvreté intégrée* » avait servi en tant que cadre analytique.

Du fait du caractère stable de la pauvreté dans les pays économiquement pauvres, elle a beaucoup de chance de se reproduire de génération en génération et de perpétuer dans le temps. C'est justement ce que l'auteur précise en affirmant que :

« *Puisque la pauvreté est un état plus stable dans les pays du sud (...), il est possible de faire l'hypothèse qu'elle s'y reproduit également davantage de génération en génération. En effet, si les enfants sont socialisés dans un milieu qui reste en permanence défavorisé, la probabilité est grande qu'ils connaissent à l'âge adulte des difficultés comparables à celles de leurs parents.* ». (Paugam, S. 2013 :102).

C'est cette conception que l'on cherche à démontrer aussi par le présent en opérationnalisant des concepts (comme *pauvreté intégrée*, représentations sociales, reproduction sociale,...) à travers nos hypothèses et à l'intérieur même de notre thème de recherche.

D'après cette conception toujours, la *pauvreté intégrée* subsiste dans les localités ou régions où la majorité de la population est considérée comme pauvre et ne se distingue guère du reste de la communauté, de ce fait ils ne sont pas stigmatisés comme dans d'autres endroits moins pauvres. Sur ce, les difficultés et les problèmes auxquels ces groupes ou individus vivant avec cette forme élémentaire de la pauvreté sont partagés, sinon par tous, du moins par la majorité des membres de la communauté. La situation dans laquelle se trouvent ces groupes et individus « *pauvres* » constitue dans une certaine mesure un moule ou un cadre

reflétant la situation au niveau macrosociologique et macroéconomique d'une nation. Serge Paugam précise sur ce point que :

« *La pauvreté intégrée renvoie davantage à la question sociale de la pauvreté au sens traditionnel qu'à celle de l'exclusion sociale. Ceux que l'on appelle les « pauvres » sont donc dans ce type de rapport social, nombreux et peu distincts des autres couches de la population. Leur situation est si courante que l'on en parle moins comme d'un groupe social spécifique que comme le problème d'une région ou d'une localité donnée qui a toujours été pauvre. Le débat social est organisé autour de la question du développement économique, social et culturel au sens général et concerne donc surtout les inégalités sociales liées au territoire.* » (Paugam, S. 2013 :88).

Ainsi, nous avons plus ou moins exposé les points de vue des différents auteurs sur la question sociale de la pauvreté. Ces points de vue tirés de la littérature scientifique nous serviront de cadre pour l'analyse du phénomène étudié. En outre, la conception malgache de la pauvreté qui sera présentée par la suite nous servira aussi de cadre analytique pour la présente recherche.

#### 1.1.1.2. Point de vue malgache

Par la présente, nous allons tenter d'exposer la conception malgache du traitement social de la pauvreté afin d'avoir une approche plus « contextualisée » de la réalité. A travers les adages malgaches, mais pas uniquement. On aperçoit que certains d'entre eux, coïncident ou rejoignent d'autres conceptions académiques ou théoriques issues de recherches poussées et nourries entamées ailleurs sous d'autres contextes mais qui tendent à être généralisées au niveau global. En effet, la communauté traditionnelle malgache avait déjà son propre mode de fonctionnement par rapport et en réponse à la précarité ou à la pauvreté au niveau individuel comme au niveau communautaire.

Généralement, la pauvreté telle qu'elle est conçue aujourd'hui n'est pas tout à fait semblable à celle qu'on pouvait rencontrer auparavant à l'époque des *Ntaolo* (les anciens) c'est-à-dire aux temps des royaumes (peut-être même bien avant cela). A en croire le bien fondé des proverbes écrits ou non, et qui sont censés faire partie de la culture et déterminent les comportements et les actions s'opérant au sein de la communauté, la société malgache traditionnelle était plus ou moins stratifiée en différentes classes sociales.

C'est ainsi que l'on peut distinguer chez les Malgaches deux catégories sociales assez distinctes qui, généralement ne sont pas tout à fait conciliables ou qui sont en permanent rapport de force. C'est ce que l'on peut illustrer à travers les proverbes:

« *Ny ory tsy havan 'ny manana* » (Les pauvres ne font pas partie de la famille des riches) ;  
 et « *Ny omby mahia tsy lelafin 'ny namany* » (Un zébu maigre n'est pas léché par ses troupes).

Ce qui, jusqu'ici montre une stratification, voire une stigmatisation assez prononcée des pauvres au sein de la communauté traditionnelle malgache ainsi que l'indifférence générale face à l'inégalité sociale qui subsiste au sein du groupe communautaire.

Or, nous verrons aussi que la pauvreté n'était jamais conçue comme une situation permanente dans laquelle est condamné à vivre un individu ou un groupe, situation qui diverge en tout point avec la conception de la pauvreté intégrée. Les Malgaches ont toujours cru à un possible renversement de la situation aussi bien pour les riches que pour les pauvres. La pauvreté a donc été vue comme un état provisoire qui va être dissipé par le temps. C'est justement ce que l'on cherche à montrer avec l'adage et l'extrait suivant :

« *Toy ny kodianan-tsarety ny fiainana, indraindray mety ho ambony, indraindray mety ho ambany* ». (La vie ressemble à une roue de charrette qui tourne, tantôt elle peut être en haut et tantôt elle peut être en bas)

Et,

« *Les Malgaches ne se disent jamais «pauvres» ou mahantra (ils n'ont rien) mais plutôt sahirana (en difficulté), reraka (socialement affaiblis) ou halatsa (vole), termes qui indiquent une situation provisoire de précarité, et non un état permanent. Interrogés sur le concept de la pauvreté, les habitants urbains l'associent au manque d'emploi, aux vêtements usagés, au fait de ne pas pouvoir manger trois fois par jour(...). Les perceptions varient également en fonction de la région, de l'ethnie, et du genre de l'intervenant.* » (Razafindravonona, J. 2007 : 21)

Ainsi donc, nous constatons aussi jusqu'alors que les Malgaches concevaient la pauvreté comme une situation provisoire durant laquelle l'individu ou le groupe vit en détresse. Ce qui diverge plus ou moins avec la façon dont Serge Paugam conçoit la pauvreté rencontrée dans les pays économiquement faibles dont Madagascar. Ici, contentons-nous seulement de constater cette divergence ; c'est dans les parties suivantes de ce mémoire que nous allons confronter ces différentes conceptions à la réalité et c'est à partir de cela que nous envisageons de tirer une quelconque confirmation ou infirmation.

Par ailleurs, à part les concepts de « *pauvreté* » et de « *pauvreté intégrée* » qu'il faut prendre ici dans leur sens le plus large, nous avons aussi évoqué d'autres concepts opératoires qui se trouvent à l'intérieur des hypothèses et de notre thème d'étude. Il s'agit en effet des concepts de « *représentations sociales* » et de « *trajectoires sociales* ».

#### 1.1.1.3. Point de vue institutionnel

Sur le papier, en théorie donc, les politiques publiques sont élaborées pour répondre à un certain manque ou une nécessité au niveau de la communauté en général. Or, l'élaboration et les contenus de ces politiques publiques reflètent et façonnent surtout les

représentations sociales de la pauvreté au niveau de la communauté en général. (Autès, M. : 2001-2002).

Dans notre cas, les attributions de la Direction de la Protection Sociale DPS au sein du Ministère de la Population et des Affaires Sociales (MPAS) nous permettent d'avoir une idée sur l'état de la question à Madagascar actuellement. D'après un responsable de la DPS/MPAS, la direction et le ministère sont en train d'actualiser la politique nationale de la population et de la protection sociale après la période transitoire (durant laquelle celle-ci n'existait pas). C'est ainsi que les attributions de la DPS que nous allons présenter maintenant (document officiel fourni par le responsable) va nous servir de référence pour la définition et l'analyse institutionnelle du phénomène des représentations sociales de la pauvreté.

#### 1.1.1.3.1. Mission et attribution de la Direction de la Protection Sociale

##### Définition

La Protection Sociale est un ensemble de dispositifs publics et/ou privés permettant aux ménages et aux communautés de réduire leurs vulnérabilités et de mieux gérer les risques et les chocs.

Elle a pour objectif d'améliorer la qualité de vie des couches vulnérables et les aide à sortir du cercle vicieux de la pauvreté, à travers la mobilisation des entités étatiques et non étatiques (DPS/MPAS : Politique Nationale de Protection Sociale - Madagascar, 2008).

##### Missions

Sous la supervision de la Direction Générale de la Protection Sociale, du Genre, de la Famille et de l'Enfance, la Direction de la Protection Sociale contribue à la mise en œuvre d'une partie des orientations et programmes de l'État en matière de Protection Sociale, visant notamment l'amélioration des conditions de vie des groupes vulnérables, des très pauvres et des victimes de chocs, par leur accompagnement psychologique et socio-économique pour qu'ils puissent intégrer voire réintégrer dans le processus du développement du pays et vivre d'une vie décente.

##### Attributions

La Direction de la Protection Sociale assure notamment :

- le leadership de l'élaboration de la politique de protection sociale ;
- la coordination des actions de Protection Sociale avec les partenaires intersectoriels et privés ;
- *l'amélioration des conditions de vie des groupes vulnérables et très pauvres;*
- *la promotion des droits des groupes vulnérables et très pauvres ;*

- l'assistance et l'accompagnement psychosocial et juridique des sinistrés victimes de chocs (naturels et non naturels) ;
- le relèvement précoce des victimes de chocs naturels et non naturels ; et
- *l'intégration des groupes vulnérables et très pauvres dans le processus de développement socio-économique.*

Les trois éléments que nous avons mis en relief (*gras italique*) nous permettent d'avoir une idée à partir de laquelle est définie par la communauté, la masse des « pauvres » ainsi que les situations à partir desquelles un individu ou groupe est désigné comme pauvre (le fait de vivre dans des mauvaises conditions de vie, de ne pas participer/intégrer le système économique et social,..)

### 1.1.2. Le concept de « représentations sociales »

Le concept de *représentation sociale* concerne plutôt la dimension psychosociologique d'un phénomène et consiste en effet en la mentalisation ou la construction sociale que l'on fait de celui-ci. Généralement, les représentations sociales sont des éléments dynamiques qui évoluent en fonction et sous l'influence probable de la conjoncture économique, sociale et politique traversées par la communauté. *Le concept de représentation sociale cherche à rendre compte des processus à l'œuvre dans cette rencontre entre, d'un côté, les mouvements réels qui traversent la société, et de l'autre, leur saisie et leur mise en forme par les acteurs sociaux confrontés aux nécessités de l'action (...)* Les représentations sont des construits psychologiques et sociaux qui présentent deux caractéristiques essentielles. D'une part, elles sont des perceptions et des mises en forme de la réalité qui relèvent de l'activité cognitive des agents. D'autre part, elles sont orientées vers l'action et se présentent comme des dispositions à agir, elles-mêmes organisées à partir de prises de position normatives qui portent à la fois sur leur contenu et sur la définition de l'action. Cette double construction cognitive et normative comporte, en outre, une dimension collective, les représentations sociales étant des représentations partagées qui rendent compte de la structuration du champ social et des positions qu'y occupent les agents. (Autès. M, 2001-2002)

L'usage du concept de représentation sociale dans l'approche sociologique de la pauvreté constitue une nouvelle façon d'appréhender la réalité de ce phénomène. L'approche par les représentations sociales d'un phénomène consiste en effet en une analyse plutôt

qualitative de celui-ci en privilégiant surtout les perceptions et le sens qu'attribuent les individus et/ou ménages à leurs propres expériences.

Dans le domaine de la sociologie, le concept de « représentations sociales » renvoie plutôt à la théorie de la conscience d'Emile Durkheim selon qui, sinon tous, du moins la majorité des membres d'une communauté partage une même conviction et le même esprit du groupe d'appartenance sans que ceci dépende des consciences individuelles. En effet, la communauté et la conscience collective fonctionnent indépendamment et en dehors des individus et des actes individuels qui les composent. C'est ainsi qu'on peut rapprocher conscience collective, représentation collective et représentations sociales, les deux dernières étant plus ou moins différentes mais se recoupent quand même sur certains points.

Selon Serge Paugam dans son ouvrage capital : « *Les formes élémentaires de la pauvreté* » (2013), il peut y avoir plusieurs représentations sociales dans une seule et même communauté. C'est de la sorte qu'il affirme que :

« P  
ar « représentations sociales de la pauvreté », j'entends mettre l'accent sur la pluralité de ces dernières au sein d'une même société et la possibilité de leur évolution en fonction de la conjoncture économique, sociale et politique » (Paugam, S. 2013 :68).

#### ✓ Théorie du noyau et de la périphérie

« Les représentations sociales se structurent autour d'un noyau central totalisant et significatif « Ce noyau central est l'élément fondamental de la représentation, car c'est lui qui détermine, à la fois, sa signification et son organisation interne. » Le noyau central est l'élément constituant le cœur de la représentation. Ainsi, l'on dit du noyau central qu'il exerce une fonction génératrice et une fonction organisatrice puisqu'il génère les éléments signifiants de la représentation et organise les liens entre les autres éléments dits périphériques à sa signification centrale. On attribue également au noyau central une propriété stabilisatrice puisqu'il « est constitué par les éléments les plus stables de la représentation. C'est cet ensemble d'éléments qui va résister le plus au changement ». Par conséquent, les éléments dits périphériques représentent les composants plus souples de la représentation qui permettent au sujet de faire sienne sa signification centrale tout en rendant possible des variations individuelles ou momentanées. » (Gaudreault, D., 2013 :26-27)

#### 1.1.3. Le concept de « trajectoire sociale »

Les trajectoires sociales constituent un concept privilégié auquel nous avons eu recours pour nous rendre compte et analyser la situation sur laquelle porte notre travail.

Avant tout, admettons que le concept de trajectoire n'est pas du tout facilement appréhensible, va-t-on nous concentrer sur la multiplicité ou l'unité de celle-ci ? Ou, va-t-on l'envisager de manière objective comme suite de positions successives dans la vie d'une personne ou plutôt de manière subjective en appréciant les récits biographiques recueillis à travers les entretiens ? Pour notre cas, il est plutôt question des deux approches possibles car on apprécie à la fois la trajectoire sociale et/ou identitaire de l'individu en analysant son parcours comme suite de positions occupées et en le reconstituant plus ou moins à l'aide du récit biographique. Personnalité, trajectoire et identité se recoupent sur certains points même s'ils renvoient tous à un phénomène respectif.

A nos yeux, l'analyse des trajectoires (sociales) constitue une variable importante pour comprendre la situation actuelle à laquelle est confronté l'individu ainsi que ses comportements et actes. En effet, connaître l'histoire personnelle de quelqu'un nous paraît important pour expliquer ses représentations, c'est-à-dire la façon dont il conçoit le réel social, ses prises de position, ses choix et pourquoi pas les conditions sociales dans lesquelles il se trouve à un moment donné de sa vie.

Par le présent travail, la trajectoire sociale/identitaire d'un individu est à comprendre à travers quelques dimensions de concepts dont la trajectoire scolaire, la trajectoire familiale, la trajectoire spatiale et la trajectoire socioprofessionnelle.

En effet, les trajectoires sociales de l'individu constituent un déterminant majeur qui contribue à façonner l'individu tel qu'il est, et conçoit progressivement sa perception et la façon dont il conçoit la réalité tout en intégrant l'approche globalisante.

## **I.2. Définitions de quelques notions**

### **I.2.1. Taudis**

*« La définition d'un taudis est celle des indicateurs des OMD qui énonce qu'un ménage vit dans un taudis si le logement n'est pas connecté à une source d'eau améliorée, ou si le logement ne possède pas de toilette améliorée, ou si le mur du logement n'est pas durable, ou si plus de 3 personnes habitent dans une même chambre ». (INSTAT, 2010)*

Sur ce point, nous allons le voir dans les chapitres qui vont suivre que l'ensemble des structures d'habitation connaissent dans certaines mesures au moins l'une de ces différentes variables (sinon toutes) qui sont énoncées précédemment.

### I.2.2. Bidonville

*Le mot « bidonville » a été employé pour la première fois par un médecin dans la Voix du Tunisien à propos d'habitats précaires à Tunis pour désigner littéralement des « maisons en bidons », c'est-à-dire un ensemble d'habitations construites par des travailleurs installés dans la ville, avec des matériaux de récupération. Ce mot a progressivement pris une signification plus large pour rejoindre les termes anglais shanty town et slum. Ce dernier a été forgé au début du XIX<sup>e</sup> siècle, probablement par l'écrivain James Hardy Vaux pour décrire les taudis de Dublin mais signifiait davantage « racket » ou « commerce criminel » à l'époque ; shanty town signifie littéralement « quartier/ville de taudis » (wikipedia : 2014).*

La notion de bidonville telle qu'elle est conçue ici renvoie plutôt à un espace plus ou moins déterminé d'un territoire dans lequel les conditions matérielles (habitat, installations sanitaires,...) sont extrêmement précaires et que les individus ou groupes qui y vivent se contentent d'un confort sommaire ou inexistant.

Sociologiquement parlant, le bidonville fait référence plutôt à une organisation sociale et un mode de vie particulier qui ne sont pas toujours compris ou supportés/admis par tout le reste de la communauté d'appartenance. Le phénomène de bidonvilisation est souvent associé à différentes formes de vices qui ne sont pas toujours fondés. A Madagascar, 72% de la population urbaine, soit 4 millions de personnes, habitent un bidonville (wikipedia : 2014).

### I.2.3. La reproduction sociale

A mesure que l'on s'intéresse davantage au monde urbain contemporain et non seulement aux sociétés dominées par la tradition, les mécanismes de transmission de génération en génération deviennent plus tenus, plus subtils. La présence simultanée de générations assure la transmission des modèles culturels, développe des échanges nombreux et plus généralement travaille à assurer la reproduction sociale. Mais les flux ne sont pas à sens unique, ils sont multiples et se renforcent circulairement à des étapes diverses de la vie des uns et des autres. La transmission assure une sorte de redistribution sociale. Le destin social se différencie des diverses lignées, les unes restant enracinées localement dans la profession familiale, alors que d'autres tentent leur chance et réussissent en ville dans différents secteurs.

Dans le présent travail de mémoire, la question de la « reproduction sociale » tiendra une place importante du fait de l'existence d'une logique plus ou moins évidente de la retransmission de génération en génération des conditions sociales favorables et/ou défavorables au niveau de la communauté malgache en général.

### I.2.4. La Disqualification sociale (Paugam, S. 2011)

Ce concept nous vient directement de l'auteur français Serge Paugam que porte même comme titre l'un de ses ouvrages phares qui est aussi celui de sa thèse de doctorat. Le concept de disqualification sociale consiste en un *processus* de dégradation morale, matérielle et identitaire d'un individu ou groupe suite à un événement particulier qui à modifier le cours de la vie. Il existe au sein de la disqualification sociale trois étapes successives (mais pas nécessairement), auxquelles l'individu ou le groupe concerné fera face durant un moment plus ou moins indéterminé. C'est ainsi que la *fragilité*, la *dépendance* et la *rupture* correspondent aux trois étapes de la disqualification sociale et qui correspondent aussi à trois catégories de population selon leur rapport à l'emploi et à l'assistance sociale,... ou en d'autres termes selon leurs expériences vécues.

C'est de cette façon que nous avons pu exposer tous les points de vue que nous avons jugés essentiels et qui intéresse notre thème de recherche et que l'on tentera de confronter à la réalité de notre terrain dans la seconde partie de ce travail. Maintenant, force nous est de présenter notre terrain d'étude comme il se doit afin d'avoir au moins quelque chose en tête en ce qui concerne le cadre géographique dans lequel nous avons récolté les informations à analyser.

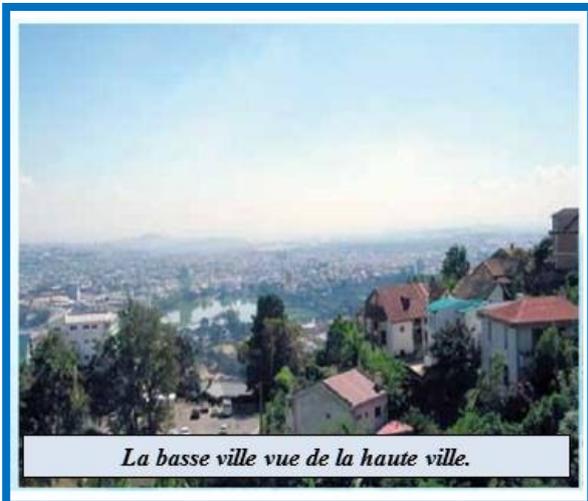
## II. Cadre d'existence de la vie quotidienne dans les secteurs d'investigations

### II.1. Généralités sur Antananarivo

#### II.1.1. Aperçu historique

Tout en adoptant toujours les démarches holiste et individualiste pour rendre compte de la réalité du phénomène, nous pouvons, dans cette section, dresser un panorama plutôt global sur la capitale malgache. C'est ainsi que nous insérons notre objet dans un contexte spatial, historique et géographique plus large afin d'étendre encore un peu plus l'horizon de l'explication. Ainsi, nous pouvons déjà, de prime abord, avancer que la forme d'organisation sociale au sein de la ville d'Antananarivo correspondait (et correspond encore) à un certain « ordre » préétabli. En effet, les phénomènes respectifs de haute et basse ville ont toujours marqué l'organisation de la vie sociale à Antananarivo.

*« La ville d'Antananarivo est devenue la capitale du Royaume de l'Imerina sous le règne du Roi Andrianampoinimerina qui a duré de 1794 à 1810. Le site de départ était construit sur le sommet de la colline d'Analamanga, ce perchoir offrant à la fois un poste en*



*élévation pour surveiller les terres environnantes et un moyen de défense contre les attaques d'ennemis. Avec les années, la ville s'est étendue aux flancs de la colline et les plaines et le marais environnants de sorte que la capitale est composée d'une haute ville et d'une basse ville. La distinction spatiale tire ses origines des principes d'aménagement socio- spatial appliqués par les premiers monarques qui se sont établis sur le site. Vivre*

*en haut de la colline était une prérogative du roi ; plus bas habitaient les groupes qui lui étaient alliés par le sang ou par alliance ; plus bas encore, on trouvait les roturiers de moindre statut et tout au bas on trouvait les esclaves de la maison royale et les rizières.(...) A bien des égards, cet aménagement hiérarchique de l'espace urbain s'applique encore de nos jours : la distinction entre haute ville et basse ville correspond à des différences de classe sociale, de richesse, d'infrastructure et d'influence politique ». (Luke, F. 2010 :14-45). Ce qui nous prouve déjà l'existence d'une certaine forme d'exclusion sociale dans la communauté citadine d'alors qui persiste jusqu'à nos jours. Ce phénomène est plutôt partagé par la majorité de la population tananarivienne, d'où la distinction flagrante, sur tous les domaines, qui persistent au niveau de la société. Un peu plus tard, *Tananarive* fut baptisé capitale de la*

Grande île lorsque « *Radama I<sup>er</sup> régna de 1810 à 1828 et installa définitivement la capitale de Madagascar à Tananarive* » (Oberlé, P., 1987: 60).

La distinction entre haute et basse ville qui a été créée par l'histoire laisse vivre actuellement une frange de la population dans des conditions extrêmes, qui sont vues d'un très mauvais œil par une autre partie de la population. C'est ainsi que « les quartiers bas » constituent désormais un endroit sur lequel échouent les classes ou individus de la société ayant un statut plutôt inférieur. « *Cette partie de la ville abrite (...) une population importante de descendants d'anciens esclaves dont le faible statut social et économique les rend particulièrement vulnérables à la pauvreté urbaine.* » (Luke, F. 2010 : 17). En outre, les nouveaux venus dans la capitale, issus de la migration choisissent presque systématiquement les quartiers bas à cause du loyer peu élevé avec les installations qui sont souvent prévues pour cet effet.

Nous pouvons quand même, jusqu'ici, constater que la distinction sociale et spatiale de l'époque monarchique a surpassé les différents événements socio-politiques et économiques qui ont marqué l'histoire du pays et notamment la colonisation et l'avènement de la République. C'est ainsi que les phénomènes de basse et haute ville persistent encore aujourd'hui, avec notamment « *la haute* » (ville) et les « *bas quartiers* ».

### **II.1.2. Espace et société tananarivienne**

Comme nous venons d'évoquer plus haut, l'histoire a voulu qu'il y ait à Antananarivo une haute et une basse ville. Dans ce contexte, la communauté s'est organisée à travers différents acteurs pour faire en sorte que la vie communautaire à Antananarivo soit plus enviable et meilleur pour les uns et pour les autres. Parmi ceux-ci, l'Etat constitue le principal acteur dans la **co-construction** de l'espace urbain à Antananarivo. C'est de la sorte que l'édification des cités au niveau des bas quartiers constitue une étape majeure dans l'aménagement urbain à Antananarivo depuis la Première République.

Suite à l'élargissement progressif de la ville d'Antananarivo, les quartiers et les cités des 67 ha ont été édifiés par la première République (Ramamonjisoa J. 1988). « *En parallèle à cette opération située à l'ouest du canal Andriantany, un vaste complexe socio-administratif et scolaire avait été édifié de part et d'autre du même canal, dénommé Ampefiloha et comprenant un hôpital, différents ministères, le palais de la justice, la maison de la radio, l'hôtel Hilton et des logements (...). Ce nouveau quartier fut surnommé « Washington » par opposition aux quartiers populeux voisins d'Isotry et ses annexes appelés*

« *Moscou* ». (Ramamonjisoa J. 126). Apparemment, le fait de donner un surnom à un quartier ne date pas d'hier et que ceci concerne à la fois les quartiers à mauvaises ou bonnes réputations.

Par ailleurs, la construction de cité dans ces quartiers bas n'était pas pour autant fait pour tout le monde, en tout cas, pas pour le grand public. « *Ainsi, la majorité des catégories de ménages solvables a eu la possibilité d'accéder à la propriété car ces logements, en vente-location pour la plupart, étaient acquis au bout de 15 à 20 ans. Mais la demande n'a pas été satisfaite pour autant, notamment pour la masse la plus nombreuse qui a dû se contenter de masures en torchis ou matériaux de récupération édifiées sur les rizières ou agglomérées en arrière-plan des quartiers populeux, parfois, sous forme de véritables maisons communautaires de plus de 10 pièces, à raison d'une famille par pièce.* (Ramamonjisoa J: 126)

Cette organisation spatiale en vue de l'élargissement et de l'aménagement de l'espace urbain à Antananarivo a donné naissance à un phénomène plus complexe que l'Etat central et particulièrement la Commune Urbaine d'Antananarivo arrive mal à contenir. C'est de la sorte (à notre sens) que le phénomène de bidonvilisation trouve ses racines. Dans un espace urbain assez vaste (au début), où tout le monde veut avoir sa place, il est assez évident que des problèmes de tout genre surgissent. « *(...) l'emplacement prévu pour les espaces verts fut envahi par des occupants sans droits ni titres qui hâtèrent de construire des bicoques en bois avec des matériaux de récupération, alors qu'ils agrandissent et consolidentent postérieurement devant la politique de tolérance des autorités* » (Ramamonjisoa J:125). Ainsi, la politique de tolérance appliquée par l'administration a donc, dans une certaine mesure, contribué à la bidonvilisation de certains endroits de la capitale.

En outre, « *le contexte socio-politique des événements de 1972 a eu des répercussions sur l'extension urbaine. Au début de la période, le slogan fanjakan'ny madinika (gouvernement des petits) a été le prétexte du laisser faire. Cela a même été utilisé par les politiciens à des fins électorales, pour faire des promesses de tolérances des autorités vis-à-vis de l'occupation illicite* » (Ramamonjisoa J:127). Dans une certaine mesure, l'installation (provisoire puis définitive) de nombreux habitants au niveau de certains quartiers de la basse ville constitue un phénomène à double fonction. En effet, « *l'occupation sans droit ni titre a été, d'une part, l'exutoire d'une partie des habitants des quartiers populeux*

voisins, et d'autre part, a servi de mode d'insertion urbain pour les migrants plus ou moins récents ». (Ramamonjisoa J: 128).

## **II.2. Panorama global sur les bidonvilles**

Avec la présente section, nous allons tenter de dresser un état des lieux plus ou moins synthétique de ce que représente notre terrain d'études avec la présentation des informations que nous jugeons essentielles et qui intéresse aussi notre recherche. Il ne s'agit donc pas ici de faire une étude monographique complète du terrain mais plutôt un bilan synthétisé de ce que nous avons comme base territoriale de notre investigation. Dans l'ensemble de ce mémoire, nous avons choisi d'utiliser les termes « secteurs » ou « sous-quartiers » du fait que ni l'un ni l'autre de ces deux endroits ne représente un découpage administratif autonome. Ils font tous partie d'un quartier bien défini qui leur est respectif, du moins géographiquement parlant car ces « gens » ne sont pas inscrits régulièrement dans aucune circonscription administrative.



*Cet endroit constitue souvent une « référence » pour les media en termes de pauvreté*

Si le secteur de « La Réunion kely » ou « Complexe » se trouve géographiquement parmi les quartiers bas, celui d'Ambohijatovo se situe plutôt proche de la haute ville.

Si l'on se réfère aux circonscriptions administratives dans lesquelles se situent les deux secteurs, nous avons le fokontany Manarintsoa Est pour « Complexe » et Ambatonakanga pour celui d'Ambohijatovo. Ceci est seulement à mentionner pour information car en réalité, aucun des deux bidonvilles de notre terrain n'est légalement inscrit ni reconnu par ces circonscriptions administratives. En outre, aucun des habitants de ces endroits n'est inscrit comme résidant de ces deux fokontany, la plupart étant en situation de clandestinité et d'irrégularité administrative.

### **II.2.1. La population**

#### **II.2.1.1. Origine**

Au tout début, la population de la basse ville a commencé à s'y implanter au début de la colonisation de Madagascar (vers 1896 donc) qui avait aussi marqué la fin de l'esclavagisme. Délivrer et relâcher par leur maître, nombre d'Andevo (esclaves) n'avait eu nulle part où aller et ont choisi à cet effet de coloniser la basse ville. Etant donné que

l'organisation spatiale de l'époque suivait certaines normes et tout le monde ne se doit de les respecter. C'est ainsi par exemple que la famille royale (classe supérieure) trouve place tout en haut de la colline et ainsi de suite, il y a une confusion assez visible entre emplacement géographique et classification sociale. C'est de la sorte que la basse classe constituée par des anciens esclaves (individus qui n'avaient pas de droits) se trouve affectée à la basse ville.

Sans doute, cette forme d'organisation spatiale n'est pas sans conséquence sur la communauté. Généralement, cette stratification sociale qui rime avec l'emplacement géographique a donné naissance à deux classes presque en tout point opposé. La distinction entre haute ville et bas quartiers a provoqué aussi l'organisation de la communauté en classe supérieure et basse classe. Ainsi, ces deux classes sociales vivent en effet dans l'indifférence presque totale et se mélangent difficilement.

En outre, les habitants qui choisissent d'élire domicile dans ces secteurs sont arrivés jusque-là à cause du fameux problème de logement et du loyer. Certains d'entre eux sont originaires de la campagne, motivés par la recherche d'une vie meilleure ou d'un emploi qu'ils ont espéré trouver en ville. De ce fait, ces groupes d'individus sont très hétérogènes quant aux trajectoires spatiales qui les ont amenés à vivre dans ces bidonvilles tananariviens. Le milieu rural constitue généralement le berceau de cette masse de la population qui s'est échouée dans ces endroits.

Cependant, la population du monde rurale n'est pas la seule à occuper ces coins plus ou moins disqualifiés de la capitale d'Antananarivo, il y a aussi ceux qui ont toujours été des citoyens depuis des générations mais qui se sont trouvés abandonnés ou isolés grâce à des problèmes de différente nature. Parmi ces problèmes, nous avons ceux posés par le divorce des parents et/ou les recompositions familiales qui ont fini jusqu'à exclure certains membres de la famille en dehors du foyer. En quelques mots donc, nous confirmons que notre population d'étude ou notre population-mère est très hétérogène quant à son origine.

#### II.2.1.2. Structure

Selon un article paru dans l'Express de Madagascar (Rajaonah, L. 2011) du 17 Mars 2011 que l'on a pu consulter en ligne, il y aurait environ 155 familles qui vivent au Complexe si d'après notre estimation une dizaine (de famille) habite à Ambohijatovo Ambony. Il y a au Complexe et Ambohijatovo moins d'hommes que de femmes, plus de jeunes et d'enfants que de personnes âgées ou d'adultes. A notre estimation, plus de 60 % de

la population de ces deux secteurs seraient des enfants et des adolescents de sexe masculin et féminin.

Sur le nombre exact de la population de ces secteurs, nous n'avons pas pu obtenir un registre qui soit exhaustif figurant l'ensemble de la population mais c'est par le biais des informations médiatiques que l'on a connu qu'en 2008, il y avait à peu près 550 individus au Complexe contre 1 100 dont 700 enfants en 2014 (Le journal de la Tv plus Madagascar du 06 Janvier 2014). Ce qui affiche une augmentation de 100 % de la taille de la population en 6 ans.

## **II.2.2. Morphologie sociale**

### **II.2.2.1. L'habitat**

Généralement, les Malgaches attribuent l'indigence, sur le plan infrastructurel par des structures d'habitation non conventionnelles qui s'implantent la plupart du temps dans des zones qui ne sont pas prévues à cet effet. C'est ainsi qu'on parlait alors, et même encore aujourd'hui de « *trano baoritra* » (maison en carton) pour classer ces types d'habitation qui constituent au premier abord un élément stigmatisant. Au fil du temps, cette appellation s'est transformée et devient actuellement « *trano sachet* » (maison en sachets ou cellophanes), ce dernier a été souvent employé par les enquêtés lors de la phase de terrain. A 99%, les habitations sont caractérisées par ces types d'installation qui semblent être provisoires mais qui sont pourtant un élément définitif du quotidien de la population. Le reste, c'est-à-dire 1% des cases est constitué par des structures en bois mais qui ne s'éloignent pas tout à fait des autres, par l'apparence.

Ce que nous avons pu remarquer lors de la descente, c'est que les structures d'habitation d'Ambohitovo sont implantées plutôt les unes séparées des autres,



*Les lieux d'habitation posent souvent de gros problèmes pour les habitants.*

contrairement à celles de La Réunion kely qui sont placées côte à côte sans le moindre centimètre qui sépare les installations. Ceci est dû dans un premier temps à la disponibilité d'un espace plus ou moins large à Ambohitovo qui offre le choix aux nouveaux venus quant à l'endroit où ils peuvent implanter leur coin, ce qui n'est pas le cas au Complexe. Mais sous un autre angle, cette

situation peut aussi être expliquée par des liens sociaux plus ou moins faibles et des activités

plus ou moins diversifiées à Ambohitovo qui donnent une plus grande autonomie aux différentes familles par rapport au reste du groupe.

Généralement, les lieux d'habitation posent souvent de gros problèmes pour les habitants de ces secteurs surtout quand arrive la saison d'été pendant laquelle les eaux de pluie pénètrent à l'intérieur des maisonnettes en cellophanes qui ont des toits troués ou très minces et fragiles et ne résistent guère à la violence des pluies. Pour ce qui est du Complexe où les habitations sont bâties le long du canal Andriantany, l'eau de la rivière sort de son lit à chaque fois et déborde jusqu'au point d'entrer à l'intérieur des structures d'habitation.

#### II.2.2.2. Hygiène et assainissement

Vu l'état d'insalubrité totale dans lequel se trouvent ces sous-quartiers, les normes d'hygiène et de santé ne sont quasiment pas respectées du fait que le maintien de l'existence physiologique y est déjà problématique. D'une manière générale, la population de ces quartiers disqualifiés ne se soucie presque pas du tout de ce qui est santé ou assainissement ou encore hygiène. Ce sont les « *autres* » comme les associations et/ou organisations caritatives ou les services d'Etat qui se chargent quelquefois de tout cela à leur place. C'est ainsi par exemple que le Bureau Municipal d'Hygiène (BMH) sous tutelle de la Commune Urbaine d'Antananarivo (CUA) se charge de l'assainissement sur la place du Complexe. Les seules infrastructures auxquelles la population y est obligée d'avoir recours, ce sont les deux bornes fontaines qui garantissent l'approvisionnement en eau potable. A part cela, rien ne leur offre la possibilité d'accéder au luxe de l'assainissement. Sur ce point, encore faut-il payer pour accéder à de l'eau potable, à raison de 50 ariary le bidon de 20 litres, ce qui est insupportable pour certains qui sont obligés d'utiliser l'eau du canal Andriantany pour faire la lessive ainsi que pour d'autres tâches n'ayant pas trait à la cuisson.

Pour la plupart des habitants, les pots comme on dit dans le langage commun, sont utilisés à la place des latrines car aucune installation sanitaire n'y est disponible (du côté ménage) à part les deux toilettes publiques qui sont placées aux deux extrémités de l'endroit pour le cas du *Complexe* s'il n'en existe aucune à Ambohitovo. Or, seule une minorité de la population fait usage de ces quelques installations car la plupart ont recours généralement au canal Andriantany pour les habitants du *Complexe* pour y évacuer les excréments et urines de façon systématique.

En bref donc, on peut avancer que les habitants de ces sous-quartiers essaient à tout prix de vivre avec le strict minimum de confort si l'on n'en parle que des normes sociales de l'hygiène et de l'assainissement.

### II.2.2.3. Réputation des quartiers

« *Bas quartiers* », c'est cette appellation engorgée de présupposés qui arrive avant tout à l'esprit quand on parle de ces zones stigmatisées de la capitale. On y trouve les *petites mains* et les *gros bras* c'est-à-dire qu'on y rencontre tout type d'individu et de groupe qui se distingue souvent par leur mode de vie particulier (langage, habillement, alimentation, etc.).

Souvent, comme tous les autres « quartiers chauds », nos deux secteurs d'études sont aussi associés à la violence, à l'alcoolisme, aux mauvais actes de toute nature etc. Les corps étrangers se méfient fortement lorsqu'il s'agit de passer par ces sous-quartiers surtout le soir venu. Ceci est flagrant pour le secteur d'Ambohijatovo, peut-être à cause du fait que celui-ci se situe plus ou moins dans un endroit plutôt discret. En effet, peu nombreux sont les individus qui osent passer par là, même le jour de peur de se faire détrousser par les supposés « *pickpockets* » qui y vivent. Sur ce, nous tenons à préciser que c'est l'une des personnes que nous avons enquêté là bas qui l'avait évoqué mais nous n'avons pas pu, au moment de l'enquête, demander l'avis d'autres individus qui y passent.

C'est de cette façon que nous pouvons parler, du moins dans certaines mesures, de la *disqualification spatiale des quartiers*, (Paugam, S. 2011) pour parler de la stigmatisation à laquelle ces secteurs sont sujets. Sur ce, nous avons pu constater à travers la revue de la littérature un certain rapprochement et une ressemblance plutôt étonnante quant à la réputation des quartiers plus ou moins disqualifiés du point de vue de l'observateur extérieur ainsi que l'attitude des habitants. L'extrait suivant nous montre à quel point le phénomène est observable non seulement à Madagascar si l'on ne parle que le fait de donner un nom ironique au quartier concerné. Ainsi, l'auteur affirme que :

« *Tout se passe comme si les habitants, et en particulier les adolescents désœuvrés, voulaient offrir au regard public l'image de la pourriture de la Cité, une pourriture qui leur colle à la peau et à laquelle ils s'identifient. En réalité, ils ne font qu'appliquer à eux-mêmes le jugement des autres, ceux qui de l'extérieur désignent la Cité comme le « petit Chicago » tout en condamnant les comportements jugés indésirables dans le quartier* » (Paugam, S. 2011 : 168)

Avons-nous affaire à une simple coïncidence ou plutôt à un phénomène universel quant à la dénomination de l'un de nos quartiers d'investigation qui est nommé par les

personnes extérieures et surtout par la presse par « *La Réunion kely* » (La petite Réunion). La Réunion étant considérée comme un endroit agréable et développé ou les individus/groupes aisés choisissent pour vivre ou partir en voyage (vacances par exemple). Ainsi, nous pouvons constater, dans une certaine mesure que, les individus appartenant à un certain groupe stigmatisé retournent les préjugés concernant leur zone de résidence et leur mode de vie contre eux-mêmes.

### **II.2.3. Les principales activités de survie**

#### **II.2.3.1. Ramassage et récupération de déchets**

Pour les habitants du Complexe Manarintsoa Est, l'activité principale qui assure les revenus familiaux est constituée par le ramassage et la récupération des objets de seconde main ou en fin de vie, c'est-à-dire des objets qui n'ont plus leur valeur d'usage ou leur valeur d'échange d'origine. Ces objets peuvent aller d'un petit flacon de quelque chose jusqu'aux tas de ferrailles qui restent d'une voiture accidentée ou abandonnée. Une fois arrivés sur les lieux, ces objets démunis de leur valeur d'usage ou d'échange reprennent une toute autre valeur à dimension sociale qui garantit la vie à d'autres groupes d'individus en dehors de ceux chez qui, ils (les objets) avaient encore leurs valeurs d'origine. Dans la plupart des cas, ces objets en fin de vie et/ou de seconde main sont récupérés dans les décharges tananariviennes et sont transportés dans des sacs spécialisés, de là où ils sont récupérés jusqu'à destination au « *marché* » pour être vendus ou revendus. Mais il existe aussi ceux qui sont rachetés par les populations chez les propriétaires à un prix largement accessible en faisant du porte à porte pour y demander quelque chose qui est à vendre.

En ce qui concerne la population d'Ambohijatovo, l'activité économique tourne plutôt autour des petits boulots de type journalier comme le fait de faire la lessive, d'aller chercher de l'eau pour les ménages, etc. Mais il y a aussi ceux qui optent pour la mendicité, c'est peut-être là, que réside la différence entre nos deux secteurs d'enquêtes car d'après ce que l'on sait, les habitants du *Complexe* n'exercent pas ce genre de pratique (la mendicité). Généralement l'activité de survie à Ambohijatovo est plutôt du genre travail journalier, activité rémunératrice et travail à temps partiel.

### II.2.3.2. Le petit commerce.



Ce type d'activité s'exerce en général dans toutes les catégories de la stratification sociale à Madagascar allant des plus démunies jusqu'aux grands exploitants commerciaux, locaux ou expatriés. En effet, le phénomène du commerce est devenu, du moins pour les dix dernières années, une activité économique très prisée des Malgaches surtout après la perte massive d'emploi occasionné par l'arrêt brutal des activités des entreprises franches qui se sont implantées à Madagascar. Or, la question du petit commerce ne relève pas tout à fait de la même branche que ceux du commerce ambulante ou fixe qui déborde les bords de route d'Antananarivo. Généralement, ce sont les habitants de La Réunion kely qui se lancent massivement ou peut-être même exhaustivement dans ce type d'activité. Il s'agit surtout de vente de ce que l'on a l'habitude d'appeler les « bouffes rapides », c'est-à-dire quelque chose qui s'achète et se mange sur place. Or on trouve aussi à certains moments, des articles ou des objets d'une certaine valeur comme les marmites neuves ou d'occasion, les ustensiles de cuisine, des appareils électroménagers hors services ou fonctionnels ainsi que des véhicules à deux roues comme des scooters et des vélos. Le fait qu'il y a sur ces endroits des objets volés n'est pas à exclure mais nous n'allons pas nous intéresser là-dessus pour notre travail.

### II.2.3.3. Les jeux de hasard comme activité juteuse.



Ce genre de pratique, on la rencontre généralement au Complexe. Les *maîtres* du jeu se placent sur des endroits « *précis* » où le plus grand nombre de personnes va passer à un moment donné de la journée mais jamais systématiquement.

En fait, ces gens font de l'argent en faisant choisir aux joueurs entre 2 ou 3 choses/positions parmi lesquelles une seule est la bonne (petite boîte

contenant une pièce de 50 ariary comme sur l'image par exemple); en cas de bon choix, l'argent que le joueur a parié pourrait être multiplié, en quelques temps par deux, trois voire quatre fois. Ceci n'est qu'un exemple mais les méthodes n'en finissent pas sur les lieux. Ce que nous avons pu remarquer sur place c'est que les sommes en jeu descendent très rarement, voire jamais, en dessous de 2000 ariary mais peut aller en revanche jusqu'à 50 000 ariary pour un seul tour de jeu. En outre, il faut se méfier à en croire certains connaisseurs de ces secteurs et de ses habitants, la tricherie et le trucage ne sont pas à exclure de ces pratiques car ces « entrepreneurs » comme tous leurs semblables cherchent à tout prix à faire fructifier un quelconque capital, et tous les moyens sont bons.

Ce que nous tenons à faire ici, c'est de montrer tout simplement que la pratique des jeux de hasard constitue une activité économique (à part entière) qui fonctionne bel et bien dans les quartiers pauvres et dans laquelle une partie importante du capital financier qui y circule y est investie.

#### II.2.3.4. Les petits boulots journaliers

SI la plupart, sinon toutes les activités évoquées précédemment sont plus ou moins caractéristiques du Complexe Manarintsoa Est, les petits travaux de type journaliers sont plutôt prisés par les habitants d'Ambohitovo. Ces travaux sont souvent de type domestique pour les femmes (lessive, récupération d'eau dans les pompes, courses divers,...) et plus ou moins artisanaux et physiques pour les hommes (jardinage, manœuvres divers, docker ...). Si le travail dans le commerce se rapproche plutôt de la catégorie des professions libérales, les petits boulots sont quant à eux plus ou moins tributaires du travail salarié. Dans la majorité des cas donc, nous constatons que les activités exercées sur place que ce soit dans l'un ou l'autre secteur où nous nous sommes allés recueillir nos données constituent plutôt des *stratégies de survie* en ce sens que l'alimentation constitue l'unique et seule préoccupation à laquelle les individus et ménages prêtent attention.

Ainsi donc, nous avons jusque-là évoqué les différents aspects de notre mémoire qui relèvent du théorique afin d'avoir une représentation plus ou moins détaillée de ce que nous avons comme objet d'études que nous envisageons dans la partie suivante de confronter ou de vérifier à l'aide du terrain d'investissement. La partie suivante nous dévoilera donc les dimensions concrètes dudit objet d'études qui est constitué désormais par les représentations sociales et les conditions réelles de la pauvreté intégrée dans lesquelles se trouvent les acteurs.

*Partie II : L'expérience du vécu de la pauvreté  
dans les bidonvilles*

---

**« La théorie, c'est quand on sait tout et que rien ne fonctionne.  
La pratique, c'est quand tout fonctionne et que personne ne sait pourquoi.  
Ici, nous avons réuni théorie et pratique :  
Rien ne fonctionne... et personne ne sait pourquoi ! » Albert Einstein (1879-1955)**

---

La compréhension de la réalité mais surtout des représentations sociales de la pauvreté est d'une importance particulière à la fois dans le sens de la lutte contre celle-ci que dans le sens de l'avancement de la connaissance scientifique. Dans ce mémoire, notre ambition est de comprendre le sens que les « Malgaches » vivant dans des conditions socialement et humainement très précaires attribuent à leurs actes et comportements et surtout à leurs conditions d'existence, ne serait-ce par exemple que le choix de vivre dans un environnement totalement impropre.

Dans ce chapitre, nous envisageons d'évoquer dans un premier temps certains facteurs ou variables susceptibles d'influencer les représentations et les conditions d'existence sociale des individus ou ménages enquêtés. On essayera aussi à travers cette seconde partie de montrer que la pauvreté dans laquelle se trouvent les individus ne constitue pas une situation qui leur est venue au fil du temps mais plutôt un cadre d'existence sociale préétabli qui ne laisse aucune autre possibilité à ceux qui en font l'expérience. En outre, on démontrera aussi que le poids de la reproduction sociale contribue en grande partie à la précarisation extrême des conditions sociales d'existence des groupes ou des individus victimes de situations économiques et sociales généralement insupportables

### III. Les conditions sociales d'existence.

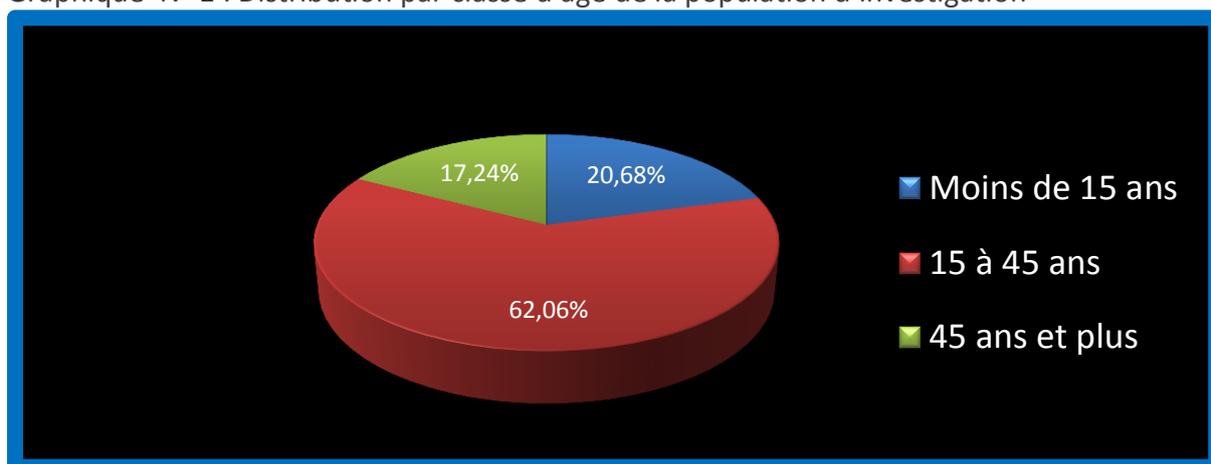
#### III.1. Caractéristiques générales de la population des bidonvilles.

Généralement, cette section nous servira à dresser un profil sociologique de la population vivant dans les bidonvilles et pourra à cet effet nous aider à mieux comprendre leur situation et leur représentation.

##### III.1.1. Classes d'âge

Notre population « fille » est composée d'individus de classes d'âge différentes qui représentent à peu près l'ensemble des habitants qui vivent sur les lieux d'investigation d'après ce que l'on a pu observer au moment de la descente. Ainsi, 3 grandes classes d'âge possibles ont été établies afin de regrouper tous les enquêtés de notre recherche. Le graphique N° 1 représente la catégorisation par classe d'âge des individus enquêtés selon qu'ils soient « *enfants* », « *jeunes* » ou « *personnes âgées* ». Admettons que ceux-ci ne constituent que des catégories construites pour le besoin de l'analyse. On ne considère pas par exemple la subdivision que peut contenir la classe des jeunes qui peut être sous-catégorisée avec les adolescents et les jeunes ainsi que les adultes si l'on parle de la conception plutôt classique de ceux-ci.

Graphique N° 1 : Distribution par classe d'âge de la population d'investigation



Sources : notre propre investigation : Septembre-Octobre 2013

La probabilité de connaître une situation économique et sociale précaire et de vivre dans des conditions plus ou moins inadmissibles humainement est plus ou moins forte chez les jeunes et les moins jeunes. Sur ce graphique, on peut lire que plus de 82 % (soit 24 individus sur les 29), dont 20 % de moins jeunes et plus de 60 % de jeunes de l'échantillon connaissent au moment de l'enquête une situation économique et sociale précaire. Sur ce, nous tenons à préciser qu'un individu parmi les 30 interrogés déclarait ne pas connaître son âge exact, ce qui fait que nous n'avons que 29 interlocuteurs sur ce graphique. D'un point de

vue macrosociologique et macroéconomique, l'affluence des jeunes et moins jeunes dans la masse de population qui vit dans des bidonvilles pourrait venir de l'instabilité ou de la lacune au niveau du système économique et du marché de l'emploi. En effet, plus, un pays ou une région observe un taux élevé de chômage, moins il y a redistribution du revenu par le biais du travail. Ce qui sous-entend qu'une minorité de population détient un pouvoir de domination sur une grande partie de celle-ci en disposant en sa possession la grande partie de la production. Ce qui rejoint Marx avec sa théorie du grossissement du capital et l'accroissement du paupérisme (Marx, K. 1919). Or, le fait qu'on soit à la fois jeune et pauvre peut être aussi vu comme la suite logique d'une difficulté à laquelle un individu a vécu depuis son enfance. En d'autres termes, faute de ne pas avoir été financé comme il se doit dans ses études ou ses projets individuels, il y a forte chance qu'on soit confronté à l'âge adulte à des difficultés peut être encore pires que celles de l'enfance. C'est ce que l'extrait suivant tend à confirmer en stipulant que :

*« Si les enfants sont socialisés dans un milieu qui reste en permanence défavorisé, la probabilité est grande qu'ils connaissent à l'âge adulte des difficultés comparables à celles de leurs parents » (Paugam, S., 2013 :103)*

Lorsqu'un individu est confronté à la pauvreté à un moment donné de sa vie, plusieurs facteurs manifestes et latents peuvent être à l'origine, les conditions de l'apprentissage et de la socialisation en fait partie, mais il peut y avoir encore bien d'autres. C'est ainsi qu'il convient maintenant de considérer un autre indicateur constitué par le niveau d'instruction des individus qui vivent dans les bidonvilles.

### III.1.2. Le niveau d'instruction.

Ce que nous allons tenter de montrer ici, c'est que : quand on est pauvre, il y a une forte chance qu'on soit quelqu'un qui n'a pas reçu une éducation assez poussée du moins dans la majeure partie des cas. Sur ce, trois catégories d'individus ont été établies à partir des résultats obtenus de l'investigation. C'est ainsi que nous avons pu les classer en : « *sans instruction* » (ou non scolarisé), en « *niveau primaire* » et en « *niveau secondaire premier cycle* » (c'est-à-dire jusqu'en classe de 3<sup>e</sup>), les personnes ayant dépassé ce dernier niveau étant inexistantes dans notre échantillon. Le tableau N°3 nous livre en gros la distribution par niveau d'instruction de notre « population » d'investigation.

Tableau N° 3 : Répartition par niveau d'instruction de la population d'enquête.

Niveau d'instruction	Effectifs	Fréquences (en %)
Sans instruction	07	23.33...
<b>Primaire</b>	<b>13</b>	<b>43.33...</b>
Secondaire premier cycle	10	33.33...
Totaux	30	~100

Sources : notre propre investigation, Septembre-Octobre 2013

Ainsi donc, 6 individus sur 10 enquêtés n'ont pas réussi à entrer en 6<sup>e</sup> si aucun des 4 restants n'est arrivé en Seconde. Le fait d'être à la fois pauvre et pas assez éduqué va plutôt de pair d'après ce que ce tableau nous livre. Ce que nous tenons à préciser ici c'est que le faible niveau d'instruction constitue bel et bien une caractéristique majeure de la couche qui se trouve à la dernière strate de la communauté. Le fait que pauvreté et faible niveau d'éducation vont souvent ensemble est aussi constaté et ressenti au niveau individuel à en croire ce qu'avance l'interviewée ci-après qui témoigne que :

*« (...) mes parents n'avaient plus les moyens d'assurer mes frais d'études, alors, j'ai décidé d'aller travailler pour leur venir en aide à l'éducation de mes cadets mais malheureusement...! »*

F 24, mariée, 1 enfant, niveau 6<sup>e</sup>, n° 16. (originnaire d'Antsirabe, arrivée à Ampefiloha il y a 1 an et demi après avoir travaillé comme domestique et que l'employeur lui a refusé son droit de salaire ici à Antananarivo, désormais, elle a perdu tout contact avec sa famille qui ne sait même pas qu'elle a quitté son travail et qu'elle s'est mariée)

Le cas de cette jeune femme témoigne le fait que pauvreté et faible niveau d'instruction vont souvent ensemble surtout en milieu rural lorsqu'on est dans l'impossibilité de continuer ses études, situation familiale oblige. Ce phénomène est plus ou moins confirmé dans les rapports officiels dont l'EPM 2010 qui stipule que:

*« Les ménages pauvres accusent en général un taux de décrochage scolaire plus fort par rapport aux ménages aisés, notamment aux niveaux collège et lycée. (INSTAT, 2010 : 11)*

Par ailleurs, certains auteurs et chercheurs de différentes disciplines des sciences sociales voisines de la sociologie ont pu à certaines mesures démontrer cette corrélation qui existe entre niveau d'éducation et niveau de précarité et/ou de pauvreté. C'est ainsi par exemple que Christophe Zaepfel et Raymond Boudon concluent respectivement dans les extraits suivant que :

*« Le parcours scolaire apparaît donc comme cause et conséquence partielles mais prépondérantes de la précarité/pauvreté. En termes de politiques publiques, ces différents résultats suggèrent l'importance de mettre en place des mesures visant les enfants issus de ménages rencontrant des difficultés socio-économiques, afin de faire augmenter leurs chances de réussite scolaire et d'échapper au cycle de reproduction des difficultés socio-économiques. » (Zaepfel, C. 2012)*

Et

*« Le processus générateur des inégalités sociales devant l'enseignement peut finalement être décrit diachroniquement par le schéma suivant: l'héritage culturel a pour effet que, à une certaine étape du cursus scolaire, la valeur scolaire tend en moyenne à décroître avec le statut social de la famille; de même le retard tend à être plus fréquent à mesure que le statut social de la*

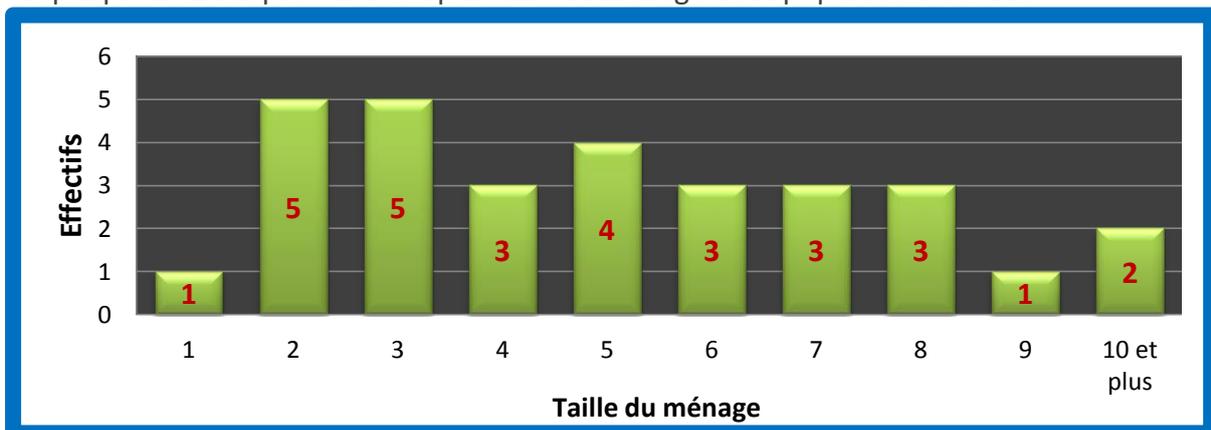
*famille est plus bas. Ensuite, la position sociale affecte les paramètres du processus de décision et contribue à accentuer les inégalités.* » (Boudon, R. 1979 : 106-113)

Une autre variable doit être aussi prise en considération lorsqu'on parle de couche sociale défavorisée. La taille du ménage élevée est attribuée surtout à la classe populaire. En fait, nous nous sommes demandés pourquoi, les parents vivant dans des situations de très fortes difficultés se permettent encore d'avoir beaucoup d'enfants malgré la brutalité de la vie en général et celle de la leur en particulier.

### III.1.3. La taille du ménage

Pour pouvoir faire la relation entre cette variable et le phénomène de la pauvreté, nous avons choisi évidemment comme indicateur la taille du ménage des individus qui vivent dans les bidonvilles et qui font dans certaine mesure partie de la couche sociale très défavorisée. Afin de mieux cerner l'analyse, le graphique N° 2 nous décrit le nombre d'individus par ménage parmi lequel nous avons des petites, moyennes et grandes tailles ainsi qu'une tendance plus ou moins générale. Quand un ménage est en situation de précarité économique et sociale, il y a une forte chance qu'il comprend en son sein un nombre assez élevé d'individus membres, du moins mathématiquement parlant.

Graphique N° 2 : Représentation par taille du ménage de la population d'étude



Source : notre propre investigation, Septembre-Octobre 2013

Ainsi, 26 individus (soit 86.66 % de la population), sur les 30 interrogés appartiennent tous à des ménages ayant entre 2 et 8 membres. En outre, il y a 16 ménages parmi les 30 qui sont composés de plus de 4 individus si 9 parmi ces 16 (soit 56.25 %) sont composés d'au moins 7 individus vivant sous le même toit. En d'autres termes, il y a plus de familles nombreuses dans la couche de la population défavorisée que de familles moins nombreuses. Dans une certaine mesure, cela peut être due à l'influence probable de la culture qui permet plus ou moins ou encourage plutôt, le fait d'avoir un bon nombre d'enfants. En effet, ne pas avoir d'enfant constituait certes le plus pire de toutes les malédictions qui

peuvent arriver à quelqu'un si le cas contraire étant, du moins symboliquement constitue un succès de taille. D'où les adages malgaches qui confirment que :

« *Ny zanaka no harena* » (Les enfants constituent les richesses)

Ensuite :

« *Ny anambadian-kiterahana, ny iterahan-ko dimby* » (Se marier c'est *pour* avoir des enfants, des enfants qui seront des descendants)

Enfin, dans le cas des nouveaux mariés :

« *Miteraha fito lahy fito vavy* » (Ayez 7 garçons et sept filles) qui s'est transformé et devient :

« *Miteraha fy, to, lahy sy vavy* » (ayez des enfants adorés, voulus, garçons et filles)

Etant donné que les proverbes constituent des éléments de la culture et de la conscience collective, ils déterminent et influencent les comportements et les actes individuels. C'est sous cette influence certes transcendante de la culture que bon nombre de Malgaches agissent à notre sens en faveur du nombre élevé de progénitures par ménage même si le succès économique n'est pas au rendez-vous. Ceci est confirmé par le chercheur Serge Paugam dans son ouvrage phare dans lequel il a lui aussi constaté l'attachement aux valeurs familiales (et culturelles) chez les individus vivant dans une zone ou un pays économiquement pauvre. Voilà pourquoi il affirme que :

*« Dans ces derniers (pays pauvres), il est manifeste que les plus pauvres sont fortement attachés aux valeurs familiales. Comment expliquer ce phénomène ? « Leur seule richesse, c'est avoir des enfants » disent parfois les travailleurs sociaux et les éducateurs de ces pays pour expliquer la présence nombreuse d'enfants dans les milieux défavorisés. (...) (Paugam, S. 2013 : 112)*

### **III.2. Conditions de l'apprentissage social et incidences dans la vie.**

#### **III.2.1. Trajectoires spatiales.**

La « *trajectoire spatiale* » telle qu'elle est conçue ici constitue une dimension du concept de « *trajectoire sociale* » et renvoie en effet à l'ensemble du parcours à travers l'espace et le temps qui a précédé l'arrivée d'un individu à l'endroit où il vit actuellement. Comme ce qui est déjà évoqué dans la première partie de ce travail, quant à l'origine de la population de ces secteurs, il existe une hétérogénéité de trajectoire spatiale de ces personnes-là. Or il est quand même tentant de rechercher et de dresser un profil caractéristique de la population en termes de parcours à travers l'espace et le temps. C'est ainsi que nous avons en effet catégorisé les interlocuteurs selon leur lieu de naissance, leur lieu d'enfance (l'endroit où ils ont grandi) et la durée du temps durant laquelle ils ont résidé dans le secteur. En effet, nous avons deux catégories d'individus selon qu'elle soit née en milieu rural ou urbain avant de venir trouver un abri dans les bidonvilles. Le tableau N° 4 nous livre en gros la distribution

de notre échantillon d'enquête selon les zones respectives d'origines évoquées par les interlocuteurs. Sur ce, nous tenons à préciser que parmi les 30 individus enquêtés, il y avait 3 qui n'ont pas donné des informations sur leur lieu de naissance si 2 individus (sur ces 3) ne donnaient non plus aucune réponse quant à leur lieu d'enfance et l'un d'entre eux déclarait avoir passé ce moment-là en milieu rural.

*Tableau N° 4 : Distribution par lieu de naissance et d'enfance des enquêtés.*

L.N \ L.E	Milieu rural	Milieu urbain	Effectifs totaux	Fréquences (en %)
Milieu rural	8	5	13	48.15
Milieu urbain	2	12	14	51.85
Effectifs totaux	10	17	27	100
Fréquences (en %)	37.04	62.96	100	

**NB : L.N : Lieu de Naissance      L.E : Lieu d'Enfance**

Source : notre propre investigation, Septembre –Octobre 2013

La dynamique migratoire de la population malgache, et particulièrement l'exode rural, ne constitue plus un phénomène nouveau ni pour le grand public ni pour le monde académique. Elle constitue un phénomène plus ou moins banal et apparemment non maîtrisé surtout au niveau des grandes villes et pour la Capitale de Madagascar. Cette dynamique migratoire démocratisée influence en effet tant bien que mal le déroulement quotidien de la vie en communauté pour le milieu de départ, mais aussi, et surtout, pour le milieu d'accueil. Ce qui n'est pas sans incidences sur les perceptions et les expériences sociales des individus qui sont en permanente interactions et échanges. Ainsi, ces interactions sociales favorisent les contacts humains mais aussi culturels à travers lesquels les individus membres d'une communauté s'identifient en permanence. Or le lieu d'origine ou le lieu de la « socialisation » constitue à notre point de vue un facteur essentiel qui fait le futur être social que l'individu deviendra.

Dans notre cas, avec 13 individus ayant vu le jour en milieu rural, plus de la moitié (soit 8 individus) y sont restés pendant la période de leur enfance avant la résidence à Antananarivo ville si les 5 autres ont passé leur vie d'enfance dans la même capitale de Madagascar soit dans un bidonville soit dans d'autres endroits. Ce qui manifeste dans certaines mesures une tendance prononcée du peuple malgache à opter pour la vie citadine.

Or, du côté lieu de naissance, la disparité n'est pas assez flagrante en ce sens que notre échantillon est répartie à part égale avec 5 individus sur 10 pour chacune des deux catégories de lieux. Ce qui confirme encore plus la tendance avancée précédemment car la redistribution de 50 % /50 % se renverse au fil du temps jusqu'à peu près 30 % /70 %, (c'est-à-dire que seuls 3 individus sur 10 restent à la campagne durant leur période d'enfance). Ce

qui est révélateur d'un exode plus ou moins massif au temps de la génération qui précède celle que nous avons étudiée. Si nous nous sommes intéressés sur cette question de la migration spatio-temporelle des individus, c'est qu'elle constitue à notre sens un élément majeur qui détermine l'identité culturelle d'un individu et/ou de son groupe.

En effet, il y a plus de chance qu'un individu ayant vu le jour et avoir grandi en ville connaisse une expérience de vivre dans un bidonville et d'être pauvre qu'un autre individu né en milieu rural et y a passé son enfance. Plusieurs facteurs peuvent être pris en compte pour expliquer ce phénomène ne serait-ce que la surpopulation citadine qui ne permet plus à tout le monde d'accéder aux droits sociaux fondamentaux comme l'éducation, qui, pour le moment, est garante d'un emploi stable et assuré. En fait, plus il y a du monde dans une zone, moins cette dernière supporte les différentes pressions qui s'abattent sur elle. Ceci provoque au niveau ménage et individuel surtout dans les zones défavorisées une difficulté monstre à faire face à la vie dans sa globalité ne serait-ce qu'à l'accès aux besoins jugés objectivement et subjectivement essentiels. Le lieu d'origine ainsi que le lieu où l'individu a fait son apprentissage social influencent donc en grande partie la perception comme les conditions objectives dans lesquelles ils se trouvent en ce sens que ceux-ci lui donnent des éléments nécessaires à faire face à son existence. Dans une certaine mesure, les gens qui ont toujours vécu en ville s'adaptent mieux aux conditions qu'impose la vie surtout quand il s'agit d'une vie dans un bidonville. Ce qui est sûr, c'est que les gens qui vivent dans les bidonvilles sont, sinon tous, du moins en majorité, nés et élevés dans des lieux qui n'ont pas permis leur épanouissement social et économique et qui influencent largement leur perception et est probablement déterminant pour sa situation objective actuelle.

Ce que nous avons pu constater, c'est que le discours et la perception de la réalité sociale varie selon que l'individu soit né et a vécu en milieu rural ou en milieu urbain. Les propos suivants sur la perception des conditions de vie en général constituent les manifestations en miniature de ce phénomène. En fait, il est ici question de la situation de précarité économique et sociale extrême à laquelle doivent faire face les individus ainsi qu'aux perspectives d'avenir qu'ils avancent pour les surmonter. C'est ainsi que les deux individus interrogés répondent à la question : « *Quelle est votre perspective d'avenir ?* »

***Enquête 1 « S'il peut y avoir des gens qui peuvent considérer notre pauvreté même si ce ne serait que mensuellement, ce serait déjà pas mal »***

F 40, Mariée, 8 enfant, niveau primaire, n° 8, (ayant vu le jour dans le bidonville même à Manarintsoa et ayant grandi là-bas jusqu'au jour de l'enquête).

Et aussi :

*Enquêté 2 « Je n'avais pas encore cherché du travail car j'ai des enfants à ma charge mais si l'on pouvait m'octroyer des terres à la campagne, j'irais là-bas pour travailler aux champs. » (...)*

F 55, mariée, 2 enfants, niveau primaire, n° 14, (née à Antananarivo mais ayant grandi en milieu rural du coté Sud-est géographique d'Antananarivo, arrivé à Manarintsoa il y a 40 ans déjà)

C'est ainsi que nous pouvons comprendre et analyser par comparaison les perceptions individuelles de la réalité sociale ainsi que les projets personnels des différents interlocuteurs ayant des lieux de naissance mais surtout des lieux d'enfance différents. L'enquêté 1 n'a pas apparemment de projet individuel ou familial et penche plutôt pour la revendication d'aide qui pourrait lui sortir d'affaire dans l'immédiat. Celui N° 2 opte plutôt pour un projet qui s'inscrit dans le long et moyen terme et fait preuve ainsi de volonté de réussir et de débrouillardise. Ainsi, les caractéristiques et la perception de la réalité des différentes sous-populations de différentes zones d'investigation ne sont pas forcément les mêmes car l'appartenance territoriale joue beaucoup sur ces phénomènes-ci. C'est ainsi qu'Espinasse. M-T., disait que :

*"les caractéristiques des personnes touchées par la pauvreté et la précarité dans le milieu rural ne sont pas les mêmes que dans les villes"* (Espinasse. M-T., 2002 in Zaepfel, C).

Le lieu de naissance ainsi que celui de l'enfance contribuent tous tant bien que mal à façonner l'individu en tant qu'être social plus ou moins encadré et intégré dans la communauté d'origine et d'appartenance. Dans un regard plutôt globalisant, nous confirmons la constatation selon laquelle le territoire constitue une donnée importante qui contribue à façonner l'individu pour devenir un être social. Autrement dit, en s'insérant dans la lignée durkheimienne, nous constatons que le cadre géographique de l'apprentissage social constitue bel et bien un « *agent socialisateur* » bien qu'il ne soit pas une institution.

C'est ainsi que nous avons pu développer dans la section précédente le rapport plus ou moins étroit qui peut exister entre trajectoire spatiale et précarité sociale et économique ainsi que le sens que l'individu attribue à celle-ci.

Force nous est maintenant, en continuant dans le sens de la trajectoire sociale, d'apprécier une autre dimension du concept que nous avons opérationnalisé afin d'apprécier la réalité avec la trajectoire scolaire.

### III.2.2. Trajectoires scolaires

Le phénomène de la précarité économique et sociale ou la pauvreté constitue une problématique multidimensionnelle qui peut être à la fois cause, manifestation, mais aussi conséquence d'autres phénomènes qui lui sont antécédents ou postérieurs. La question de l'éducation constitue à notre sens l'une de ses dimensions multiples qu'englobe le phénomène de la pauvreté.

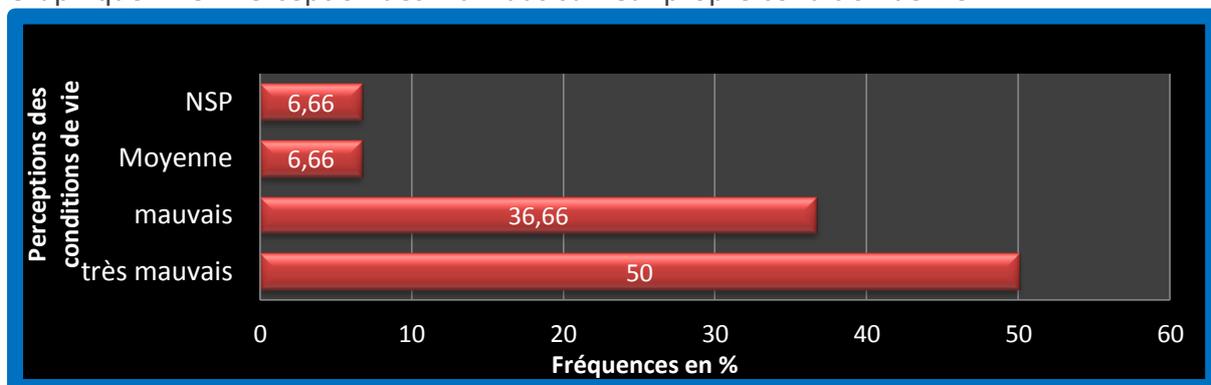
La présente section penchera pour l'appréciation des correspondances mathématiques mais aussi qualitatives qui existent ou peuvent exister entre la variable « trajectoire scolaire » et celle de « pauvreté subjective ». Nous tenons à préciser que ces deux variables mises en jeu constituent l'une et l'autre des dimensions respectives des concepts de « *trajectoire sociale* » et de « *pauvreté intégrée* ».

Ce que nous tentons de montrer, c'est que le parcours ou la trajectoire scolaire d'un individu en relation avec le système éducatif tout entier constitue un fait social déterminant qui est à l'origine de la situation de précarité sociale et économique dans laquelle celui-ci est engouffré ainsi que le sens qu'il en donne. En effet, nous allons démontrer que le faible niveau d'éducation d'un individu est en partie responsable de sa pauvreté à un moment donné de sa vie. Ce qui semble une évidence mais qu'il est quand même nécessaire de la démontrer afin de faire ressortir d'autres dimensions qui ne sont pas manifestes.

Afin de déceler les informations qui nous ont été utiles, nous avons eu recours à quelques indicateurs de dimensions à l'aide desquels les questions du questionnaire ont été formulées. C'est ainsi que nous avons en effet apprécié surtout le niveau d'instruction précédemment évoqué, les raisons du décrochage scolaire ou de la non scolarisation pour « trajectoire scolaire » et carence en besoins jugés essentiels et auto-évaluation ou auto-jugement de la pauvreté ressentie pour « pauvreté subjective ». Précisons toujours qu'il s'agit encore une fois de conception plus ou moins intellectuelle qui servira pour le besoin de l'analyse.

Le graphique N° 3 illustre synthétiquement les relations d'indépendance statistique qui peuvent exister entre les concepts et variables que nous avons mis en œuvre.

Graphique N° 3 : Perception des individus sur leur propre condition de vie



Source : notre propre investigation : Septembre –Octobre 2013

NSP : Ne sait pas

Avant d'entrer dans les détails concernant les possibles corrélations qui peuvent exister entre niveau d'instruction et perception subjective des conditions d'existence, le

graphique que nous avons ici montre dans sa globalité la statistique sur l'appréciation et le jugement des individus sur leur propre existence.

Ainsi, 8 individus sur 10 vivants dans les bidonvilles de notre échantillon trouvent leur situation mauvaise contre 2 sur 10 individus qui jugent plutôt moyenne leur condition de vie ou d'existence. Ainsi, les conditions de vie dans un bidonville sont en effet plus qu'insupportables pour la plupart des habitants si une moindre partie seulement les juge moyennement supportables et que personne vivant dans ces genres d'endroit n'est satisfait de ses conditions.

Or, selon l'étude « *Afrobaromètre 2013* » (Coef Ressources/Dial, 2013) qui apparemment, semble très différente de la réalité que nous avons, plusieurs facteurs peuvent être pris en considération pour expliquer cette différence. Mais nous n'allons pas entrer dans les détails car ceci ne constitue qu'un élément illustratif. En effet, il y aurait « *en 2013, 55% des citoyens qui considèrent leur condition de vie mauvaise (13% très mauvaise et 42% mauvaise)* » (Coef Ressources/Dial, 2013) c'est de la sorte que nous pouvons affirmer que dans les bidonvilles, le sentiment de pauvreté, d'inégalité est plus élevé par rapport à l'ensemble de la population nationale.

Dans le but de mieux appréhender les faits que nous avons choisi de confronter, force nous est de présenter en détail comme il se doit les données concernant les perceptions des conditions d'existence sociale par rapport au niveau d'instruction des interlocuteurs.

Précisons tout d'abord que nous avons dû classifier les individus en quelques catégories de niveau d'instruction d'un côté, et en 3 catégories de perceptions des conditions de vie de l'autre. C'est ainsi que nous avons des individus qui jugent leur situation comme « très mauvaise », « mauvaise » ou « moyenne » en nous référant à l'étude Afrobaromètre susmentionnée. Les niveaux d'instruction sont évidemment catégorisés comme ce que nous l'avons fait dans la première section de la présente chapitre c'est-à-dire les catégories des « *sans instruction* », de ceux du « *niveau primaire* », *et enfin du « niveau secondaire » et les « sans réponse »*

Tableau N° 5 : Perceptions des conditions de vie selon le niveau d'instruction

<b>TRES MAUVAISE</b>	<b>Effectifs</b>	<b>Ratio (en %)</b>
Sans instruction	3	20
Primaire	6	40
Secondaire	6	40
Sans réponse	0	0
<b>Sous-totaux</b>	<b>15</b>	<b>100</b>
<b>MAUVAISE</b>	<b>Effectifs</b>	<b>Ratio (en %)</b>
Sans instruction	2	18.18
Primaire	5	45.45
Secondaire	3	27.27
Sans réponse	1	9.09
<b>Sous-totaux</b>	<b>11</b>	<b>100</b>
<b>MOYENNE</b>	<b>Effectifs</b>	<b>Ratio (en %)</b>
Sans instruction	0	0
Primaire	2	100
Secondaire	0	0
Sans réponse	0	0
<b>Sous-totaux</b>	<b>2</b>	<b>100</b>
<b>Ne sais pas</b>	<b>Effectifs</b>	<b>Ratio (en %)</b>
Sans instruction	1	50
Primaire	0	0
Secondaire	1	50
Sans réponse	0	0
<b>Sous-totaux</b>	<b>2</b>	<b>100</b>

Source : notre propre investigation : Septembre –Octobre 2013

En Septembre et Octobre 2013, 26 individus sur 30 (soit plus du  $\frac{3}{4}$  des habitants des bidonvilles) jugent mauvaises les conditions sociales d'existence dans lesquelles ils se trouvent si 2 autres individus ne savent pas comment juger ces conditions-ci et que 2 autres les trouvent plutôt moyennes. Le fait qu'aucune personne ne perçoit les conditions d'existence de façon bonne n'existe pas est révélateur d'un très fort sentiment de pauvreté chez les habitants des bidonvilles. Or, du côté niveau d'instruction, 5 individus sur les 6 sans instruction appartiennent tous à la catégorie de ceux qui jugent plutôt mauvaises les conditions sociales d'existence. Parmi ces 5 individus, 3 se sentent vivre dans des conditions subjectivement très mauvaises. Par ailleurs, parmi la catégorie de ceux jugeant mauvaises les conditions de vie toujours, 11 individus sont de niveau scolaire primaire contre 9 de niveau secondaire si 1 individu ne sait pas comment juger ses conditions.

Ainsi, une corrélation semble exister entre niveau d'instruction et sentiment de pauvreté (pauvreté subjective) chez un individu et dans un groupe vivant dans des

bidonvilles. En effet, plus on monte dans la hiérarchie des niveaux d'étude, moins la tendance à se sentir pauvre est forte. Le niveau d'instruction, et par extension le système éducatif influence donc plus ou moins fortement les perceptions individuelles en matière de mauvaises conditions d'existence et de précarité sociale et économique en général.

Sur ce, nous avons pu apprécier à travers l'enquête quelques raisons essentielles qui tendent à engendrer systématiquement le phénomène de décrochage scolaire et de non scolarisation. Sans surprise, la difficulté financière des parents naturels ou adoptifs ou tuteurs des individus se trouve à la tête du classement suivi de celui du décès de l'un ou des deux parents si les choix personnels ou parentaux sont rarement évoqués. Or, le fait de ne pas avoir été à la hauteur des études poursuivies constitue aussi une raison essentielle du décrochage scolaire pour ceux ayant passé un peu de temps sur le banc de l'école. En effet, l'inadaptation scolaire au niveau individuel ou plutôt la défaillance du système éducatif est plus ou moins responsable direct de la précarisation des niveaux de vie des individus une fois atteint l'âge adulte.

Face aux différents problèmes liés aux difficultés financières et d'insertion ou d'adaptation scolaire, beaucoup d'individus ont dû abandonner précocement leurs études sans avoir même acquis le premier diplôme délivré à Madagascar à la fin du premier cycle ou primaire (le CEPE). Les témoignages d'interviewés ci-après montrent à quel point cela leur avait été difficile de réussir à l'école ou de poursuivre leurs études et illustrent en effet tout ce que nous venons d'évoquer. Voilà pourquoi, ces individus déclarent :

**« Je n'étais pas admise au CEPE et en même temps, ma mère ne pouvait plus assurer mes frais d'études et c'est ainsi que j'ai abandonné... »**

F 13, enfant vivant avec ses parents à Manarintsoa Est, n° 9

Ou encore :

**« Je n'étais pas du tout à la hauteur, au point de devenir le « doyen » (ou le grand père) de ma classe et j'ai enfin décidé de m'arrêter »**

M 40, remarié (pour la troisième fois), arrivé à Manarintsoa il y a 8 mois déjà, 6 enfants, n° 15

Le système éducatif que l'on peut classer de « système d'élimination » ne favorise pas au même rang tous les apprenants malgaches ne serait-ce que du côté de la langue d'enseignement. C'est ainsi que nombre de chercheurs surtout malgaches ont évoqué ce caractère plutôt ségrégatif de ce système. C'est surtout dans ce sens que Randriamasitiana G. D., stipule que :

*« La mission fondamentale de l'école est, d'un point de vue durkheimien, de socialiser l'enfant. Ce dernier doit d'une part se conformer aux exigences du milieu politique et social. (...) Or la socialisation scolaire à Madagascar rencontre un mur de béton, un obstacle linguistique de taille qui génère une pluralité de trajectoires scolaires. Certains sont contraints, malgré eux*

*d'abandonner les bancs de l'école Leurs difficultés linguistiques sont liées à un certain nombre de problèmes sociaux et sociolinguistiques tels que :*

- *le bas niveau d'instruction de son entourage, le rôle didactique insuffisamment complémentaire des parents ou des membres de la famille;*
- *la classe sociale d'appartenance qui les disqualifie pour la mobilité sociale, la logique de la reproduction bourdieusienne semble prévaloir. Ces **abandonnants** sont très souvent issus des couches sociales défavorisées (...)* » (Randriamasitiana G. D. 2010 : 38)

En effet, tout en continuant dans la logique de la reproduction telle évoquée plus haut, nous pouvons encore une fois affirmer et réaffirmer que l'école à Madagascar qui est censée créer de la mobilité sociale reproduit plutôt les avantages et surtout les désavantages sociaux au niveau de l'individu et de son groupe.

C'est de la sorte que nous avons, dans certaines mesures, vérifié que les trajectoires scolaires en tant que dimension importante du concept de trajectoire sociale contribuent tant bien que mal à influencer le cours de la vie d'un individu et est en fait un fait historique ou social qui doit être pris en considération pour comprendre et expliquer ses comportements et actes.

Nous allons maintenant apprécier d'autres indicateurs de la trajectoire sociale afin d'approfondir encore notre analyse et de donner une autre dimension à notre objet d'étude. La question du travail, de l'occupation et du marché de l'emploi en général constitue une variable assez importante pour apprécier la perception et la condition réelle d'existence d'un individu en contexte de pauvreté. C'est ainsi que le rapport à l'emploi nous a servi dans le présent, d'indicateur privilégié de la trajectoire sociale et de la vie tout entière d'un individu qui vit dans la précarité sociale et économique.

### III.2.3. Trajectoires socioprofessionnelles

L'hypothèse que nous proposons dans la présente section c'est celle de la reproduction et la transmission des conditions précaires de génération en génération chez la population qui vit dans l'indigence au bord de l'exclusion sociale sur le plan de l'activité professionnelle. En effet, la vie ressemble plutôt à l'accomplissement d'une destinée plus ou moins préétablie chez les individus qui se trouvent tout en bas de la stratification sociale, d'où le phénomène de pauvreté vécue, ressentie et surtout assumée. C'est de la sorte que riche et pauvre vivent chacun de son côté dans l'indifférence générale.

Selon l'INSTAT, 63.7 % de la population malgache serait active en 2010 (INSTAT, 2010), avec un taux d'activité plus élevé en milieu rural de 64,6% contre 60,1% en milieu urbain. Généralement, ces taux ne prennent en compte que le « travail » qui soit exercé dans le cadre du système économique plutôt classique et qui regroupe les différentes

catégories socioprofessionnelles comprenant les différentes professions « reconnues » comme telle. Ainsi, la plupart des activités ou plutôt des stratégies de survies adoptées par les individus n'y sont pas tout à fait représentées dans ces catégories. Or, la plupart, sinon tous les individus ou ménages de notre échantillon, évolue et fonctionne totalement hors de ce système économique habituel. De ce fait, le cadre conventionnel du système du marché de l'emploi ne va pas nous servir ici de référence car nous avons établi notre propre cadre de référence avec les différentes activités que nous avons rencontrées sur terrain.

En effet, pour pouvoir apprécier la logique de la reproduction sociale dans le cadre de l'activité socioprofessionnelle, une question se réfère notamment à l'activité exercée par les parents (le chef du ménage) de l'individu. Le chef du ménage est ici à prendre dans son sens le plus large, c'est-à-dire tout individu qui assure le rôle de diriger la vie familiale. Or, en catégorisant respectivement les catégories d'activités exercées par l'individu d'un côté et celle du/des parent(s) de l'autre, nous étions dans l'impossibilité de faire des comparaisons du fait surtout de la diversité très manifeste au niveau des deux groupes respectifs. En effet, à part l'activité de ramassage de déchet qui est la plus courante, la plupart des activités recensées sont respectives d'une génération à l'autre. C'est ainsi que nous nous contentons ici d'analyser séparément les deux tableaux représentatifs des activités exercées par les parents d'un côté et par les individus enquêtés de l'autre. Or, des tentatives de rapprochement se feraient quand même lorsque ce sera possible.

Ce que nous tenons à préciser ici c'est que la vie en général et particulièrement la stratégie de survie dans les bidonvilles sont des phénomènes extrêmement dynamiques qui ne se laissent guère étudier facilement par simple observation statique ou enquête à court terme comme la nôtre. C'est ainsi que nous avons choisi dans notre cas de nous limiter aux types d'activités exercées par l'enquêté au moment de l'enquête ainsi que celui de ses parents sans nous intéresser à toutes les autres occupations que celui-ci exerçait avant l'enquête.

Les tableaux respectifs N° 6 et N° 7 représentent par catégorisation presque toutes les activités qui s'exercent dans les bidonvilles et dans d'autres lieux à un moment donné de la vie au temps de la génération des parents des individus interviewés.

Tableau N° 6 : Redistribution des enquêtés selon le type d'occupation de leurs parents.

Occupation des parents	Effectifs	Fréquence (en %)
Agriculteur	13	43.33
Petit commerce	2	6.66
Tireur de pousse pousse	2	6.66
Lessive	2	6.66
<b>Docker</b>	<b>1</b>	<b>3.33</b>
<b>Ramassage de déchets</b>	<b>4</b>	<b>13.33</b>
Maçonnerie	1	3.33
Autres	5	16.66
Totaux	30	~100

Source : notre propre investigation, Septembre-Octobre 2013

Tableau N° 7 : Redistribution des enquêtés selon leur occupation actuelle.

Occupation actuelle	Effectifs	Fréquence (en %)
<b>Ramassage de déchets</b>	<b>18</b>	<b>60</b>
Electricien	1	3.33
<b>Docker</b>	<b>3</b>	<b>10</b>
Ferrailleur	2	6.66
Cordonnier	1	3.33
Jardinier	1	3.33
Autres	4	13.33
Totaux	30	~100

Source : notre propre investigation, Septembre-Octobre 2013

Dans un bidonville, le sens, la définition et le contenu même d'un « travail » sont différents de la conception de celui-ci dans d'autres endroits sous d'autres angles de considération. En effet, tout y est exceptionnel à quelques exceptions près en allant du plus simple mode de vie individuel jusqu'à une plus grande et complexe organisation sociale interne. En réalité, c'est toute une vie sauf qu'elle est précaire car le système social, économique et politique y est reproduit en miniature. En effet, toutes les activités qui s'exercent dans ces endroits peuvent être considérées comme de type libéral qui laisse une assez grande marge de liberté à l'individu quant à l'utilisation du temps et des ressources disponibles, et ce de manière à les optimiser au maximum dans un contexte extrêmement dynamique. En adoptant un point de vue plutôt global des deux tableaux présentés plus haut, nous pouvons de prime abord constater une très grande diversité d'activités économiques exercées en contexte de pauvreté.

En considérant la reproduction sociale en termes de transmission d'une génération en génération des conditions favorables et défavorables dans la vie sociale, nous pouvons constater à travers les deux tableaux que dans l'ensemble des deux catégories, aucun individu

n'exerce une activité disons « socialement désirable ». Ce qui fait que dans la couche qui se trouve en bas de la stratification sociale, il y a une très forte chance que les individus ne connaissent aucune possible mobilité sociale dans le sens « ascension » sociale du terme. Or la mobilité inter activité y est très forte en ce sens que la population exerce des activités très variables et diverses mais à l'intérieur même d'une même catégorie, si l'on peut classifier ainsi l'ensemble des activités qui se trouvent en deçà des catégorisations conventionnelles (ouvrier, employé, cadre).

Ce qui est aussi remarquable dans l'ensemble des activités c'est l'accroissement considérable du taux de la population exerçant l'activité de « ramassage de déchets » en partant de 1 individu sur 10 dans la génération « parent » pour remonter considérablement à 6 individus sur 10 dans celle qui succède. Etant donné que nous sommes toujours en contexte d'urbanité, la profession d'agriculteur a complètement disparu de la liste des activités. Or un accroissement est aussi constaté dans le cas des « dockers » qui est passé de 3 % environ à 10 % d'une génération à l'autre. Dans les autres catégories, nous pouvons constater dans une certaine mesure une « stabilité » des activités qui s'exercent en ce sens qu'elles appartiennent toutes à un ensemble encore plus complexe de relation sociale, l'économie informelle. En d'autres termes donc, nous affirmons dans une certaine mesure que le passé socioprofessionnel d'un individu influe plus ou moins négativement à son présent du côté emploi ou activité socioprofessionnelle.

Le fait qu'un individu, sans instruction ou l'est à peine, ayant été élevé depuis son enfance dans la logique de l'activité et de l'économie de survie intègrera plus ou moins facilement l'univers de précarité sociale et économique avec des connaissances et stratégies d'adaptation pratique très poussées. C'est ce qui fait que les individus, devenus adultes disposent en effet d'une très forte persévérance face à la difficulté multidimensionnelle de la vie et développent des stratégies pratiques qui correspondent toutes à des situations particulières à un moment donné de la vie. En effet, les connaissances pratiques acquises à travers l'exercice de la vie quotidienne constituent pour l'individu une arme plus ou moins perfectionnée pour faire face à la lutte de survie qui n'est autre que la vie quotidienne en pleine précarité socioéconomique préétablie, ou presque.

C'est ainsi que nous avons pu survoler en quelque sorte les grandes lignes de la quotidienneté des habitants des bidonvilles de la capitale au sein desquels nous avons mené notre investigation. Ce que nous retenons à partir de ceux-ci c'est que les conditions de l'existence sociale des individus « pauvres » vivant dans les bidonvilles relèvent plutôt d'un cadre socioéconomique préalablement précaire qui favorise la transmission

intergénérationnelle des désavantages sociaux. Or, dans une certaine mesure, cette situation « *objective* » de précarité sociale et économique inculque chez les individus des façons de voir et d'interpréter la réalité. Ce qui constitue en effet les représentations sociales de la pauvreté qui, quant à elles font appel plutôt aux sens qu'on attribue à ce phénomène sous les probables influences des conditions réelles de l'existence.

Après avoir apprécié la dimension « objective » de la pauvreté dans les bidonvilles, force nous est d'attaquer une autre dimension importante de ce phénomène que l'on s'est proposé d'analyser dans le présent mémoire qui n'est autre que les représentations sociales de ce phénomène. Le concept est ici à entendre dans son sens le plus large possible afin d'intégrer le maximum possible de dimensions et/ou d'indicateurs qui la mettra en opération par la suite.

#### **IV. Dynamiques comportementales et représentationnelles en contexte de « Pauvreté »**

En contexte de précarité sociale et économique, l'individu, et par extension la société se construit une image plutôt négative de lui-même qu'il tente généralement de surmonter, ou pour le moins dissimuler, à tout prix et par quelque moyen que ce soit. Or, le fait qu'un individu soit objectivement pauvre ne suppose pas nécessairement qu'il l'est aussi dans ses représentations. En effet, si la pauvreté est dans la réalité conçue comme un état permanent et reproductible telle que nous venons de vérifier dans le précédent chapitre, elle peut aussi l'être dans les représentations, mais pas forcément.

Afin de rendre compte de cette situation et d'affirmer ou d'infirmer sa validité théorique et pratique, à titre d'hypothèse, nous nous proposons dans ce qui va suivre d'apprécier notamment, le sens que donnent les individus considérés comme pauvres par eux-mêmes et par l'Autre à leurs expériences vécues ainsi qu'à leurs comportements face à la communauté en général, et les modes d'adaptations aux différentes situations auxquelles ils sont confrontés. En effet, ce que nous tenons à avancer dans la présente section c'est l'idée selon laquelle, la pauvreté dans les représentations constitue un destin individuel ou social qui ne fait que se réaliser à travers les expériences de la vie quotidienne. Afin de pouvoir démontrer ce que nous avançons, nous avons privilégié quelques indicateurs essentiels tels que le sentiment de pauvreté ou la pauvreté subjective ainsi que les stratégies d'adaptations individuelles et collectives face aux défis permanents de la survie. Ainsi, les arguments avancés pour expliquer les points de vue et les comportements individuels et/ou collectifs ont été considérés minutieusement pour constituer la présente.

En adoptant et en intégrant surtout le point de vue de l'individu en tant qu'acteur ou sujet afin de *comprendre*, dans le sens wébérien du terme, le phénomène social étudié, nous espérons faire apparaître une nouvelle dimension du phénomène de la pauvreté dans les bidonvilles qui, malgré la médiatisation plus ou moins systématique n'est pas tout à fait approfondie comme il se doit. En effet, les différents supports médiatiques n'ont fait jusqu'alors que de décrire ou de faire décrire la quotidienneté des habitants des bidonvilles telle qu'elle apparaît à l'observation superficielle. Or, pour notre cas, l'objectif c'est de donner des explications rationnelles quant à la motivation de ces « *pauvres gens* » des bidonvilles à faire ce qu'ils font qui échappent souvent à la logique socialement conventionnelle.

#### **IV.1. Pauvreté et construction identitaire**

Dans un contexte social et économique en permanente précaire, l'individu s'identifie progressivement par rapport à son groupe d'appartenance qui dispose son propre mode de fonctionnement. En effet, le groupe des « *pauvres* » dispose des façons de vivre qui sont plus ou moins partagées par tous les membres, ou presque, et qui lui sont spécifiques.

Ainsi, l'individu intègre un système de pensée qui caractérise à peu près la manière avec laquelle chaque individu conçoit et façonne son activité sociale selon une finalité précise et un sens particulier qu'il attribue à cette activité-là. A travers l'exercice de la vie quotidienne, il existe d'innombrables facteurs qui peuvent influencer et façonner ce système collectif de pensée à partir duquel l'individu va puiser le sens à attribuer à son action. C'est ainsi que l'accumulation d'expériences individuelles, la morphologie sociale et les interactions qui s'opèrent au sein de la communauté servent tous de base plus ou moins solide qui sous-tend les motivations individuelles ou collectives à envisager et réaliser quelque chose. C'est de la sorte que l'on s'est aperçu par exemple à travers l'observation directe du déroulement quotidien de la vie dans les bidonvilles que les populations s'attachent surtout à des solutions de facilité. Le maître-mot c'est de vivre « *un jour à la fois* », d'où le dicton « *ny hohanina anio tadiavina anio, ny hohanina rahampitso tadiavina rahampitso* », littéralement (ce qui est à manger aujourd'hui est à rechercher aujourd'hui même, pareil pour demain) qui devient au fil du temps un dicton populaire qui caractérise la couche pauvre et peut-être même l'ensemble de la population.

Pour pouvoir supporter la difficulté extrême de la vie dans ces zones de concentration de la pauvreté, il faut être doté d'une très bonne capacité d'adaptation et d'une très bonne dose de détermination. C'est ainsi que nous constatons ici qu'il faudrait être muni

d'un trait, du moins spécifique caractérisant la population des bidonvilles pour pouvoir supporter les conditions de vie qui y sont à affronter. Autrement dit, il faut penser comme des pauvres pour pouvoir affronter la pauvreté, encore faut-il savoir s'intégrer dans cette réalité spécifique et de l'envisager comme il se doit sauf que si cela est préalablement présente à l'esprit. Le propos suivant d'un père de famille confirme cela en disant qu' :

**« Il faudrait s'habiller en acier pour supporter la vie d'ici, vous voyez, il y a des calculs à faire dans la vie, si durant un mois, vous êtes en difficultés, le mois prochain, ce ne serait plus le cas (...) Pour nous, richesse veut dire, ce qui reste de notre nourriture quotidienne, c'est ça notre richesse »**

M 33, marié, 6 enfants, niveau primaire, habitant à Manarintsoa depuis 13 ans, n° 5.

Afin de mener une vie dans laquelle il y a moins de préoccupations habituelles comme ce qui se passe dans des endroits « *normaux* », les habitants des bidonvilles s'attachent surtout à réduire au minimum les besoins quotidiens au point de ne satisfaire que les nécessités biologiques dont l'alimentation. C'est ainsi que toutes activités ou stratégies mises en œuvre convergent toutes vers ce même objectif plus ou moins partagé par tout le monde, à quelques exceptions près. Paugam S., confirme sur ce point en parlant des « *marginiaux* », la population se trouvant à la phase ultime de la disqualification sociale que :

*« L'essentiel de l'énergie de ces individus passe à entretenir l'existence biologique : manger, se laver, dormir. »* (Paugam S. 2011 : 119)

Ce qui suppose donc que les occupants des bidonvilles malgaches, du moins les deux secteurs de notre investigation correspondent aux *marginiaux* qui constituent la dernière strate de la population qui se trouve à la limite de l'exclusion sociale. Ce qui, d'un côté vérifie et confirme la pertinence théorique de la conception de notre auteur de référence Serge Paugam et d'un autre côté l'existence chez notre population d'investigation d'un comportement qui lui est spécifique et singulier.

La construction identitaire de l'individu est profondément marquée par son passé familial en relation avec le reste de la communauté. En fait, le récit de vie d'un homme anonyme que nous allons présenter résume en grande partie tout ce que nous avons pu collecter sur les trajectoires de nos interviewés. Il s'agit du récit d'un père de famille que nous avons recueilli dans une émission télévisée diffusée sur la chaîne TNtv intitulée « *TSIAMBARATELO* » le 13 Décembre 2013. Ce père de famille vivait du ramassage de déchets dans les baquettes à ordures et le journaliste Benja Ralibera lui a demandé de raconter un peu sur son quotidien et son passé surtout. C'est ainsi qu'il livre sa vie au journaliste.

*« (. . .) ce qui m'a poussé à venir ici sur les ordures c'est que mes parents sont décédés, nous n'avons qu'une toute petite parcelle de rizière et c'est alors que j'ai choisi de le donner à mes petites sœurs et ses enfants (...) car c'est trop peux et c'est impossible de vivre*

*avec, j'avais une femme mais elle est morte maintenant, j'ai deux enfants et ils sont à la campagne.*

*Avant, je travaillais dans une entreprise lorsque j'avais entre 18 et 22 ans, mais j'avais un accident et j'en avais marre et c'est alors que je décide d'arrêter.*

*Ici, je cherche des bouteilles, des charbons de bois, des os et tout ce qui peut être vendu. Je préfère faire cela plutôt que de voler ou de braquer des maisons Lorsque les affaires portent mieux, je peux gagner jusqu'à 2000 ariary la journée, mais ça c'est quand tout marche bien. Lorsque ça ne va pas très bien, je gagne seulement 5000 francs et je suis obligé de me contenter avec. (...)*

*Parfois, il y a des gens qui nous donnent à manger mais on ne mange pas les nourritures toute sale que l'on trouve dans les baquettes à ordure, il y a des personnes qui sont de bonne volonté et qui nous apportent quelque chose à manger.*

*C'est que j'envisage surtout c'est de mettre un peu d'argent de côté et lorsque j'en ai assez, je vais à la campagne et même si je dois louer une petite parcelle de terrain, je vais cultiver cette parcelle (...)*

#### IV.1.1. Stratégies de survie

##### IV.1.1.1. La quête de l'immédiateté et les solutions de facilité

Comme ce que nous venons d'avancer sommairement plus haut, les habitants des bidonvilles se préoccupent essentiellement, du moins pour la majorité, d'entretenir leur existence biologique à travers la quête permanente de nourriture par quelques moyens que ce soit.

**Figure 1:** tiré du quotidien « L'express de Madagascar » du 17 Mars 2011 en tant qu'élément illustratif d'un article



**Figure 2 :** prise lors de notre phase d'investigation le 31 Octobre 2013, à peu près 2 et ½ la sépare de la première



Sur ce, nous verrons bien à travers la présente sous-section que tous les moyens sont bons aux yeux et dans les représentations de ces populations plus ou moins disqualifiées lorsque ceci permet de subvenir aux besoins. Ici, faut-il encore distinguer besoin et désir car, si le premier renvoie plutôt à une dimension biologique, le second concerne plutôt le

psychologique ou psychosociologique. Afin de satisfaire comme ils se doivent les besoins vitaux (et rien que ceux-ci), les individus et par extension la communauté, adoptent des attitudes et comportements qui parfois ne correspondent pas à la logique conventionnelle.

Généralement, 2 ans et demi environ séparent ces deux images présentées ci-haut ou plutôt les situations qu'elles représentent qui feront l'objet d'une analyse qualitative comme nous l'avons prévu, au même rang que les tableaux et les autres documents susceptibles de générer des informations intéressantes pour notre recherche.

Bien que les endroits d'où les deux images ont été prises ne sont pas tout à fait les mêmes, à quelques mètres près, leur contenu permet tout de même de dégager beaucoup d'information en analysant par comparaison. En fait, nous remarquons sur ces images le reflet du comportement, peut-être isolé, d'individu ou de quelques individus qui s'est transformé au fil du temps en comportement et acte collectif par agrégation. La globalité des informations montre et confirme même à quel point les occupants des bidonvilles penchent plutôt pour la vie présente ou plutôt la survie. En effet, en analysant de manière la plus objective possible ces deux images avec l'article qui va avec, (cf. Annexe), nous pouvons quand même avancer la question de l'intériorisation et le vécu plutôt assumé de la pauvreté. L'assistance ou les actions caritatives ne servent en fait que « d'anesthésie » ou de calmant qui atténuent, du moins partiellement, l'impact de la situation de précarité au niveau individuel et social.

En outre, nous avons aussi sur ces images le reflet d'une influence sociale prononcée qui transcende les membres de la communauté et qui, face à l'attitude collective adoptée n'ont plus vraiment le choix de résister. Ce qu'on veut mettre en relief, pour être assez clair c'est le fait de toujours vouloir vivre avec le strict minimum et rien de plus pour ces habitants. En enquêtant deux enfants habitant au Complexe, nous avons quand même pu confirmer tout ce que nous venons d'avancer. En effet, les adultes vivant dans ces secteurs penchent plutôt pour les sommes d'argent liquide sur les autres types de biens. Parmi les deux enfants que nous avons interrogés du côté Bekiraro Isotry mais vivant au Complexe (trano sacht), l'un d'eux a évoqué le fait que ses parents ont échangé une partie des biens qu'on leur a fournis contre d'autres produits plutôt secondaires. Il dit alors:

*« (...) il y avait quelqu'un qui nous est venu en aide avant en nous attribuant des vivres, (du riz, du savon, des biscuits, des légumes séchés,... et aussi une somme de 2 000 ariary) ainsi que des tentes (...) ce monsieur est décédé il y a peu de temps ».*

Nous les avons ensuite demandés ce qu'ils (les parents) ont fait de tous ces matériels et biens dont on leur a doté, c'est ainsi qu'il répond que :

*« Ils les ont échangés en partie contre de l'alcool, du tabac, d'autres ont été revendus au marché dont la tente (...) »*

M 10, sans instruction, n°23 ses parents sont originaires de Behenjy, il cherchait des os et bouteilles en plastique avec un ami au moment où nous l'avons enquêté

On pourrait voir à travers ce propos d'enfant issu d'une famille défavorisée un phénomène qui caractérise, du moins dans la conscience collective les couches les plus pauvres de la population. Ce n'est pas qu'on ne boit pas dans la classe moyenne ou aisée mais que la motivation de le faire diffère radicalement d'une catégorie à l'autre. Se trouvant dans un total désespoir et ayant perdu le sens de leur vie, les individus, adultes surtout, se permettent de mener une vie radicalement opposée aux valeurs communes et en dehors des normes sociales. La marginalisation sociale plus ou moins forte dans les représentations sociales des individus les enfonce encore un peu plus dans le gouffre de la précarité économique et sociale plus ou moins extrême. Ce qui favorise et motive en réalité l'attachement et la dépendance aux substances « *anesthésiques* » contre la douleur de la pauvreté qui n'est autre que l'alcool. Voilà pourquoi l'auteur Serge Paugam confirme dans le paragraphe suivant que :

*« La phase ultime du déclassement est la stigmatisation, car aux yeux d'autrui, l'individu « en marge » devient très vite un incapable, un fainéant. Cet attribut véhiculé par l'opinion, entraîne un discrédit très fort qui ne laisse pratiquement aucune perspective de progrès. L'alcoolisme est sans doute au centre de ce processus. Le cercle infernal ravage, en priorité, les plus faibles, les plus démunis : ils boivent parce qu'ils ne peuvent pas s'en sortir, et ils ne peuvent pas s'en sortir parce qu'ils boivent... » (Paugam, S. 2013 :128)*

Ce qui confirme alors que les occupants des bidonvilles développent un comportement plutôt unanime face à une situation quelconque de la vie quotidienne et adoptent des attitudes qui visent plutôt à satisfaire les besoins immédiats. En allant plus loin, nous pouvons aller jusqu'à dire que : quand on est pauvre, on n'est pas appelé à vivre avec les autres qui ne le sont pas.

Rappelons encore que nous sommes en quête de représentations sociales de la pauvreté qui sont censées être les vecteurs de l'action sociale. C'est ainsi que nous analysons minutieusement les stratégies et actes individuels et collectifs afin d'en faire ressortir des tendances représentationnelles au niveau individuel et social. Par ailleurs, nous tenons à préciser que dans une même communauté, il peut y avoir des représentations sociales multiples et dynamiques sous l'influence du contexte socioéconomique et de l'environnement politique.

La disparition sur les lieux, des tentes récemment attribuées à la population de La Réunion kely révèle en partie l'attitude et la représentation sociale de la pauvreté en tant qu'état permanent de difficulté socioéconomique qu'il faudrait gérer quotidiennement sans se soucier du futur proche ou lointain. Là encore, nous avons affaire à une situation infernale ou

un cercle vicieux car les gens n'ont rien parce qu'ils ont tout vendu, et ils ont tout vendu car ils n'ont rien, ou presque. Ce qui est étonnant à travers les résultats mais aussi par le biais des supports médiatiques, c'est que les habitants se plaignent de l'état des habitations surtout lors des saisons pluviales. Ils évoquent surtout l'état précaire des toits qui ne retiennent pas les eaux de pluies qui inondent l'intérieur des habitations lorsqu'il pleut (Rajaonah, L. 2011). Cette situation est très souvent évoquée par les occupants de ces zones devant un micro ou une caméra de journalistes (voir par exemple : « *Le journal de la Tv plus Madagascar* », 06 Janvier 2014). Ceci constitue encore une fois une stratégie, plutôt rationnelle en finalité, adoptée dans un but d'être vu comme des individus ou groupe urgemment en détresse qui nécessite assistance et compensation venant des bienfaiteurs de tout genre ou surtout des dirigeants politiques. Or, les media de leur côté, contribuent aussi, peut être inconsciemment, sous l'effet du système, à renforcer encore un peu plus cette représentation de la pauvreté en tant que situation méritant l'attention et la prise en charge de la part de la communauté. En effet, les informations véhiculées quotidiennement par les supports médiatiques tendent plutôt à compenser les pauvres qu'à les culpabiliser. Cette position et ce rôle que jouent les media contribuent en grande partie à façonner et à influencer les représentations sociales des Malgaches vivant ou non dans la pauvreté.

Dans les représentations donc, la situation de pauvreté constitue, sinon pour tous, du moins pour la majorité, une situation plutôt désagréable qui mérite d'être prise en considération et dont le système social en général étant le garant. Or, les associations humanitaires, les ONG de toutes sortes ainsi que l'Etat, et généralement la société malgache toute entière penchent plutôt vers l'assistance que l'on apporte aux pauvres ne serait-ce qu'en terme de don aux indigents qui vivent de la mendicité. Le fait que ces gens, quel que soit leur degré de précarité et la situation dans laquelle ils se trouvent continuent à manifester leur besoin d'être soutenu et assisté par les autres traduit le caractère permanent de la pauvreté dans les représentations des individus. En d'autres termes donc, nous pouvons avancer que la société malgache est encore au temps de la compensation des pauvres en les considérant comme des victimes d'une défaillance au niveau du système social et économique en général. C'est de la sorte que l'adaptation des stratégies de survie aux différentes situations de l'existence constitue une manifestation réelle des représentations sociales de la pauvreté. Ces représentations tendent à reconnaître le caractère permanent et reproductible de la pauvreté (cercle vicieux de la pauvreté) dans laquelle l'extraction est presque impossible et qui suppose une compensation des pauvres que l'on se situe du côté de ceux qui en font l'expérience ou de celui qui est considéré (ou qui se considère) comme à l'abri.

#### IV.1.1.2. Comportements et attitudes en « mode survie »

Lorsque quelqu'un est engouffré dans l'extrême pauvreté voire la disqualification sociale, il adopte des attitudes et des comportements qui sont censés être inadmissibles par



rapport aux normes et valeurs de la société et même de l'humanité. Souvent, le phénomène de la pauvreté est associé à des comportements et actes qui décalent plus ou moins de ceux qui sont convenus. C'est ainsi que violence, escroquerie, grossièreté, insalubrité, sont parfois présentées comme des phénomènes tributaires de la pauvreté. En effet, le concept de « bas quartiers » ou de quartiers défavorisés

constitue avant tout un étiquetage ou un stigmate dans le sens bourdieusien du terme avec lequel les habitants de ces zones sont assignés. Compte tenu de toutes ces choses-là et bien d'autres encore, les individus adoptent et développent des attitudes et comportements un peu singuliers qui servent parfois à les classer. C'est ce que nous allons entamer maintenant dans l'objectif de comprendre toujours le sens que donnent les Malgaches vivant dans les bidonvilles (mais pas uniquement d'ailleurs) à leur situation de pauvreté plus ou moins prononcée.

##### IV.1.1.2.1. Pauvreté et civisme



La question civique est, sinon la première, du moins la seconde problématique après celle financière à laquelle les individus vivant en mode survie se caractérisent le plus souvent. L'adoption d'un caractère ou d'un acte plutôt incivique ressemble plutôt aux yeux de l'observateur une évidence compte tenu des innombrables paramètres en jeu qui influencent, les uns comme les autres, la façon avec laquelle

se comporte un individu face à autrui et face à la communauté tout entière.

Sur ce, le tableau N° 8 nous montre la répartition de notre échantillon selon que les individus utilisent ou non les toilettes que ce soit publiques ou particulières (ce qui n'existe pas en tous cas). C'est à partir de ceci que l'on va analyser ensuite les différents cas qui se sont présentés devant nous lors de la phase d'investigation.

*Tableau N° 8 : Répartition des interviewés selon qu'ils utilisent ou non les toilettes*

Utilisation de toilette	Effectifs	Fréquences (en %)
OUI	9	30
NON	21	70
Totaux	30	100

Sources : notre propre investigation : Septembre- Octobre 2013

Ce que nous avons sur ce tableau n'est plus à prendre comme surprise ou quelque chose d'anormal car la situation globale dans laquelle les enquêtés se trouvent constitue déjà un cadre plus ou moins complet qui fournit toutes les explications nécessaires. En effet, à Ambohitovo comme à Manarintsoa Est, il n'existe aucune installation sanitaire qui soit réservée pour un quelconque groupe ou famille. Comme ce qui est évoqué dans le chapitre réservé à la morphologie sociale (cf. Partie I) les habitants des deux secteurs optent majoritairement pour les solutions de facilité lorsqu'il s'agit de faire ses besoins. Pour les 9 individus ayant déclaré avoir recours à des toilettes, ils sont obligés d'emprunter les WC publics faute d'infrastructures personnelles ou particulières, encore faut-il payer pour faire ses besoins. Ce qui fait par conséquent que la plupart des habitants (soit 7 individus sur 10) optent pour la facilité. En effet le manque cruel de revenu ne permet en aucun cas à la population d'avoir recours à des installations sanitaires publiques payantes et encore moins d'en construire une, déjà que le moindre besoin biologique dont la nourriture est problématique. Généralement, la plupart de ceux qui n'ont pas recours aux toilettes publiques font leurs besoins dans les pots (cf. image ci-haut) dont le contenu sera versé dans des endroits tout près ou dans le canal Andriantany pour les habitants de Manarintsoa Est. Or, dans la majorité des cas, enfants et adultes, femmes et hommes optent ou plutôt obligés de faire ce qu'ils ont à faire en pleine nature et en plein jour sans se soucier du regard de l'Autre. Autrement dit, la plupart des habitants des bidonvilles sont devenus « transparents » par rapport au reste de la société. C'est de la sorte que les pauvres vivent dans l'indifférence presque totale par rapport à la société tout entière.

En ce qui concerne le civisme au niveau des quartiers défavorisés, nombreux sont les exemples d'habitudes et de comportements qui ne sont pas conformes mais qui pourtant sont acceptés par la quasi-totalité de la population qui y vit. A part ce problème de l'usage ou non de toilettes, ainsi que ses conséquences qui intéressent notre recherche, nous avons pu aussi observer d'autres dérives comportementales lors de la phase d'investigation de notre travail. La grossièreté semble la plus répandue, mais il y a aussi beaucoup d'autres types de comportements inciviques que l'on ne pourrait répertorier ou quantifier sous l'influence de plusieurs contraintes au niveau de la collecte des données comme au niveau de la rédaction. A titre d'illustration et de confirmation à tout ce que nous venons d'avancer, nous tenons à

déduire que les normes sociales se trouvent parfois mais pas systématiquement transgressées et transformées suivant la réalité dans un contexte de pauvreté, les individus les font siennes et les adaptent en fonction de la situation. C'est justement ce que confirme le passage suivant de Paugam S., qui stipule que :

« *Livrés au hasard, sans force et sans volonté, ils deviennent insensibles au jugement d'autrui et s'enferment progressivement dans un monde diminué, reconstruit selon leurs normes* » (Paugam, S. 2011 :128)

Quand quelqu'un est en mode survie, il est plus ou moins obligé de restructurer à l'extrême sa vie tout entière tant dans la réalité que dans son « esprit » avec la limitation parfois trop affirmée des normes de vie dont l'hygiène et l'alimentation. C'est ce que nous allons entamer par ce qui va suivre.

#### IV.1.1.2.2. Comportements sanitaires et alimentaires : la limitation des normes de besoins.

Dans deux contextes sociaux différents, les besoins ainsi que les normes de besoins sont différents de même que les individus qui cherchent à les satisfaire. Les façons avec lesquelles les individus perçoivent l'alimentation et l'hygiène (la santé, la maladie) permettent d'apprécier le rapport qu'ils entretiennent avec leur propre corps ainsi que le reste de la communauté en ce sens que ceux-ci trouvent leurs racines dans la culture. Les notions de bien-être, d'une alimentation saine et pourquoi pas de la maladie sont par exemple des éléments qui sont relatifs selon la culture et selon le contexte général dans lequel on se trouve. De quoi on mange et comment on mange varie considérablement selon qu'on vit dans une classe sociale aisée ou dans une classe populaire. Mais quel que soit le milieu social, nous constatons que : « *Le rôle et la signification de l'alimentation dans la société changent petit à petit* » (Eyer Joanna., Favre Roland., Zwick Martine. 2004. 12). Ainsi, « *nous pouvons donc en déduire que l'alimentation est une construction sociale et que les normes et les règles qu'elles édictent ne sont pas fixées une fois pour toutes, mais qu'elles peuvent varier selon les sociétés et les périodes. L'alimentation a changé et ses normes également* » (Eyer Joanna., Favre Roland., Zwick Martine. 2004:14). Ainsi, ce que nous allons tenter de mettre en avant ici c'est que les comportements alimentaires et sanitaires chez les individus reflètent, plus ou moins profondément et directement, les représentations sociales de la pauvreté chez les individus faisant l'expérience. Encore faut-il montrer dans quelle mesure notre façon de manger ou d'entretenir notre corps explique en partie notre perception de la réalité.

Du côté alimentation, nous nous sommes intéressé surtout sur l'origine, le type, la quantité et le nombre moyen de repas quotidien en temps normal mais aussi sur l'impression

qu'ont éprouvé les enquêtés quant à leur situation alimentaire liée au contexte de pauvreté. Ce qui est intéressant c'est de connaître pourquoi et comment dans des conditions extrêmement sales en dehors de toutes normes alimentaires, médicales,... et de propreté, les individus arrivent à conserver la santé et se portent toujours « *plutôt bien* ». Le tableau N° 9 nous montre quelques éléments nécessaires qui peuvent déjà nous aider à apprécier la façon selon laquelle nos enquêtés jugent leur alimentation tant bien quantitative que qualitative.

Tableau N° 9 : Répartition des enquêtés selon leur appréciation de leur propre situation alimentaire

Appréciation	Effectifs	Fréquences
Très mauvaise	13	43.33
Mauvaise	13	43.33
Bonne	04	13.33
<b>Très bonne</b>	<b>02</b>	<b>6.66</b>
Totaux	30	~ 100

Source : notre propre investigation : Septembre - Octobre 2013

Ainsi, il n'est pas systématique que l'on juge peu ou pas du tout satisfaisante notre situation en termes d'alimentation dans des conditions socialement et humainement insupportables. Le fait qu'il y ait quand même 2 individus sur les 30 qui jugent très bonnes la qualité et la quantité de leur alimentation semble inconcevable et inimaginable mais qui pourtant est réel contre tous préjugés ou idées reçues. Sur ce, nous ne sommes pas contenté des premières réponses données par les individus et décidons par conséquent d'approfondir avec quelques questions supplémentaires afin de comprendre encore un peu plus la réalité. C'est ainsi qu'à la question « *Comment trouvez-vous l'alimentation en général au sein de votre ménage, en êtes-vous satisfait* », les enquêtés de cette catégorie répondaient sans hésitation comme suit :

Enquêté 1 : « *nous sommes tout à fait en parfaite quiétude en ce qui concerne l'alimentation (...) nous n'éprouvons aucun problème sur ce point-là* »

F 13, niveau primaire, n° 9, enfant vivant avec ses parents et ses 12 frères et sœurs tous nés et ayant grandi à Manarintsoa même (complexe)

Et

Enquêté 2 : « *j'avoue que la réponse est oui, nous sommes parfaitement satisfait sur ce que nous mangeons (...)* »

F 34, veuve, 6 enfants, niveau secondaire, n° 4, originaire d'Arivonomamo vivant au Complexe depuis 13 ans

Encore une fois, nous ne sommes pas satisfaits et décidons alors de poser encore une autre question selon laquelle : « *D'où est-ce que vous vous appropriez tout ce qui constitue l'alimentation et de quoi est-ce qu'elle est composée en temps normal?* » C'est sur ce point que nous avons pu trouver l'information qu'il nous fallait pour expliquer la

satisfaction annoncée par les individus sur le plan alimentaire. C'est de la sorte qu'ils ont répondu :

Enquête 1 : « *pour la plupart du temps, notre alimentation est constituée par ce que l'on récupère dans les bacs à ordures, c'est seulement lorsqu'on y trouve rien que l'on se met à acheter quelque chose à manger(...)* »

Et

Enquête 2 : « *c'est le fruit du ramassage qui comble en grande partie nos besoins alimentaires surtout la nuit, le matin, on achète du café chez les petits commerçants(...)* »

C'est de la sorte que nous avons pu montrer encore une fois que la conception de ce qui est beau/mauvais, délicieux/dégoutant, bien/mal,... est tout à fait relatif selon le cadre de référence. Les représentations mentales de la réalité sont déterminées et influencées par les expériences passées, les interactions sociales et la conscience sociale partagée par les membres d'un même groupe.

A côté de cela, plus de 8 personnes sur 10 trouvent contrairement leur condition sur le plan alimentaire plutôt mauvaise dont la moitié de ceux-ci (soit 43.33 %) juge cette situation très mauvaise. C'est surtout sur ce point que les individus vivant dans les bidonvilles s'expriment et se plaignent sur la précarité de leur existence biologique qui est menacée. La quête incessante de nourriture renforce encore un peu plus chaque fois leur vulnérabilité surtout psychologique. Lorsque quelqu'un se trouve privé de nourriture, c'est à ce moment-là que le sentiment de pauvreté (la pauvreté subjective) et par conséquent les représentations sociales de la pauvreté sont encore plus manifestes. Lorsque l'alimentation qui est jugée comme un besoin fondamental de base est en manque, la satisfaction d'autres besoins primaires ou secondaires devient aussi difficile voire impossible.

Face à cette situation extrême de précarité alimentaire, les habitants qui vivent surtout du ramassage et de la récupération d'ordures ont adopté une attitude plutôt particulière qui les « immunisent » si l'on peut dire ainsi, contre les possibles dangers venant de la saleté de ce qu'ils mettent dans la bouche. En effet, le sentiment général très fort partagé par tous les habitants des quartiers de l'indigence fait que rien ne leur arrive de mal malgré les conditions très insalubres dans lesquelles ils vivent. En d'autres termes, ils « croient » consciemment et inconsciemment qu'ils ne tombent pas malade à cause de ce qu'ils mangent et ça l'est aussi en réalité. Ceci en est la preuve : lorsqu'un père de famille montre devant la caméra d'une chaîne de télévision un cadavre de poulet, du riz cuit dans un sachet plastique ainsi que du cake en train de pourrir et plein de moisissure verte qui sont les fruits de son *travail* de ramassage. Sans hésitation, celui-ci mange le cake et le fait manger à son enfant devant la caméra. Probablement étonnée, la journaliste lui demandait si cela ne risque pas de le rendre malade, c'est ainsi qu'il répond, en souriant:

*« Jusqu'ici, il n'y avait pas encore dans cet endroit quelqu'un qui est tombé malade à cause de l'alimentation ; or ceux qui ont trouvé la mort, il y en avait déjà » (RaMaxime : père de famille vivant au Complexe, interrogé par un journaliste de la TV plus Madagascar » dans « Le journal en version malagasy » du 6 Janvier 2014 » 20H00)*

Quant à la question de la santé, la situation est différente par rapport à celle de l'alimentation car les habitants des bidonvilles sont quand même obligés d'avoir recours aux services sociaux de base y afférents en cas de besoin. On pourrait dire sur ce point que le système de santé constitue la seule institution sociale au sein de laquelle les groupes disqualifiés peuvent entrer en contact avec le reste de la communauté. Autrement dit, le système de santé constitue la seule institution formelle qui évite ces individus de l'exclusion totale.

Or, quand on est en situation de survie, le comportement par rapport à l'état de santé se trouve aussi influencé par les contextes sociaux qui entourent l'existence. Le comportement et la stratégie des individus face à la santé ou la maladie constituent ainsi un autre indicateur qui peut expliquer les représentations sociales de la pauvreté. En effet, les normes médicales ou d'hygiène se trouvent transgressées dans des situations extrêmes comme en mode survie sans que cela n'affecte pas tout à fait l'existence. En dépit d'une vie qui fonctionne complètement en dehors des normes sociales d'hygiène et de propreté, les habitants des zones de concentration de la pauvreté parviennent encore à être en bonne santé, les enfants aussi s'épanouissent quand même, du moins physiquement.



*Le corps des individus devient insensible aux maladies*

◀ Apparemment, ces enfants qu'on voit sur l'image ci-contre sont en train de se laver avec l'eau même du canal Andriantany avec tout ce que cela amène de saleté, de mauvaise odeur,... du fait même que ce canal-ci sert généralement d'endroit où se déversent constamment les excréments et urines de ceux qui n'ont pas recours aux toilettes. Or cette situation (sur l'image), nous l'avons rencontrée presque

systématiquement lors de la phase de l'investigation. Ces enfants, comme tous les autres s'amuse à faire ceci peut-être inconsciemment et s'habituent progressivement jusqu'à ce que leur corps s'y adapte et devient enfin indifférent et résistant à toutes sortes de maladie infectieuses qui peuvent subvenir. En effet, le fait d'être en bonne santé ou d'être malade constitue une construction sociale comme les normes qui servent à les définir. Quand on est pauvre, il manque dans nos représentations, une certaine « vision » au niveau de la perception

et la conception des choses et situations. Autrement dit, on ne voit et ne vit pas la même chose selon qu'on est pauvre ou riche car on n'a pas été élevé de la même manière. Dans ce cas, on confirme avec Marx que *« ce n'est pas la conscience sociale qui détermine l'existence sociale, au contraire l'existence sociale détermine la conscience »*.

Dans ce sens donc, on peut avancer que les représentations sociales de la pauvreté dans les bidonvilles sont aussi en grande partie expliquées et explicables par les conditions réelles de l'existence. Autrement dit, on pense qu'on est pauvre parce qu'on est pauvre, or les conditions sociales de l'existence dans les bidonvilles sont presque toutes héritées de la génération qui précède celle que l'on considère. A cet effet, les stratégies d'adaptation ainsi que les représentations sociales de la pauvreté trouvent aussi, du moins en grande partie leurs racines dans ces connaissances et expériences plus ou moins léguées des parents.

Pour tenter de survivre de jour en jour, la population des bidonvilles adopte différentes stratégies, comportements et attitudes plutôt particuliers adaptés à leur situation. Ces stratégies et comportements sont souvent mal vus et taxés d'illogiques ou d'insensés du point de vue de l'Autre (la communauté) et engendrent à cet effet une certaine méfiance envers la population des bas quartiers en général. Ce qui n'est pas sans conséquence sur la vie quotidienne de ces personnes vivants dans les bidonvilles et dans ses relations avec d'autres membres de la communauté. C'est ce que nous allons maintenant tâcher de justifier et de comprendre.

#### IV.1.2. Logique de survie, incidences et freins au développement personnel et social.

Généralement, la communauté met en place des dispositifs pour faire face aux différents problèmes de la vie sociale qui surgissent en son sein. Dans notre cas, c'est le système de protection sociale du Ministère de la Population et des Affaires Sociales qui est en charge du traitement social de la grande pauvreté dans les bidonvilles à travers les institutions privées (ONG, Associations,...) d'après le responsable avec qui nous nous sommes entretenu.. Le problème des bidonvilles n'est pas tout à fait un phénomène récent. En effet, la mendicité, les sans-abri, les Quat-Mi,... existaient depuis toujours à travers l'histoire, du moins pour les 20 dernières années. Or, les associations, les organisations publiques et privées voire les individus bienfaiteurs ont tous initié à côté de cela différentes actions afin de réduire ou de lutter contre ce fléau de l'indigence. Jusqu'alors, il y en a encore et encore. Cette section penchera sur les raisons, les motivations de ces gens vivant dans l'extrême précarité économique et sociale à réfuter ou à ne pas accepter tout simplement la main tendue par les différentes instances susmentionnées. Parmi notre population, il y en a ceux qui ont déjà tenté

l'expérience du recours à l'aide ou à l'assistance auprès des associations ou organisations voire les individus à l'instar du Père Pedro, l'A.S.A etc. sans avoir réussi à sortir de la misère. Ce que nous envisageons de montrer c'est qu'il existe en partie des façons de procéder qui divergent parfois avec la logique de survie qui est vecteur de l'action chez les destinataires de ces différentes actions. Le fait de ne pas côtoyer, d'éviter, voire de fuir ces différentes organisations surtout de type internat ne relève pas tout à fait de la paresse, de la peur ou de la méconnaissance ou du manque d'information, contrairement à ce que l'on préjuge. En effet, les populations des bidonvilles connaissent et maîtrisent même très bien l'ensemble de leur terrain (la communauté tananarivienne) ne serait-ce que géographiquement. Le problème réside dans l'interaction entre institution et « *clients* », qui, malgré les mêmes objectifs divergent, dans les moyens et façon d'aboutir. Nous avons recueilli quelques témoignages d'ex-bénéficiaires des actions de réinsertion sociale initiées par les différentes organisations dont l'A.S.A pour la plupart.

Concernant les différentes associations caritatives ou d'action/travail social, nombreuses sont les études qui s'y sont intéressées ne serait-ce que dans le cadre des mémoires. De ce fait, nous n'allons plus nous intéresser là-dessus au profit des discours et points de vue des bénéficiaires ou des ex-bénéficiaires de ceux-ci... Les attitudes et réactions des individus par rapport aux actions de développement ou de lutte contre la pauvreté ou encore de réinsertion sociale sont souvent jugées d'anti-développement ou même de tributaire d'une culture de pauvreté. Certes, ceci est vrai dans une certaine mesure mais pas systématiquement car il existe aussi une part de responsabilité pour les associations et organisations, voire l'Etat dans l'échec des actions de réinsertion. Nous avons constaté que les individus ayant choisi de trouver refuge dans les bidonvilles ont fait presque tous des mauvaises expériences, du moins de leur point de vue, en espérant plutôt s'en sortir grâce aux actions sociales de tout genre. Le propos plutôt synthétique suivant d'un individu quant à ses expériences par rapport à ces différentes associations ou actions nous permet de voir plus clair sur ce point :

*« vivre à l'A.S.A ne me convenait pas car on vérifie systématiquement l'heure de rentrée et de sortie, on ne pouvait pas faire du business (misera). Les repas y étaient satisfaisants, on rentre à la maison pour cuisiner et manger après avoir travaillé aux champs. Une chambre était divisée en deux. A l'arrivée, on nous donne des provisions alimentaires pour 1 mois et des rizières à cultiver. Ils prennent et revendent nos récoltes. On a tenté de vendre du riz de la provision mais on nous a interdit. Il n'y a pas d'argent liquide. C'est seulement le Dimanche qu'on peut sortir pour aller vendre des tas de ferrailles (brôkatéra) alors que tu as besoin d'acheter d'alcool, du tabac etc. C'était auprès d'Antanimora, Ceux qui y restaient quelques temps ont été affectés à Sakay, nous nous sommes enfuis. Je préfère plutôt aller chez le Pedro qu'à Sakay, endroit que mes yeux n'ont pas encore vu(...) F 24, mariée, 1 enfant, niveau 6<sup>e</sup>, n° 16. (Originaire d'Antsirabe, arrivée à Manarintsoa depuis 1 an et demi)*

En accordant une importance particulière à la liberté et l'argent liquide, les individus sont apparemment prêts à perdre tous les avantages dont ils peuvent bénéficier si ceux-ci entravent à leur *liberté* de s'investir dans le micro-business. La plupart des individus que nous avons interrogés partagent et évoquent tous généralement ce que cette jeune mère de famille nous a raconté. Toutes réactions et attitudes adoptées par les individus par rapport à une action quelconque ne viennent pas tout simplement comme ça mais trouvent plutôt leurs racines dans des représentations et des logiques sociales plus ou moins structurées. C'est ce qu'Olivier de Sardan J.P., et Simmel George stipulent respectivement dans les extraits suivants:

*« Toute « résistance » à une innovation a ses raisons et sa cohérence qu'elle soit d'ordre « stratégique » ou « représentationnel ». Il ne s'agit pas de mythifier les comportements populaires, ni de prétendre que ces « résistances » sont toujours inévitables ou ont toujours des effets positifs, loin de là. Mais elles sont « normales », c'est-à-dire qu'elles peuvent s'expliquer, se comprendre. (...) » (Olivier de SARDAN, J, P. 1995 :139)*

Ou encore :

*« Les problèmes les plus profonds de la vie moderne prennent leur source dans la prétention de l'individu à affirmer l'autonomie et la spécificité de son existence face aux excès de pouvoir de la société, de l'héritage historique, de la culture et de la technique venue de l'extérieur de la vie – figure ultime du combat contre la nature que l'homme primitif doit mener pour son existence physique. » (Simmel G. 1903/2004 : 169),*

Si les individus pauvres évitent, fuient et ne côtoient pas les différentes organisations ou associations qui se proposent de les assister ou les aider, ce n'est pas tout à fait qu'ils n'ont pas envie de s'en sortir face à la précarité de leur situation mais qu'ils conçoivent la réalité d'une manière différente de celle des secondes.

Toutes les stratégies d'adaptation et les comportements individuels face à la réalité de la vie sociale et économique résultent en grande partie, sinon tous, de la constitution et du maintien d'une identité négative qui n'est autre que le reflet d'un processus et d'un cadre social qui est lui aussi précaire. Les perceptions individuelles et sociales de la réalité de la pauvreté influent en effet tant bien que mal les attitudes et comportements de l'acteur (individuel et collectif) qui semblent plutôt incompréhensibles du point de vue de l'Autre. Pour ses « victimes », pauvreté signifie vivre en toute liberté en dehors de toutes normes sociales et tenter de survivre en permanence. C'est cette « *passion* » pour la liberté qui, dans certaines mesures motive les comportements et attitudes plus ou moins inadmissibles de ces individus vivant dans la précarité économique et sociale. C'est ce que l'extrait suivant tient à souligner :

*« (...) le mode de vie de ces errants implique des formes de résistance à la misère qui peuvent passer par la provocation et, dans certains cas, la revendication à la liberté de vivre en marge de la société » (Paugam, S. 2011 :12)*

En effet, logique de survie et épanouissement social et économique ou développement personnel ou social ne font pas tout à fait bon ménage, s'il n'y a pas de mise en compatibilité de point de vue entre initiateurs et bénéficiaires. Les logiques institutionnelles plutôt mécaniques entrent souvent en conflit avec les logiques sociales de survie qui sont les vecteurs des comportements et actes individuels des individus pauvres. Un certain calcul économique, une certaine organisation sociale ainsi que différentes expériences pratiques sous-tendent en effet dans ses soubassements les modes de vie et les différentes attitudes plus ou moins particulières des individus vivant dans une situation de précarité économique et sociale.

C'est de la sorte que nous avons présenté les grandes lignes constituant la réalité de notre phénomène d'investigation selon les indicateurs plus ou moins « objectifs » que l'on a mis en opération, mais aussi, selon les appréciations subjectives de nos enquêtés. Nous avons dans certaine mesure envisagé la pauvreté comme à la fois un processus et le résultat de ce même processus qui tend à prédisposer l'individu à des situations précaires. Si depuis longtemps, les sciences de l'homme et de la société ont opté pour une analyse quantitative et monétaire de la pauvreté, l'analyse des représentations sociales de ce phénomène est désormais adoptée par les sociologues à l'instar de Serge Paugam. Or, l'analyse se basant à la fois sur les deux dimensions, « objective » en termes de condition de vie et « subjective » en termes de perception de ces conditions de vie ne peut être que bénéfique du point de vue scientifique.

*Partie III : Piste de réflexion pour un vivre  
ensemble plus performant*

---

Au début de ce travail, la question principale qui a suscité notre attention, c'était de comprendre surtout *comment les occupants des bidonvilles vivant dans les conditions extrêmes arrivent-ils à supporter cette vie, pour le moins précaire ?* Ceci nous a ensuite amené à percer le mystère qui se trouve derrière cette apparence parfois trompeuse. En effet, le sentiment général qu'éprouvent les Malgaches par rapport au phénomène de la pauvreté nous est aussi intéressant. *Enquêtes dans les coulisses de la grande ville d'Antananarivo, avec ses jeunes hyperbranchés, ses boutiques à la mode, ses véhicules dernier cri, ... et ses exclus,* c'est plus ou moins dans cet esprit que nous avons entamé les travaux, surtout de terrain.

La présente partie nous servira dans une certaine mesure pour une (ré) explication sommaire des éléments fondamentaux de notre travail, suivie ensuite d'une analyse plutôt critique des résultats pour terminer enfin avec quelques pistes de réflexions qui contribueront peut-être à la restauration d'une vie sociale plus *performante* et *équilibrée* dans le sens d'un vivre ensemble juste et égal.

## V. Vérification des hypothèses

Dans le cadre de ce travail, le phénomène de la pauvreté est envisagé plutôt en tant qu'élément constitutif du système ou plutôt un cadre de vie (une forme de relation sociale) dans lequel évoluent précairement des individus. Pour nous rendre compte de la réalité, nous avons procédé de deux manières avec, d'un côté son insertion (le phénomène étudié) dans son contexte global comme à la fois cause, manifestation et conséquence d'autres phénomènes et d'un autre coté en l'appréhendant du point de vue de l'acteur comme expérience de vie réelle. C'est avec tous ceux-ci (ou presque) que nous avons pu formuler la problématique générale selon laquelle : « *Comment la pauvreté intégrée se présente-t-elle dans les représentations et les expériences vécues de la population dans les bidonvilles d'Antananarivo ville ?* ». Ainsi, les travaux que nous avons entamés à travers ce mémoire nous ont tous aidé à répondre convenablement à cette problématique générale en tant que fil conducteur de l'investigation.

Ce chapitre est d'une importance particulière pour notre travail en ce sens qu'il permet de connaître dans quelle mesure, le présent a contribué dans la compréhension de notre phénomène. C'est ainsi que nous envisageons ici de valider sinon d'infirmer la pertinence de nos hypothèses à travers les différents concepts que nous avons opérationnalisés. La compatibilité ou non de la théorie de la « *pauvreté intégrée* » à la réalité malgache des bidonvilles y sera aussi évoquée. C'est aussi à travers le présent que nous allons montrer le peu de contribution que notre recherche apportera au champ de la connaissance. Il sera ainsi question ici de « *répondre à la problématique* ». Dans une certaine mesure, la présentation des résultats sous quelle que forme que ce soit a contribué d'une manière ou d'une autre à confirmer ou à infirmer les hypothèses que nous avons avancées dans le cadre de ce travail. Il n'est pas de ce fait nécessaire de les redire ici car tout y est déjà dans les parties précédentes. Ce que nous envisageons ici c'est d'évoquer le degré de contribution de ces résultats à la vérification des hypothèses.

### V.1. La pauvreté intégrée comme état de précarité chronique.

Comme première tentative de réponse à la problématique de la recherche, notre hypothèse avance, rappelons-le, l'idée selon laquelle : « *La pauvreté intégrée dans les représentations est perçue comme un « destin » qui ne laisse aucune alternative à ceux qui en sont « victimes » et qu'on ne devient pas pauvre mais on est pauvre* ». Dans ce sens, la pauvreté intégrée en question constitue plutôt un « *état d'esprit* » qu'un « *état de fait* ». Elle

peut donc à cet effet se différencier de la pauvreté « objective » vécue par un individu ou un groupe quelconque. Le sens donné à l'expérience vécue de la pauvreté, le comportement et les attitudes face à telle ou telle situation, ainsi que les stratégies d'adaptation face au défi de la vie quotidienne constituent les indicateurs privilégiés pour déceler les représentations sociales de la pauvreté intégrée chez un individu ou groupe quelconque. C'est donc en nous situant dans une logique « *compréhensive* » (dans le sens de Weber) que l'on a pu accéder aux multiples représentations sociales de la pauvreté. En effet, la compréhension du contexte de l'évolution d'un individu est indispensable pour déceler le sens qu'il attribue à sa réalité. En effet, la façon avec laquelle les media considèrent la question de la pauvreté, les actions qui sont engagées dans un but de la combattre par les différentes institutions publiques et privées mais aussi et surtout l'expérience personnelle de l'individu contribuent d'une façon ou d'une autre à façonner sa perception. Autrement dit, les représentations sociales de la pauvreté évoluent sous l'influence probable de la conjoncture économique (marché de l'emploi, niveau de développement,...) et sociopolitique (prise en charge et politique publique de lutte contre la pauvreté)

La question de la pauvreté structurelle telle qu'elle est développée par Serge Paugam et à laquelle nous nous référons ici renvoie plutôt au caractère plutôt constant de celle-ci au sein de la communauté. Ce que nous avons voulu vérifier c'est que la pauvreté est perçue comme un phénomène qui s'inscrit dans le temps et est vécue dans l'indifférence par ses « *victimes* ». Quelques indicateurs ont été privilégiés à travers le mémoire afin de pouvoir enclencher la vérification. En effet, les attitudes et comportements ainsi que les différentes stratégies d'adaptation individuelles et collectives par rapport à la vie sociale quotidienne en général ont été analysés pour comprendre les représentations sociales de la pauvreté.

C'est ainsi que nous avons pu montrer qu'en mode survie, les individus tendent plutôt à attribuer leur situation de pauvreté à d'autres choses qui leur sont extérieures dont ils sont les victimes. Les stratégies et comportements adoptés par les personnes en situation de précarité économique et sociale au bord de l'exclusion reflètent plutôt leur tendance à accepter leur situation en adoptant plutôt un enfermement plus ou moins assumé dans leur univers. Compte tenu de leur très faible niveau de connaissance et de qualification, de la difficulté monstre à intégrer le marché de l'emploi salarié, l'inexistence de système de protection et d'assistance sociale généralisé, les individus « *victimes* » de la précarité envisagent mal la possibilité d'un autre mode de vie que le leur. C'est de la sorte qu'ils

s'accrochent et tentent au maximum à rendre viable l'environnement social et économique auquel ils appartiennent.

Lorsqu'un individu a été né et élevé dans un environnement toujours précaire, la situation et le groupe deviennent pour lui une « *identité* » et il adopte ainsi son mode de vie par rapport à cet état de fait. Dans ce cas, l'individu devient un support de la structure qui le stigmatise et condamne son existence tout entière. En prenant un à un les indicateurs choisis pour rendre compte et expliquer le phénomène, nous aurons la possibilité d'évaluer la validité de l'hypothèse en allant plutôt dans une logique qualitative.

Dans un premier temps, nous avons pu constater à l'aide de l'observation de la question civique au niveau du terrain d'investigation une forme de représentation sociale de la pauvreté. En fait, les individus vivant dans une situation économique et sociale précaire accordent plus d'importance à la question de survie (surtout économique) au détriment des autres dimensions de la vie quotidienne. Autrement dit, on ne se préoccupe pas (ou presque) de ce que disent ou pensent les autres lorsqu'on est pris dans une sorte de cercle vicieux qui est intégré dans notre quotidien.

Puis, nous avons pu aussi constater qu'en contexte de pauvreté, les comportements mais aussi les besoins physiologiques individuels et collectifs s'adaptent à la réalité sociale. Ainsi, l'insalubrité totale, les dangers d'intoxication alimentaire et les risques pourtant probables d'attraper certaines maladies n'affectent pas tout à fait l'individu. En d'autres termes, l'individu ayant vécu depuis toujours dans des conditions très précaires et des normes de besoin très limitées les a assimilées pour vivre avec. D'où l'impossibilité d'envisager aucun autre mode de vie à part ce qui est vécu et qui le sera (dans les représentations) pour toujours.

Ensuite, les représentations de la pauvreté comme une situation irréversible poussent et motivent l'individu dans ses actions à revendiquer une propre façon de vivre en dehors des normes sociales et en rejetant parfois l'offre de réinsertion proposée par la « communauté ». Sur ce, nous tenons à préciser que le fait de vouloir vivre « *librement* » dans son propre univers est plus ou moins partagé par la majorité des occupants des bidonvilles mais par tout le monde. Il existe quand même certains individus/familles qui ont réussi à vivre dignement grâce aux actions de réinsertion sociales initiées par les institutions qui œuvrent dans ce sens.

Enfin, nous avons aussi constaté que les personnes ou groupes de personnes vivant dans une permanente précarité/pauvreté développent des stratégies d'adaptation très dynamiques selon les contextes qui se présentent à eux. La représentation de la pauvreté comme une situation plus ou moins dévalorisante aux yeux de la communauté pousse les victimes à multiplier les efforts pour s'en sortir en donnant tout ce qui leur sont de meilleurs. Or, le fait de ne pas compter sur personne, l'attitude de débrouillardise assez prononcée ainsi que le repli sur soi manifestent, soit l'acceptation de l'échec total, soit la volonté confirmée de s'en sortir tout seul en envisageant comme passagère la dégradation de sa situation. Or, signalons qu'au même que seule une partie très réduite de la population interrogée déclare ne pas se sentir *pauvre* mais *en difficulté*. C'est ce que nous avons pu montrer avec la « perceptions des individus sur leur propre condition de vie » (cf. Graphique N° 3). Ce qui par ailleurs constitue un très bon indicateur pour l'appréciation des représentations sociales de la pauvreté.

Le fait de vivre ensemble dans un seul endroit pour toute une population atténue plus ou moins le sentiment et la douleur de la pauvreté ne serait-ce qu'en pensant qu'on n'est pas le seul à subir le même sort. Ce qui peut être considéré dans certaine mesure comme la constitution d'un phénomène social par agrégation d'actes individuels (le fait de choisir d'aller vivre dans un bidonville) plus ou moins isolés d'abord et au fil du temps devient une forme d'organisation sociale à part entière qui dispose de son propre mode de fonctionnement.

En prenant ensemble les indicateurs précédemment évoqués, nous arrivons à la vérification de notre première hypothèse de recherche. En fait, les Malgaches vivant dans les bidonvilles envisagent et vivent plutôt la pauvreté en tant que situation ou cadre d'existence, leur prédisposant à un statut ou un état de fait socialement peu désirable. Encore une fois, nous concluons qu'on ne devient pas pauvre mais on est pauvre et qu'on pense qu'on est pauvre car en réalité on l'est.

A Madagascar, et peut être même dans le Sud en général, les relations sociales sont figées très tôt, parfois même dès la naissance. Le fait que l'accès à l'emploi dépend en grande partie des diplômes et que l'accès à ces diplômes n'est pas tout à fait méritocratique (en tout cas, pas autant qu'on veut le faire entendre) disqualifie dès le départ une frange importante de la population de la participation à la vie sociale et surtout économique. C'est ainsi que « *vouloir* » n'est pas toujours « *pouvoir* » car il existe nombre de paramètres qui

doivent être pris en compte comme l'appartenance à un réseau dans un système social encore profondément caractérisé par le népotisme et la corruption. A cet effet, la seule et unique volonté ne constitue plus une condition principale pour réussir, en tout cas, pas dans notre cas.

## **V.2. Une reproduction sociale des conditions d'existence.**

Avec cette présente section, ce sont les indicateurs de la pauvreté « objectives » que nous allons tenter de mettre en avant afin de pouvoir vérifier notre seconde hypothèse de recherche qui stipule que : « *La pauvreté intégrée dans la réalité, se traduit par des trajectoires sociales précaires qui se transmettent de génération en génération ou en d'autres termes par la reproduction sociale.* ». Ce qui suppose dans une certaine mesure une approche historique et biographique de la situation d'une personne ou d'un groupe. Or, le parcours historique ou biographique n'est pas nécessairement objectif car le point de vue de l'acteur lui-même en tant que support de ce parcours ne coïncide pas forcément à la réalité. Sur ce, nous avons considéré pour notre cas d'apprécier exclusivement les « trajectoires » objectives selon les différentes catégories que nous avons proposées pour le besoin de l'analyse.

Les réalités de la pauvreté sont très variées dans notre cas mais se regroupent quand même dans quelques catégorisations que nous avons construites pour notre analyse. Quelques conditions favorables et/ou défavorables du passé ou du présent ont été prises en considération pour caractériser « la pauvreté objective ». C'est ainsi que nous avançons la logique du cercle vicieux de la pauvreté pour expliquer les faits sociaux qui sont interdépendants les uns aux autres et qui tendent dans une certaine mesure à favoriser la reproduction sociale. C'est ainsi que :

Le graphique N° 4 nous synthétise les grandes lignes du cercle vicieux de la pauvreté tel qu'il est conçu par l'auteur, Bernard Conte et que nous avons transposé dans notre travail.

- *La pauvreté se traduit par la faiblesse des revenus, donc une épargne réduite qui ne permet pas l'accumulation du capital et donc de la productivité restant basse, les revenus demeurent faibles...*
- *Les revenus faibles se traduisent par la malnutrition, la productivité reste faible et les revenus également...*
- *Les revenus faibles engendrent une demande solvable limitée, ce qui constitue une incitation à investir par manque de débouchés, d'où la faiblesse des investissements*

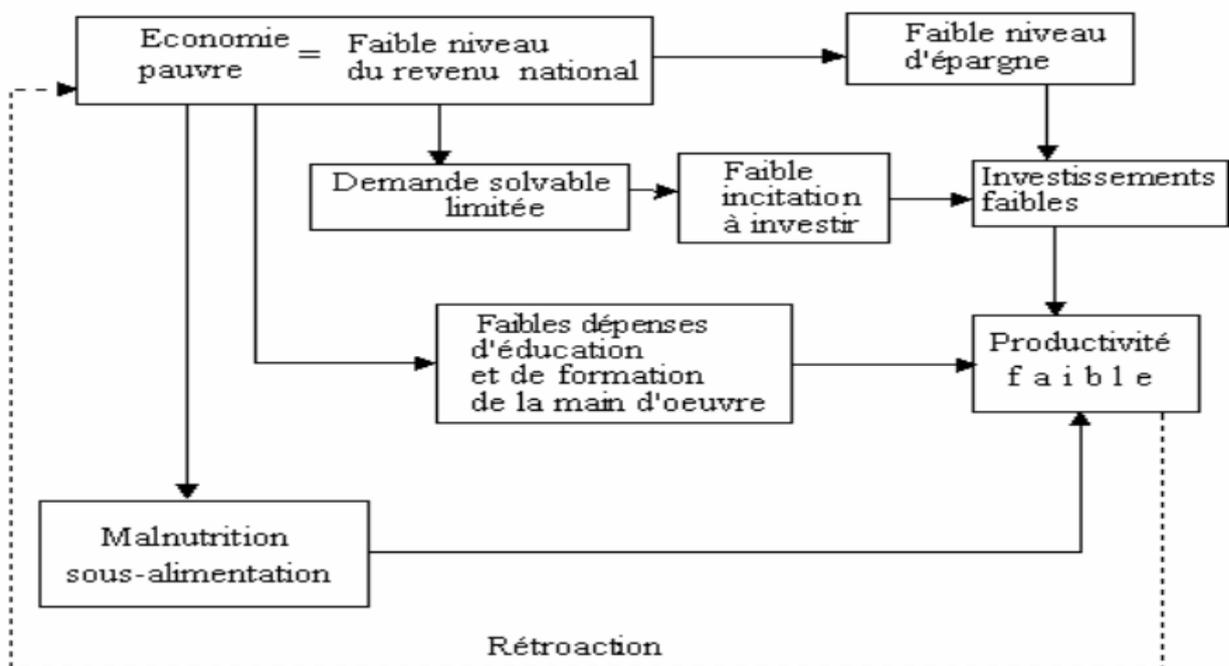
qui se traduisent par une productivité réduite et donc des revenus faibles...

- La faiblesse du revenu national entraîne la faiblesse des dépenses d'éducation et de formation, donc de la productivité et par ricochet du revenu national...

En fait, le cercle vicieux se présente comme un système circulaire de causalités simples entre un nombre limité de facteurs. En effet, chaque facteur apparaît lié au précédent par un rapport de causalité directe : la faiblesse de l'épargne est dictée par le faible niveau de revenu... (Bernard C., 2002-2003 :1)

En théorie, les interrelations existantes entre ces différents facteurs peuvent être multiples et surtout interdépendants, le graphique N°4 nous synthétise les grandes lignes du cercle vicieux de la pauvreté tel qu'il est conçu par l'auteur Bernard Conte. Principalement, le faible niveau de revenu national ou la pauvreté économique est à l'origine de presque toutes les autres difficultés auxquelles est confronté le pays comme sa population.

Graphique N°4: Le cercle vicieux de la pauvreté selon Bernard Conte.



Source : Bernard C., (2002-2003 :2)

En ramenant ce cercle dans notre cas, nous avons les éléments suivants qui ont été réunis à partir de ce que nous avons pu collecter sur le terrain :

- Le **faible niveau de revenu** du ménage affecte négativement tous les domaines de la vie quotidienne ;

- Le faible niveau de revenu ne permet pas de satisfaire les **besoins fondamentaux** (éducation, alimentation, soin,...) ;
- La non satisfaction des besoins fondamentaux donne naissance à des **enfants démunis** physiquement et intellectuellement ;
- Une fois **adultes**, ces derniers deviendront des individus **socialement inadaptés** sans compétence et qui sont exclus d'office du marché du travail ;
- **Reproduction des conditions** de vie très précaires (reproduction et retransmission de la pauvreté) et ainsi de suite ;

Le faible niveau ou l'inexistence même de revenu familial implique ou suppose l'accumulation au niveau individuel et ménagère de certaines difficultés ou d'handicaps qui les disqualifient de l'ensemble du système social. Or, dans une communauté où l'importance de l'image sociale et la tyrannie du paraître règnent, l'écart entre riche et pauvre ne fait que se creuser de jour en jour.

Notre enquête a confirmé que les individus ayant été peu ou pas du tout instruits ou autrement dit ne disposant pas le capital culturel nécessaire pour la vie en communauté tendent à faire l'expérience de la pauvreté à l'âge adulte. En fait, le niveau d'instruction (plutôt bas) influe, on l'a vu, plutôt négativement la situation socioprofessionnelle de l'individu lorsqu'il s'agit surtout de trouver ou d'exercer un emploi quelconque.

Par ailleurs, l'origine et le parcours géographique d'un individu contribuent aussi plus ou moins directement à déterminer la situation précaire à laquelle il est confronté. L'inégale répartition des richesses entre monde rural et urbain attire chaque fois encore un peu plus d'individus à débarquer à Antananarivo dans l'espoir de trouver une vie meilleure que celle de la campagne. Or, l'inexistence de relations ou de réseaux sociaux en ville des nouveaux venus issus de l'exode rural engendre une situation de vulnérabilité pour ces gens à cause des difficultés monstres auxquelles ils sont confrontés sans avoir à disposition aucune clé en main pour y faire face. Or, les personnes ayant évolué dans l'univers urbain depuis toujours s'adaptent plus ou moins facilement au quotidien un peu particulier de la ville d'Antananarivo. Nous avons vu que certains individus parmi ceux interrogés sont tous des citadins depuis toujours et qui ont fait au fil du temps des expériences qui les ont empêchés de mener une vie qui soit socialement désirable.

En outre, l'exercice d'une activité de survie et socioprofessionnelle qui n'offre pas grande chose à l'individu et qui lui est dans certaine mesure venue de ses parents constitue bel et bien une condition favorable à la précarisation de ses conditions matérielles d'existence. Comme ce qui est montré dans le graphique N° 4 ci-haut, le faible niveau de revenu chez une génération empêche le succès individuel ou familial dans tous les domaines de la vie sociale et économique. Ce qui ne permettra en aucun cas de briser le cycle de la reproduction des désavantages sociaux qui tend à se perpétuer. Cette situation est assez visible en observant surtout les types d'activités qu'exercent les interlocuteurs de notre échantillon qui n'ont pas tout à fait progressé au point même d'empirer du côté condition de travail. Or, nous avons aussi rencontré parmi les enquêtés certains individus ayant toujours vécu dans des conditions très extrêmes et dont les enfants tendent à faire justement la même expérience. Cela, nous ne l'avons pas évoqué dans la précédente partie afin de mieux illustrer la conclusion que voici. Il s'agit par exemple d'un père de famille dont la mère était déjà ramasseuse de déchets alimentaires dans les marchés, il a été envoyé au centre de redressement des jeunes délinquants (Anjanamasina) quand il avait 16 ans et qui, au moment de l'enquête exerçait comme travail le ramassage d'os et qui avait aussi un fils ayant fait de la prison à Antanimora pour 3 ans, comme par coïncidence. Ce qui, à notre sens constitue une manifestation authentique de la reproduction sociale dans le sens des désavantages sociaux et des conditions d'existence.

Ce que nous avons montré dans cette présente section c'est que les conditions réelles d'existence de la pauvreté tendent à se perpétuer de génération en génération avec le cumul des handicaps sociaux et économiques qui empêchent sur tous les plans, l'épanouissement réel d'un individu ou d'un groupe. C'est de la sorte que nous arrivons à la confirmation plus ou moins complète de notre seconde hypothèse de recherche. En d'autres termes donc, nous concluons que le système éducatif, l'origine géographique et l'appartenance territoriale ainsi que le groupe stratégique ou socioéconomique d'un individu contribuent tous d'une façon ou d'une autre à maintenir le statu quo sur le plan des conditions sociales « objectives ». Conditions d'existence où tout y est précaire, ou presque.

### **V. 3. Vers un « destin au berceau <sup>1</sup> » ?**

Ce que nous envisageons dans cette section ne constitue pas un résultat exhaustif, d'où la forme interrogative employée pour le titre. Ce que nous allons essayer maintenant c'est de faire une analyse plutôt critique des résultats de notre recherche. Ici, il n'est pas tout à fait une généralité pour les Malgaches ni Madagascar, encore moins pour le monde entier, les idées que nous allons émettre ne concerneront que les groupes et familles qui vivent en contexte de bidonville remplissant toutes ou partie des conditions évoquées à travers ce mémoire.

Le premier constat que nous avançons à titre d'appui et d'illustration à tout ce que nous allons exposer c'est le fait que dans la majorité des cas, les individus que nous avons enquêtés partagent en quelque sorte des passés (trajectoires sociales) très difficiles. Aucun de ceux-ci n'a fait une expérience plutôt socialement désirable à l'heure de la petite enfance.

Nous tenons donc à mettre l'accent à travers cette section que notre résultat ici proposé ne concerne que notre population et localité d'investigation au moment de notre enquête. En analysant attentivement les données (du terrain et de la documentation) nous arrivons à confirmer, dans certaines mesures la tendance plutôt « stable » et linéaire des trajectoires sociales des individus vivant dans l'indigence. La chance pour une mobilité sociale ascendante est très faible sinon nulle pour les couches très défavorisées. Par extension, nous pouvons aussi affirmer la tendance de la reproduction des inégalités sociales qui, malgré les efforts consentis au niveau individuel jusqu'au niveau planétaire ne décroît, jamais ou presque.

Chez la couche sociale défavorisée ou exclue de la participation à la vie sociale et économique, la bataille ou la lutte semble plutôt perdue d'avance si l'on s'appuie sur les résultats de notre recherche de terrain et documentaire. Dans un contexte national de précarité et d'instabilité flagrante de l'emploi, faut-il encore avoir un très beau réseau ou une certaine connaissance en plus du diplôme pour accéder à un quelconque poste si l'on en parle que cela. Or, dans un contexte de massification de la pauvreté chronique comme à Madagascar, où la majorité de la population se trouve en permanente confrontation à des difficultés

---

<sup>1</sup>: Ce très beau titre nous vient d'un chercheur sociologue très récent (Camille Penny), titre que porte son ouvrage présenter et discuter lors de son intervention sur une émission sociale de la Radio France Internationale RFI : « 7 Milliards de voisins », « Le destin au berceau », Camille Penny et Michel Forsser. 5 Mai 2013, (en ligne sur [www.rfi.fr](http://www.rfi.fr).)

quotidiennes, la chance de s'en sortir au niveau de la couche en bas de l'échelon social est quasi-inexistante.

L'extraction est donc impossible lorsqu'un individu n'est pas « *né dans les bonnes conditions ou dans la bonne famille* » et la reproduction de la pauvreté dans les représentations comme dans la réalité constitue dans certaine mesure une évidence sociale inévitable et irréversible. Bien que les diplômes influencent plus ou moins positivement la carrière professionnelle d'un individu, l'accès au diplôme n'est pas fait pour tout le monde qui veut l'avoir. Généralement, les enfants ou individus issus de la classe populaire affrontent des difficultés lorsqu'il s'agit de continuer ses études surtout au niveau supérieur et même en cas de succès, l'accès aux postes à responsabilité ne se fait pas systématiquement. Le népotisme et le système clientéliste d'attribution de poste restent encore problématiques à Madagascar, du moins pour le moment.

Dans une certaine mesure, nous avons pu conclure à travers notre travail la pertinence pratique plutôt conséquente de la théorie de la « *pauvreté intégrée* » développée par Serge Paugam dans sa conception des « *formes élémentaires de la pauvreté* » appliquées à la réalité des bidonvilles malgaches. Nous avons pu vérifier que la situation de la précarité économique et sociale consiste bel et bien en un état reproductible et permanent, perçue comme un héritage.

En outre, l'attachement à la famille assez prononcé chez les Malgaches constitue une manifestation authentique de la conception de Paugam de la pauvreté intégrée avec la question de grande famille, de solidarité familiale ou tout simplement du « *lien de parenté* » (dans le sens de *fihavanana* du terme » qui dans certaine mesure favorise le népotisme et le clientélisme. La famille ou la grande famille devient un refuge pour les individus ayant échoué dans le cadre de la vie quotidienne, d'où la logique presque mécanique de l'entraide et de la solidarité (dans le sens durkheimien du terme) et le dicton populaire : « *Nanao tsy nambinina, ampio fa havan'ory* ». Nous pouvons rencontrer dans cette conception malgache du traitement solidaire des « *cas sociaux* » toute l'étendue de la théorie de la « *pauvreté assistée* » que Simmel a évoqué et continuée par Paugam. Or, la conception de la « *pauvreté* » constitue un phénomène très relatif dans le sens de Simmel en ce sens que les cadres de référence divergent et que même pour les personnes vivant dans une même zone, la définition des besoins jugés essentiels comme la situation à partir de laquelle on s'identifie comme pauvre est différente.

Ceci a été constaté quand on a apprécié les différentes stratégies d'adaptation des habitants des deux secteurs face à leur situation de précarité économique et sociale. Ce qui va dans le sens de la conception selon laquelle « *la pauvreté est une prénotion* » que Paugam à lui-même évoqué dans ses travaux (Paugam S. 2011).

Dans ce dernier cas, le traitement de la question sociale de la pauvreté peut être aussi rapproché de celui de la « déviance » en ce sens que le premier suppose des normes sociales (habitation, alimentation, santé,...) qui ne sont pas respectées. Ainsi, les individus vivant dans la précarité économique et sociale transgressant partiellement ou totalement ces normes sont désignés comme « pauvres ». En effet, il faudrait avant tout des normes, une transgression de celles-ci par des individus ou groupe et enfin d'autres individus qui désignent les premiers comme des « pauvres ». (Cusson, M. 1992)

C'est de cette façon que nous avons fait une analyse critique des données et résultats issus de notre investigation dans le cadre de ce travail de mémoire. Etant donné les contraintes et limites de toute sorte auxquelles nous étions confrontés, l'existence de faille ou d'imperfection n'est pas à écarter. Toutes les variables et indicateurs utilisés ne sont pas exhaustifs et ne possèdent pas aussi les mêmes valeurs ou capacités d'explication. Ce qui fait que certaines dimensions voire plusieurs n'ont pas été évoquées et que certaines questions sont restées en plan. Or, faut-il encore rappeler qu'on n'épuisera en aucun cas la réalité sociale riche et complexe.

A travers ce travail, des problèmes manifestes ou latents ont été quand même constatés ou évoqués concernant l'individu et par extension son groupe (famille, communauté locale, pays tout entier,...) ainsi que les différentes instances composant la vie en société et qui dans certaines mesures cherchent à optimiser le « vivre ensemble ». Compte tenu de ces problèmes, et pour envisager une société plus égale et juste, nous proposons dans le dernier chapitre de ce travail quelques pistes de réflexions à l'endroit de ceux à qui elles peuvent être mises à contribution.

### **V.3. Pour plus d'égalité et de justice sociale**

En choisissant ce titre, nous ne prétendons pas prendre parti et mener une lutte contre les inégalités et/ou injustices sociales mais nous émettons dans certaines mesures quelques « *recommandations* » qui méritent quand même d'être considérées car rapportent et reflètent dans certains cas l'aspiration des individus interrogés. Dans ce chapitre, nous regroupons généralement les pistes de réflexions selon quelques niveaux d'analyse et d'observation. Comme notre objet d'étude constitue un phénomène dynamique qui tend à évoluer (dans le sens de régression) au fil du temps, la prise en considération de la « *bidonvilisation* » doit être quand même priorisée ne serait-ce que pour limiter les incidences. C'est de la sorte que nous proposons dans ce chapitre quelques propositions pour que les différentes actions entamées dans ce sens puissent, sinon vaincre, du moins atténuer l'impact de ce fléau du paupérisme. Or, les pistes de réflexions qui se veulent radicales ne sont pas à écarter du fait que nous venons même de confirmer la validité de l'intégration de la pauvreté dans le système social.

### **V.4. De l'assistance sociale à l'« *entrepreneuriat social* »**

Les premières pistes de réflexions que nous émettions dans la présente section s'adressent plutôt aux différentes organisations ou associations qui œuvrent dans le domaine du « social » étant donné qu'un système généralisé d'assistance sociale n'est pas encore en place (heureusement ou malheureusement) à Madagascar. C'est justement sur ce point et en ce moment crucial de la vie nationale que nous souhaitons avancer notre point de vue. En empêchant, dans une certaine mesure la concrétisation d'un système d'assistance « officiel » comme ce qu'on fait au « Nord », Madagascar doit déjà adopter une façon de traiter la question de la pauvreté « à la malgache ». L'entrepreneuriat social en est une qui pourrait marcher sans improviser le système occidental.

Nous avons pu constater depuis les premiers sociologues ayant réfléchi sur la pauvreté que le fait d'assister le « pauvre » ne constitue en réalité qu'une solution socialement adaptée pour limiter les dégâts du chômage ou des autres dimensions du phénomène dans la vie quotidienne dans l'immédiat. Or, dans le cas où celui-ci dévient dépendant de l'assistance, l'extraction est rendue encore un peu plus difficile à chaque fois. Bien que la forme élémentaire de la pauvreté que nous avons exposée ici (*pauvreté intégrée*) consiste en

un caractère reproductible mais surtout permanent, la situation appelle plutôt à des actions radicales qui cherchent à renverser un état de fait qui n'est pas d'hier.

Ainsi, au lieu d'apporter régulièrement des « aides » en nature ou financières à l'endroit des personnes ou familles en difficulté sur une durée relativement longue, la création d'un environnement social qui suscite l'intérêt pour le travail et l'épanouissement individuel et social semble plus adaptée. Les centres qui s'investissent dans l'entrepreneuriat social semblent déjà exister à Madagascar mais à des niveaux et avec des moyens limités. Précisons que le concept d'entrepreneuriat social que nous avançons ici consiste en une activité non lucrative (du moins pour l'investisseur) mais cherche plutôt à donner du travail plus ou moins garanti pour des individus ou familles très pauvres.

L'entreprise sociale propose une nouvelle dimension du *travail* pour tous avec plus de *solidarité* qui vise plutôt l'intérêt effectif du travailleur et qui tourne surtout vers la satisfaction progressive des besoins fondamentaux. Comme il s'agit d'une activité rémunératrice pour tous, mais surtout pour ceux qui ont des difficultés monstres à faire face à la vie, les capacités ou connaissances théoriques ou autre ne sont pas tout à fait indispensable, encore moins le diplôme. L'ambition de l'entreprise sociale est surtout d'assurer un travail stable au plus grand nombre possible de personnes avec un revenu plus ou moins modéré. De ce fait, le but n'est en rien de bouleverser brusquement le cours de la vie de l'individu mais d'impulser progressivement le désir d'épanouissement à travers le temps. De ce fait, le désir de changement vient de l'acteur lui-même et que « *la communauté* » ne fait plus que donner « un coup de pouce » au lieu de tirer par l'avant comme ce qui est souvent le cas.

Dans un pays où la majorité de la population est en manque de connaissances ou de qualification professionnelle, le système et la culture de la méritocratie et du mérite ne peuvent pas fonctionner, du moins pour la grande masse. Or, le savoir-faire peut s'acquérir plus facilement quand on est en situation pratique si l'on ne parle que de l'artisanat par exemple. C'est sur ce point que réside le point fort de l'entreprise sociale en ce sens qu'elle crée, des emplois particuliers pour des individus particuliers qui recevront de ce fait des formations particulières appliquées à leur situation dans un domaine spécifique.

Pour transposer cette piste de réflexion dans notre contexte d'investigation, il importe quand même d'envisager quelque chose de réelle et tangible. Ceci ne constitue pas pour autant un projet faisable du jour au lendemain mais nous l'avançons quand même à titre

d'illustration. Ainsi, pour le cas des habitants des bidonvilles qui survivent en majorité du ramassage et de la récupération de déchet, la mise en place et l'opérationnalisation d'une « entreprise sociale » qui se chargera du tri, du recyclage et de la transformation des ordures paraît plutôt intéressant. Ainsi, ces individus ayant longtemps vécu dans cette « profession » trouvera une autre dimension de celle-ci en leur proposant de faire le tri, le recyclage et la transformation de ces déchets en biens matériels utiles et réutilisables ne serait-ce que la fabrication d'engrais avec les éléments biodégradables. Or, le triage et la revente des tas de ferrailles et de plastiques récupérés par ces personnes dans un système de « marché » (prévu pour cet effet) qui existe à Madagascar constituent aussi une autre branche plutôt pertinente de l'entreprise sociale. Ceux-ci ne constituent que quelques possibilités mais les exemples n'en finissent pas comme les productions artisanales d'élément décoratif, l'élevage à vocation sociale à la campagne,...

En procédant ainsi, le soutien ou le financement d'aucune organisation internationale ou étrangère n'est nécessaire pour faire fonctionner « l'entreprise » qui désormais sera autonome. En plus, la problématique de la gestion des déchets ne constituera plus un frein pour les initiatives de développement. Certes, l'entreprise sociale ne cherche pas du jour au lendemain à bouleverser la vie de l'individu qui y travaille mais suppose plutôt l'impulsion progressive du changement à tous les niveaux.

#### **V.5. Un nécessaire « retour aux champs ».**

La piste de réflexion que voici s'adresse plutôt aux politiques et décideurs nationaux comme locaux. Ici, « champs » renvoie surtout au meilleur moyen de production qui soit : LA TERRE et par extension l'agriculture. Admettons que celle-ci constitue une potentialité considérable qui n'est pas encore mise en valeur par ceux qui ont été et ceux qui sont à la commande jusqu'ici. Il est évident que la plus grande partie de la lutte contre la pauvreté est achevée lorsqu'un individu travaille et arrive à entretenir son existence. En fait, cette piste de réflexion n'est pas en lien direct avec le phénomène de la *bidonvilisation* mais pourrait l'éviter en cas de mise en pratique effective. Le fait que 80 % des Malgaches travaillant dans l'agriculture n'arrivent même pas à assurer leur propre survie révèle une défaillance majeure au niveau du système en général, allant du foncier au financier.

Le manque cruel de compétences agricoles, la réduction progressive et considérable de l'espace cultivable, l'insécurité rurale, le carence flagrante en infrastructures et services sociaux de base,... tout ceux-ci, mais pas uniquement d'ailleurs, poussent les

paysans Malgaches à « abandonner les champs ». La pression démographique plus ou moins lourde pèse aussi sur l'économie rurale et favorise dans une certaine mesure l'exode rural massif qui, nous l'avons vu, constitue une cause majeure de la bidonvilisation dans la ville.

C'est ainsi que nous proposons par la présente la revalorisation de l'agriculture et du secteur primaire en général. La diversification considérable de la production agricole ainsi que l'économie constitue une stratégie plutôt nécessaire et indispensable pour remédier les concurrences cannibales qui s'engagent même entre les tout petits exploitants et surtout commerçants. C'est ainsi que le concept « *une zone = un produit* » constitue une stratégie qui pourrait fonctionner dans le but de canaliser les différents produits vers le même marché. Pourtant, le problème de la gestion des « coûts » serait désormais problématique qu'il faudrait penser à l'avance pour éviter le monopole des « prix » par les seuls producteurs qui deviendront uniques et singuliers dans leur domaine. A part l'attribution indispensable et nécessaire de terre cultivable pour les producteurs Malgaches, la **formation participative** (dans son sens le plus large) des paysans constitue un élément d'une importance particulière pour rehausser la productivité rurale.

Par ailleurs, les différents rapports nationaux et internationaux ont maintes fois évoqué le retard flagrant que Madagascar accuse par rapport au reste du monde en termes de réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Ce qui n'est, cependant, pas une fatalité mais qui constitue une potentialité supplémentaire qui reste à exploiter pour pouvoir s'en sortir. Au lieu de poursuivre des Objectifs qui ne seraient jamais atteints (à notre sens) car utopiques, le changement de cap paraît nécessaire. Sans attendre encore longtemps, la protection et la revalorisation de l'Environnement constitue une nécessité urgente et tout cela à la malgache. Nombreux sont les chercheurs et techniciens locaux spécialisés dans le domaine qui sont censés mieux connaître la grande île comme aucune autre institution au monde. Là où nous voulons en venir c'est la gestion participative et organisée de l'environnement à Madagascar par les Malgaches qui, de cette façon détiendront le pouvoir économique en valorisant les potentialités locales. Ceci va surtout de pair avec l'amélioration de la performance de l'économie rurale que nous avons évoquée plus haut. Les systèmes de gestion locale de l'environnement, du genre V.O.I ou (*Vondron'olona Ifotony*), les campagnes de reforestation et de reboisement, l'exploitation et le control local des ressources minières et forestières constituent autant d'avantages économiques et sociaux pour la population malgache tout entière ne serait-ce que par l'emploi qu'ils peuvent procurer.

Par ailleurs, étant donné que Madagascar n'atteindra en aucun cas les OMD pour 2015, la définition « *à la malgache* » de ce que c'est le développement, le développement durable avec tout ce que ceux-ci impliquent d'objectifs, d'actions est souhaitable. En d'autres termes, les Malgaches doivent fixer leurs propres objectifs pour le développement indépendamment de ceux « *proposés* » (pour le mieux) ou « *imposés* » (pour le pire) par les « *grandes puissances* ». Ainsi, le contenu et l'essence du « *développement* » seront définis en fonction des réalités malgaches et les besoins locaux.

Nous tenons quand même à préciser encore une fois ici que la « *recommandation* » que voici ne constitue pas pour autant une solution qui pourrait faire face à la pauvreté dans les bidonvilles mais qui peut booster l'économie en général vers l'avant. Pour un pays à vocation agricole comme Madagascar, le pilier de l'économie se base encore, faut-il encore le rappeler, sur le secteur primaire et le développement rural. A cet effet, toute action entreprise en faveur des paysans et du monde rural doit, d'une façon ou d'une autre, accorder une importance particulière à la productivité afin d'assurer un développement effectif et participatif. Les collectivités locales doivent faire en sorte que les producteurs et entrepreneurs ruraux s'accrochent à leurs activités en créant un environnement social, économique et pourquoi pas politique attirant et fertile pour la production.

Tout en étant conscient de l'interdépendance inévitable entre les éléments du système social en général, nous proposons quand même la prise en compte effective de tous les facteurs susceptibles d'influencer le développement de l'économie rurale comme le système de transport, le marché,... Ce qui est problématique dans le domaine du développement et de la pauvreté à Madagascar, c'est le caractère radical et multidimensionnel de la situation en général qui appelle aussi un traitement radical et des politiques différenciées (Razafindrakoto, M ; Roubaud, F. 2005)

#### **V.6. Du développement industriel au « développement durable »**

En ramenant l'analyse au niveau mondial, nous constatons que la volonté de mettre en place un modèle unique de développement pour tous les pays rend impossible toutes tentatives de rattrapage pour le Sud en général. Par ailleurs, cette tentative de « *standardisation* » du concept de développement constitue dans certaines mesures un instrument de diffusion importante pour les valeurs culturelles occidentales. La fracture technologique flagrante qui subsiste entre pays développés et pays en développement favorise parfois, et légitime même, la logique de domination entre les pays.

C'est ainsi que passer outre ce modèle occidental du développement est nécessaire particulièrement pour Madagascar. Dans quelques domaines, les pays du Sud ont su devancer les Occidentaux en termes d'initiatives pour le développement. Par exemple, l'Afrique dont Madagascar a passé directement de rien au téléphone cellulaire sans avoir passé (en général) par le téléphone filaire. Le continent noir a même récemment inventé la banque mobile (mobile money) bien avant l'Occident. Ce qui prouve que le concept de « développement » est relatif et que le ceci n'est pas limité à l'industrialisation (ou à l'occidentalisation).

Dans le monde occidental, et particulièrement en Europe et aux Etats-Unis, le développement industriel a atteint, ou presque, ses limites en termes de création d'emploi et a donné naissance à une société hyper stressée, des individus obèses etc. si l'on ne parle que ceux-ci. Par ailleurs, conscients de la gravité de la situation concernant la dégradation environnementale et notamment le réchauffement climatique, les « Occidentaux » à travers les Nations Unies ont proposé pour l'après 2015 les Objectifs pour le Développement Durable (O.D.D) après les O.M.D. Ce nouveau « modèle de développement » suggère surtout la prise en compte du facteur environnement dans toutes les actions qui sont à entreprendre désormais. Sous l'impact plutôt menaçant du changement climatique, le monde occidental et peut être même la planète tout entière est contraint de changer de cap en terme de développement économique. C'est dans ce contexte que nous supposons nécessaire que les pays qui ne sont pas encore à la pointe du « développement » peuvent et doivent passer directement dans la logique du développement durable en promouvant par exemple le concept « bio ». C'est ainsi que la préservation de l'environnement se trouve au cœur de toute action de développement dans n'importe quel domaine.

Sur ce point aussi, il faut encore faire la différence entre « Développement » et « développement » ou en malgache : « *Fampandrosoana* » et « *Fandrosoana* ». Si le premier renvoie à un développement exogène, parfois initié de l'extérieur et suppose donc des « développeurs », le second concerne surtout le développement endogène qui est impulsé de et à l'intérieur de la communauté. Ce qui nous paraît plus probant c'est que chaque pays ou nation dont Madagascar doit définir à sa façon ce qu'il entend par développement sans se référer à aucun modèle unique comme ce qui se passe actuellement avec les O.M.D.

Particulièrement pour Madagascar, la définition du développement à la malgache s'avère plus que nécessaire ainsi que la mise en compatibilité avec la réalité nationale et locale des plans et programmes car « *Le véritable développement ne peut se faire*

*avec l'homme malgache que pour l'homme malgache et en fonction des valeurs propres à la culture malgache » (Manandafy, R. et Poirier, J : 1984 : 09)*

### **V.7. Education non formelle**

*Face à la performance non encore satisfaisante du système d'éducation formelle, l'alternative de l'Education Non Formelle est reconnue par l'état.*

*Ainsi, il est stipulé dans le PNAE II que :*

*« ... jusqu'à l'universalisation de l'enseignement primaire il faudra développer avec les autres départements ministériels et les différents partenaires, des structures d'éducation non formelle chargées d'accueillir les exclus du système primaire :*

- Les enfants qui n'ont pas du tout été scolarisés,*
- Les élèves qui n'ont pas terminé le cycle primaire ».*

*Le DSRP souligne par ailleurs : « vu les difficultés constatées rencontrées par le secteur éducatif formel pour couvrir tous les champs éducatifs, l'éducation non formelle est présentée comme étant une alternative crédible et viable pour satisfaire aux besoins éducatifs fondamentaux des populations ». Vu l'importance numérique de la population concernée, cette éducation non formelle est mise en exergue. Le but étant d'appuyer les groupes cibles prioritaires pour augmenter leur productivité, et partant, leur revenu.*

*L'éducation non formelle est constituée de toute activité éducative en dehors du système éducatif formel. Elle est destinée à offrir des possibilités d'apprentissage à tous ceux qui n'ont pu tirer profit du système éducatif formel pour leur préparation à la vie active<sup>2</sup>. L'approche non-formelle est multiforme aussi bien au niveau de l'organisation d'apprentissage en groupe, apprentissage par les pairs, accompagnement à domicile, approche communautaire, animation de rue, activités ambulantes, apprentissage à plein temps ou à temps partiel,...), qu'au niveau des contenus (alphabétisation fonctionnelle, éducation à la vie familiale, activités d'intégration sociale, apprentissages techniques, animations culturelles et sportives...). Cette diversité constitue l'essence même de la richesse et de l'efficacité de l'éducation non formelle dans la mesure où elle répond à des besoins individualisés et peut s'adapter plus facilement aux réalités socio-économiques des apprenants. (Ministère de La Population et des Affaires Sociales. 2003 :11-12)*

---

<sup>2</sup> Loi n°94-033 du 15/03/1995 portant Orientation Générale du Système d'Education et de Formation à Madagascar

Comme nous l'avons clairement évoqué dans ce travail, la question de l'éducation et de l'enseignement constitue un obstacle de taille pour le développement que ce soit au niveau individuel ou au niveau social. Généralement, l'éducation à Madagascar est encore profondément tournée vers l'enseignement général au niveau primaire et la formation essentiellement académique au niveau supérieur. Or, le marché de l'emploi en général et dans tous les domaines peine à absorber la quantité «de nouveaux diplômés» produite chaque année. De ce fait, la société malgache produit trop d' « Elites » qu'elle n'en consomme. D'où le problème des chômeurs diplômés et des individus qui ne sont pas du tout qualifiés pour les tâches pratiques ou techniques.

Ce que nous suggérons c'est la promotion de l'éducation non formelle qui est censée préparer des individus pour la vie en général à l'instar du scoutisme. Ces types d'éducation, d'après ce que l'on observe actuellement, (en tant que membre du mouvement scout) reviennent moins cher pour la communauté mais assurent des résultats plus probants car « contextualisés » et parfois même « individualisés » au niveau des programmes d'éducation. En plus, le temps assez court mis pour les activités et formations dans ces mouvements et centres permet à l'apprenant à s'investir dans d'autres domaines amenant à augmenter encore la chance de réussir sa vie. Ce qui correspond dans une certaine mesure au contexte malgache avec les enfants qui peuvent aider leurs parents dans l'exercice des activités économiques (de survie) surtout en milieu rural.

Par ailleurs, dans un système du marché du travail qui demande plutôt des compétences que des diplômes, la formation de main-d'œuvre doit prévaloir sur les autres. Mieux vaut avoir beaucoup de mains-d'œuvre active que d'élites chômeurs même si la logique actuelle penche plutôt vers la formation incessante de « leaders » comme on dit dans le jargon du domaine.

En quelques mots donc, la mise en place d'un système d'enseignement technique et professionnel solide, efficace et accessible pour tous constitue une potentialité qui reste à exploiter pour faire face aux défis de la lutte contre la pauvreté et l'instauration d'un développement effectif.

### **V.8. L'exode urbain**

Ce concept assez nouveau devient aujourd'hui, pour le moins une tendance quand on parle de problèmes urbains et de ses solutions. En cette année 2014, c'est surtout l'association HAFARI Malagasy qui milite pour la mise en place d'un système œuvrant dans

ce sens de l'exode urbain en revendiquant surtout la dotation de terrain pour les candidats dans les zones périphériques d'Antananarivo.

Ce que nous trouvons intéressant dans cette histoire de l'exode urbain c'est sa complémentarité avec ce que nous avons évoqué précédemment c'est-à-dire « un nécessaire retour aux champs » du fait que celui-ci constitue une promotion de l'économie rurale en général et de l'économie agricole en particulier. En procédant ainsi, une partie importante des problèmes urbains et des pressions supportées par la capitale d'Antananarivo serait sinon résolue, du moins atténuée. Or, pour espérer un quelconque résultat concret, faut-il encore que la répartition et la distribution des services sociaux soient équilibrées pour que les habitants des périphéries puissent s'y tenir.

Ce que nous tenons à préciser c'est que les habitants des bidonvilles ne sont pas tous nécessairement des participants à cet exploit mais il existe d'autres candidats qui sont partants dans d'autres strates de la classification sociale. Le départ d'un nombre conséquent de population citadine vers le monde rural ou suburbain va laisser plus d'espace géographique, économique et sociale pour ceux qui restent en ville. Et qui dit plus d'espace, dit plus de liberté à la fois pour chaque individu et pour la communauté en général avec moins de chance qu'il y ait des indigents du fait de la plus grande probabilité de réussite dans les investissements économiques surtout.

Le problème que nous constatons actuellement presque dans tout Madagascar et qui peut mettre à mal l'opérationnalisation du concept d'exode urbain est celui du foncier. Pour faire face à ce problème, le défi que l'Etat malagasy devrait lever c'est la mise en place d'un ministère DES LITIGES FONCIERS (ministeran'ny ady tany). Comme son nom l'indique, il sera chargé de résoudre tous les problèmes fonciers qui persistent actuellement.

#### **V.9. Pour une approche participative des problèmes des bidonvilles**

Si les pistes de réflexions précédentes relèvent plutôt du contexte national ou global, celle-ci concerne quant à elle le local, c'est-à-dire notre terrain au sein duquel nous avons constaté les problèmes du quotidien vécu par les habitants. Rappelons encore une fois que le phénomène de bidonville et de ses différentes facettes ne datent pas d'hier ne serait-ce que dans notre cas où certains habitants y ont déjà vécu pour quelques décennies. Le phénomène de bidonvilisation et de ses dérivés constituent dans certaines mesures un reflet d'une situation nationale généralement précaire. Or, le fait d'appréhender le problème par ses plus petits compartiments possibles semble plutôt efficace du fait que les autorités locales connaissent mieux les problèmes de leur localité. C'est ainsi que nous nous adressons ici plus

ou moins directement aux différents décideurs des quartiers (Fokontany) qui abritent les deux secteurs de notre investigation ainsi que les différentes associations et organisations publiques et privées qui s’y investissent.

Dans toute action qui cherche à améliorer les conditions d’existence des populations des bidonvilles, on doit surtout et avant tout *COMPRENDRE* la réalité en intégrant le point de vue et la position de l’acteur (individu, famille, groupe,...). Ainsi, les « *initiateurs* » des projets doivent à tout prix écarter les préjugés et idées reçues concernant ces « *gens-là* » afin de promouvoir un contact « *sincère* » et efficace avec la population.

A travers les media, nous avons pu observer l’existence de certains « leaders internes » (que l’on n’avait pas constaté lors de notre descente) qui représentent plus ou moins la voix des habitants dans ces différents secteurs. C’est ainsi que le passage par ces « représentants » constitue une clé importante pour que ça bouge de, et à l’intérieur. Le regard et la considération que ces habitants portent sur leurs expériences aideront l’intervenant extérieur à décrypter les comportements et les stratégies des acteurs.

Pour les associations et organisations qui œuvrent et « travaillent » pour venir en aide à la population vivant dans l’indigence, il faudrait qu’elles aient en leur sein des personnes qui ont été auparavant de l’autre côté du « guichet ». Autrement dit, les personnes qui ont été retirées de l’indigence doivent être intégrées dans les structures visant la réintégration ou la réinsertion économique et sociale de la couche disqualifiée. De notre point de vue, nous trouvons que les anciens « pauvres » constituent les meilleurs « consultants » qui soient dans le domaine de la lutte contre ce phénomène. Ainsi, la connaissance assez poussée du phénomène et des stratégies d’adaptation que maîtrisent ceux-ci contribueront nécessairement à améliorer le pilotage des actions mises en œuvre.

L’insertion sociale et la réglementation de la situation de ces habitants semblent importantes pour au moins, promouvoir un sentiment d’appartenance à une localité quelconque qui soit officielle. Le fait de ne pas avoir une copie d’acte d’état civil pour les enfants et de carte d’identité nationale pour les adultes constitue un problème pour une partie de la population. C’est ainsi que la réglementation généralisée de tout cela nous semble importante avant d’entamer une quelconque action que ce soit.

- L'action en question

Pour être logique en nous-mêmes, nous ne proposons en aucun cas le renforcement ou la revalorisation de l'assistance car nous sommes convaincu que plus il y a assistance, plus nombreux encore seraient les pauvres. L'ensemble des actions que nous proposons visent plutôt à redistribuer équitablement les ressources disponibles. Ici nous entendons par action l'ensemble des « *choses à faire* » qui vont contribuer à améliorer les conditions de l'existence précaires dans lesquelles baignent quotidiennement les occupants des bidonvilles.

L'approche du problème au niveau individuel (ou familial) est intéressante en ce sens que ces individus n'ont pas tous les mêmes trajectoires qui les ont amenés jusqu'à leur situation actuelle et proposent à cet effet des solutions très diversifiées afin de remédier à leurs difficultés. C'est seulement après cette phase qu'une catégorisation ou un rassemblement entre les cas semblables peut avoir lieu. Pour certains par exemple, seul le retour aux terres d'origines leur suffit pour pouvoir redémarrer une nouvelle vie auprès de la grande famille et des proches qu'ils ont longtemps plus ou moins abandonnés. Pour les autres, les difficultés sont plus radicales comme le fait de ne connaître aucun membre de leur famille proche ou éloigné à cause du fait d'avoir été abandonné par les parents dès leur petite enfance ou le décès de l'un ou des deux parents. Ce qui suppose dans une certaine mesure le recours à des actions multidisciplinaires pour permettre aux individus de retrouver la dignité en tant qu'homme et en tant qu'humain. Le soutien à la fois psychologique, économique, matériel, ... doit être entamé conjointement pour que l'individu puisse acquérir et surtout maintenir et pérenniser les acquis des actions. En effet, les individus ayant longtemps vécu dans des conditions très mauvaises rencontrent parfois (on l'a vu) des problèmes d'adaptation au monde extérieur au leur. Autrement dit, une sorte de rééducation citoyenne paraît nécessaire afin que les actions menées ne soient pas vaines et que l'individu ou le groupe cible accorde une importance particulière à celle-ci.

Le développement et la promotion d'action de sensibilisation au niveau des quartiers sont plus qu'importants avec l'assurance d'une Information, Education et Communication (IEC) très poussée pour s'assurer que le message passe effectivement. C'est ainsi que la mise en place de structure de « communication sociale » solide et permanente semble importante pour enclencher et entretenir les relations entre initiateurs d'action et cibles.

L'action ou projet le plus concret que nous pouvons avancer et qui, dans certaines mesures a fait ses preuves à Madagascar est constitué par la Haute Intensité de Main-d'œuvre (HIMO) qui consiste en un travail journalier pour un nombre plus ou moins élevé de personnes vivant dans un même quartier. Généralement, on a recours à la Haute Intensité de Main-d'œuvre pour la réalisation des travaux à vocation communautaire qui visent plutôt l'intérêt général. La mise en pratique si possible permanente de ce système paraît plutôt intéressante tant pour les quartiers comme pour les habitants. A titre d'exemple, le maintien de la propreté et l'entretien des infrastructures sociales (routes, marché,...) au niveau des quartiers peuvent être attribués avec contrôle aux hommes et femmes des secteurs défavorisés. Pour ce faire, un fonds spécial PERMANENT venant de la commune urbaine d'Antananarivo ou pourquoi pas de l'Etat central doit être alloué aux fokontany concernés comme Manarintsoa Est et Ambatonakanga dans notre cas.

En procédant ainsi, la communauté offre des cannes à pêche plutôt que du poisson en donnant du travail aux plus démunis et en les ACCOMPAGNANT (et non en les assistant) dans certains domaines de la vie. C'est ainsi qu'une vie plus juste avec moins d'inégalité fera son apparition. L'épanouissement individuel et social à l'intérieur des quartiers se fera ainsi peu à peu et surtout au rythme des acteurs eux-mêmes, en fonction de leurs besoins. C'est de la sorte que la population des bidonvilles deviendra enfin acteur et bénéficiaire de son propre (projet)/développement.

En principe, nous avons pu émettre quelques pistes de réflexions générales et spécifiques pour quelques problèmes généraux et spécifiques pour faire face au phénomène de bidonvilisation dans certains quartiers de la capitale malgache qui, sont surtout « *à méditer* ». En admettant le caractère inépuisable et complexe de la réalité, les pistes de réflexion que nous avons avancées ne peuvent être exhaustives ou tout à fait compatibles à la réalité sociale étudiée.

Madagascar dispose d'une potentialité considérable qui ne demande rien d'autre qu'une exploitation et une valorisation effective ne serait-ce que le capital humain ainsi qu'un écosystème extrêmement riche. Les différentes difficultés et problèmes auxquels fait face la population des bidonvilles ou quartiers disqualifiés constituent des phénomènes à exploiter pour y enclencher des changements réels et constatables de l'intérieur comme de l'extérieur.

Presque la totalité de la « *lutte contre la pauvreté* » est achevée au moment où la population travaille ; or, il y a toujours beaucoup moins d'offres que de demandes d'emploi à Madagascar qui disqualifient dans une certaine mesure une frange importante de la population de la participation à la vie économique et sociale. Ainsi, la création d'emplois dans tous les domaines de la vie sociale et économique constitue une importante solution pour faire face aux différents problèmes du quotidien des Malgaches.

Par ailleurs, la mise en place et l'opérationnalisation d'un programme d'enseignement et de formation orienté vers les métiers s'avère plus que nécessaire au détriment de la formation qui ne vise que le diplôme (et rien que ça)

## *CONCLUSION GENERALE*

Les représentations sociales de la pauvreté et/ou la pauvreté subjective constituent une dimension importante du phénomène en ce sens qu'elles permettent de comprendre les attitudes et comportements de l'acteur face à son vécu quotidien plutôt précaire. Les expériences vécues du phénomène du paupérisme à l'intérieur des bidonvilles constituent une réalité cyclique qui manifeste la transmission intergénérationnelle des conditions de vie précaires. Bien que la majorité de la population malgache vive dans la « *pauvreté* » (INSTAT, 2010) les habitants des bidonvilles se distinguent dans certains cas du reste de la communauté par quelques caractéristiques particulières et développent des stratégies spécifiques leur permettant de « tenir le coup ».

Le présent travail nous a permis de mettre en relief l'inexistence de la mobilité sociale au sein de la couche très défavorisée de la population. Nous avons pu vérifier aussi la compatibilité de la conception académique de la pauvreté intégrée avec la réalité sociale malgache surtout au niveau des bidonvilles. Le caractère reproductible et permanent de la pauvreté intégrée (Paugam, S. 2013) dans les représentations comme dans les expériences vécues a été confirmé par notre enquête au niveau des zones socialement disqualifiées. Ainsi, les Malgaches considèrent généralement la pauvreté de deux manières selon leurs conditions d'existence. La première considération de la pauvreté consiste en une situation passagère que l'individu espère surmonter un jour si la seconde renvoie à une situation « *installée* » et irrévocable qui emprisonne ses « victimes ». C'est ainsi qu'on peut parler dans une certaine mesure de « *pauvre-né* » pour le cas des individus qui ne connaissent dès la naissance aucune autre forme de relation sociale que la sienne : la pauvreté. Ici, nous faisons référence aux individus qui sont nés, ayant vécu et souvent meurent avec et dans la pauvreté, cas qui n'est pas rare.

A travers ce travail, nous avons été confronté à certaines difficultés qui ont influencé d'une manière ou d'une autre le déroulement de la recherche. L'accès aux données constitue un obstacle majeur pour la réalisation des travaux (de terrain surtout), ce qui explique, répétons-le, la taille réduite de l'échantillon. Par ailleurs, la méthode adoptée en général pour la collecte des informations et de l'analyse nous a aussi posé quelques difficultés supplémentaires. La traduction en français par exemple des propos d'enquêtés transforme le sens et la signification de ceux-ci du fait des spécificités respectives des deux langues.

A travers ce travail de mémoire, nous avons pu confronter théorie et pratique de la pauvreté intégrée dans le système social malgache en focalisant une observation plus ou moins approfondie sur les bidonvilles. L'exclusion ou la disqualification sociale d'une partie de la population ainsi que la concentration de celle-ci dans des endroits déterminés de l'espace constitue un phénomène problématique pour l'ensemble de la communauté en tant que « tout fonctionnel ». La communauté malgache dans son ensemble se montre plus ou moins sensible par rapport à la question sociale de la pauvreté et ceci influence inévitablement les représentations sociales de celle-ci. Les discours plus ou moins militants des media, les actes de charité publics et surtout privés voire individuels (le fait de donner systématiquement aux mendiants),... manifestent la tendance et le penchant des Malgaches vers « *la compensation des pauvres* » (Paugam, S. 2013) en les considérant intimement comme des « *victimes* » du système social. Or, les discours officiels (surtout politiques) ont renforcé l'image dérangeante et insupportable que la société voit en la pauvreté en mettant et remettant l'accent sur la situation précaire à laquelle fait face la population malgache.

C'est ainsi que nous avons pu aussi vérifier explicitement la corrélation entre conjoncture économique et considération sociale de la pauvreté au niveau de l'ensemble des habitants des bidonvilles, mais peut-être aussi au niveau de la population entière. Il est évident qu'en contexte de forte augmentation du chômage et de crise de l'emploi, l'ensemble de la population, sans vouloir l'être tend à dénoncer une certaine injustice ou inégalité sociale flagrante.

Au terme de notre exposé des résultats d'investigation, nous avons pu constater le possible rapprochement qui peut se faire entre le traitement sociologique de la pauvreté et celui de la déviance sur laquelle il reste à méditer. Or une analyse stratégique et/ou systémique de la pauvreté (dans les bidonvilles) peut constituer aussi une piste de recherche importante en imaginant la communauté comme organisation et ses membres comme acteurs (Crozier M. & Friedberg E., 1977). Apparemment, les individus qui se regroupent (et deviennent quelque part une organisation informelle) dans un endroit précis se proposent de poursuivre un même objectif spécifique. De ce fait, il paraît opportun d'appréhender cette forme d'organisation sociale sous l'angle de « *l'analyse systémique* » si les adaptations et les comportements individuels peuvent être considérés sous « *l'analyse stratégique* ». (Crozier M. & Friedberg E., 1977).

En guise de « derniers mots », nous pouvons quand même privilégier une approche plutôt globale de la situation de précarité économique et sociale au niveau de certaines zones de la planète ainsi que la question de « *l'aide au développement* ». Malgré une assez longue période de « *coopération* » que nous allons considérer comme un système « *d'assistance à caractère international* », nombreux sont les pays « pauvres » qui s'enfoncent encore un peu plus dans le gouffre de la pauvreté. Avec plus de 50 ans d'aide au développement, Madagascar devrait être déjà à la pointe du développement, contrairement à ce qui se passe actuellement. Ce qui est sûr c'est que, si le **Sud** tel qu'il est conçu jusque-là reste encore récipiendaire d'aide et d'assistance internationale, toute action de développement qui y sera menée ne serait que vaine.

Tant que les Malgaches ne détiennent pas encore le pouvoir économique dans leur pays, ils ne seront jamais maîtres de leur destin. Il est choquant de voir ici même des petits et grands opérateurs économiques expatriés qui s'enrichissent de manière exorbitante sous nos yeux et à côté de cela des Malgaches qui luttent chaque seconde pour SURVIVRE. Est-ce qu'on ne donne pas encore une fois toute la raison à Karl Marx pour l'explication du phénomène social en général et notamment celui de la pauvreté de la masse populaire? Est-ce que nous n'arrivons pas enfin à la conclusion stipulant le caractère irréversible, inévitable de la reproduction éternelle de l'inégalité sur cette planète ? A Méditer !

## *BIBLIOGRAPHIE*

1. AKTOUF O., « Méthodologie des sciences sociales et approche qualitative des *organisations* », Montréal, Les presses de l'Université du Québec. Version électronique : [www.classiques.uqac.ca/contemporain/Aktouf-omar/Aktouf-omar.html](http://www.classiques.uqac.ca/contemporain/Aktouf-omar/Aktouf-omar.html), consulté le 24 Mai 2013
2. AUTES M, « Les représentations de la pauvreté et de l'exclusion », Les Travaux de l'Observatoire de la pauvreté et de l'exclusion sociale (Français) 2001-2002, p 87 – 88.
3. BOUDON R., Extrait de « L'inégalité des chances » Hypothèses, individualisme méthodologique et éducation. Paris : Librairie Hachette, Pluriel, 1979 (1<sup>er</sup> édition, 1973), pp. 106-113. (Un document produit en version numérique par M. Bernard Dantier) [http://www.uqac.ca/Classiques\\_des\\_sciences\\_sociales/](http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/)
4. Coef Ressources/Dial, Madagascar, « Origine et sortie de crise à Madagascar : que disent les citoyens ordinaires, Premiers résultats de l'enquête », « Afrobaromètre 2013 », à Madagascar Juillet 2013
5. CROZIER M. & Friedberg E., 1977, L'acteur et le système, Editions du Seuil, Paris (résumé en version électronique : [www.extpdf.com/l\\_acteur-et-le-systeme-pdf.html](http://www.extpdf.com/l_acteur-et-le-systeme-pdf.html). consulté le 07 Mars 2013
6. CUSSON M., “Déviance”, Université de Montréal. (1992) En version électronique: <http://classiques.uqac.ca/>
7. DURKHEIM E., « Le suicide ». Étude de sociologie, Paris, Alcan, 1897, cité d'après la nouvelle Édition, Paris, PUF 1956.
8. EYER J., ROLAND, F., ZWICK, M., « Les perceptions sociales de l'alimentation et du corps chez les jeunes » Université de Fribourg., Département de Travail social et Politiques sociales. Chaire francophone *Octobre 2004*, p 12, version électronique : <http://ecoles-en-sante.ch> consulté le 01 Décembre 2013
9. FREDERIC L., « La Sociologie De A à Z », Paris, Dunod, 2009.
10. GAUDREAU D., « Représentations sociales de la pauvreté dans la ville de Québec Enquête par entrevues dirigées » Université de LAVAL, Département de Sociologie, 2013
11. INSTAT DSM/EPM, rapport principal EPM 2010
12. LUKE F., « Tendances, caractéristiques et impacts de la migration rurale-urbaine à Antananarivo, Madagascar » UNICEF, 2010. version électronique : [http://www.unicef.org/madagascar/UNICEF\\_Migration\\_Mini.pdf](http://www.unicef.org/madagascar/UNICEF_Migration_Mini.pdf) consulté le 29 Octobre 2013
13. MANANDAFY R., et POIRIER J., « NY RAZANA TSY MBA MATY » *Identité culturelle et développement* Librairie de Madagascar, Antananarivo 1984
14. MARX K., « Le capital », *Effet de l'accumulation sur les ouvriers l'armée industrielle de réserve Théorie de l'accroissement du paupérisme*. Édition populaire (résumés-Extraits) Par Julien Borchardt 1919, p 140
15. NORBERT E, « Qu'est-ce que la sociologie » ?, Editions de l'Aube, 1991 (pp. 156-159) in : « *Individualisme et holisme méthodologique* », Un dossier documentaire, Alain Beitone,

- Septembre 2010. version électronique sur  
[http://www.uqac.ca/Classiques\\_des\\_sciences\\_sociales/](http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/)
16. OBERLE P., « Antananarivo et l’Imerina, Description historique et touristique » Antananarivo, Auteur, 1976-1987
  17. PAUGAM S., « La disqualification sociale, Essai sur la nouvelle pauvreté » QUADRIGE/PUF, 2011.
  18. PAUGAM S., « Les formes élémentaires de la pauvreté » Paris, PUF, coll. « le lien social », 2013.
  19. RAJAONAH L., « Ampefiloha Nahazo trano heva La Réunion kely » L’Express de Madagascar, N° 4870 Jeudi 17 Mars 2011, Version Electronique : <http://lexpressemada.com/4870/print-article-21806.html>
  20. RAJAONAH L., « La Réunion kely Sahirana rehefa be ny orana », L’Express de Madagascar, N° 4853 Vendredi 25 Février 2011, Version Electronique : <http://lexpressemada.com/4853>
  21. RAMAMONJISOA J., « La cité des mille : Antananarivo : histoire, architecture, urbanisme », CITE/TSIPIKA-1988 »
  22. RANDRIAMASITIANA G. D., « *Politique* éducative et trajectoires scolaires a Madagascar : de l’école d’intégration a l’école d’exclusion » in LIENS Nouvelle Série N°13, ISSN 0850 - 4806 Fastef / UCAD ; Dakar Sénégal p 38, Décembre 2010,
  23. RAZAFINDRAKOTO M., et Roubaud, F., « Les multiples facettes de la pauvreté dans un pays en développement. Le cas de la capitale malgache », in *Economie et statistique* n° 383-384-385, 2005. Version électronique sur : [www.insee.fr/fr/ffc/docs\\_ffc/es383-384-385g.pdf](http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/es383-384-385g.pdf) consulté le 23 Novembre 2013
  24. RAZAFINDRAVONONA J., «Pauvreté et distribution des services sociaux a Madagascar » Thèse de doctorat en économie, Université d’Antananarivo, Faculté de Droit d’économie de Gestion et de Sociologie, Département économie; 2007
  25. SARDAN, O-J-P., « Anthropologie et développement », Essai en socio-anthropologie du changement social, KARTHALA, Paris, 1995.
  26. SIMMEL G, (1903/2004), « Les grandes villes et la vie de l’esprit » in Philosophie de la modernité, Payot, (p. 169) in : Analyses sociologiques de l’individualisme, Dossier documentaire, Alain Beitone, 2009
  27. ZAEPFEL C., « Démono-géographie de la précarité et de la pauvreté », Université Montesquieu - Bordeaux IV école doctorale entreprise, économie, société (éd. 42) Doctorat en Démographie, 2012. version électronique : [www.tel.archives-ouvertes.fr/doc/00/76/31/89/PDF/thA\\_se\\_tel.pdf](http://www.tel.archives-ouvertes.fr/doc/00/76/31/89/PDF/thA_se_tel.pdf)
  28. MINISTERE DE LA POPULATION., « Politique de l’éducation non formelle à Madagascar, 2003 »

## *TABLE DES MATIÈRES*

### *Sommaire*

I. Considérations théoriques .....	4
II. Cadre d'existence de la vie quotidienne dans les SECTEURS D'INVESTIGATION .....	4
III. Les conditions sociales d'existence.....	4
IV. Dynamiques comportementales et représentationnelles en contexte de « Pauvreté » .....	4
VI. Pour PLUS D'EGALITE ET DE JUSTICE SOCIALE.....	4
<b>INTRODUCTION GENERALE</b> .....	<b>1</b>
<b>CONTEXTE</b> .....	<b>1</b>
<b>PROBLEMATIQUE</b> .....	<b>2</b>
<b>OBJECTIFS</b> .....	<b>2</b>
<i>Global</i> :.....	<b>2</b>
<i>Spécifiques</i> : .....	<b>2</b>
<b>HYPOTHESES DE RECHERCHE</b> .....	<b>3</b>
<b>METHODOLOGIE</b> .....	<b>3</b>
<i>Techniques</i> .....	<b>3</b>
• Technique documentaire.....	3
Techniques vivantes.....	3
○ L'entretien .....	3
L'échantillonnage .....	4
<i>Approche méthodologique</i> .....	<b>5</b>
<b>DIFFICULTES RENCONTREES ET LIMITES DE L'ETUDE</b> .....	<b>7</b>
<b>PLAN DE REDACTION</b> .....	<b>8</b>
<b>PARTIE I : PRESENTATION GENERALE, SITUATION DE DEPART ET QUESTIONNEMENT</b> .....	<b>9</b>
<b>I. CONSIDERATIONS THEORIQUES</b> .....	<b>11</b>
<b><i>I.1. Références conceptuelles sur et autour de la thématique de la pauvreté</i></b> .....	<b>11</b>
I.1.1. Le concept de pauvreté. ....	11
I.1.1.1. Points de vue des auteurs .....	11
• Marx et « le surnuméraire» .....	12
• George Simmel.....	12
• Serge Paugam et « <i>Les formes élémentaires de la pauvreté</i> ».....	13
I.1.1.2. Point de vue malgache .....	17
I.1.1.3. Point de vue institutionnel .....	18
I.1.2. Le concept de « représentations sociales ».....	20
I.1.3. Le concept de « trajectoire sociale » .....	21
<b><i>I.2. Définitions de quelques notions</i></b> .....	<b>22</b>
I.2.1. Taudis .....	22
I.2.2. Bidonville .....	23
I.2.3. La reproduction sociale.....	23
<b>II. CADRE D'EXISTENCE DE LA VIE QUOTIDIENNE DANS LES SECTEURS D'INVESTIGATIONS</b> .....	<b>25</b>
<b>II.1. GENERALITES SUR ANTANANARIVO</b> .....	<b>25</b>

<b><u>II.1.1.</u></b>	<b><u>Aperçu historique .....</u></b>	<b><u>25</u></b>
<b><u>II.1.2.</u></b>	<b><u>Espace et société tananarivienne .....</u></b>	<b><u>26</u></b>
<b><u>II.2.</u></b>	<b><u>PANORAMA GLOBAL SUR LES BIDONVILLES .....</u></b>	<b><u>28</u></b>
<b><u>II.2.1.</u></b>	<b><u>La population .....</u></b>	<b><u>28</u></b>
II.2.1.1.	Origine .....	28
II.2.1.2.	Structure .....	29
<b><u>II.2.2.</u></b>	<b><u>Morphologie sociale .....</u></b>	<b><u>30</u></b>
II.2.2.1.	L'habitat .....	30
II.2.2.2.	Hygiène et assainissement .....	31
II.2.2.3.	Réputation des quartiers .....	32
<b><u>II.2.3.</u></b>	<b><u>Les principales activités de survie .....</u></b>	<b><u>33</u></b>
II.2.3.1.	Ramassage et récupération de déchets .....	33
II.2.3.2.	Le petit commerce .....	34
II.2.3.3.	Les jeux de hasard comme activité juteuse. ....	34
II.2.3.4.	Les petits boulots journaliers .....	35
<b><u>PARTIE II : L'EXPERIENCE DU VECU DE LA PAUVRETE DANS LES BIDONVILLES.....</u></b>		<b><u>36</u></b>
<b><u>III.</u></b>	<b><u>LES CONDITIONS SOCIALES D'EXISTENCE.....</u></b>	<b><u>38</u></b>
<b><u>III.1.</u></b>	<b><u>Caractéristiques générales de la population des bidonvilles.....</u></b>	<b><u>38</u></b>
III.1.1.	Classes d'âge .....	38
III.1.2.	Le niveau d'instruction. ....	39
III.1.3.	La taille du ménage .....	41
<b><u>III.2.</u></b>	<b><u>Conditions de l'apprentissage social et incidences dans la vie.....</u></b>	<b><u>42</u></b>
III.2.1.	Trajectoires spatiales.....	42
III.2.2.	Trajectoires scolaires .....	45
III.2.3.	Trajectoires socioprofessionnelles.....	50
<b><u>IV.</u></b>	<b><u>DYNAMIQUES COMPORTEMENTALES ET REPRESENTATIONNELLES EN CONTEXTE DE</u></b>	
	<b><u>« PAUVRETE » .....</u></b>	<b><u>54</u></b>
<b><u>IV.1.</u></b>	<b><u>Pauvreté et construction identitaire.....</u></b>	<b><u>55</u></b>
IV.1.1.	Stratégies de survie .....	57
IV.1.1.1.	La quête de l'immédiateté et les solutions de facilité .....	57
IV.1.1.2.	Comportements et attitudes en « mode survie » .....	61
IV.1.1.2.1.	Pauvreté et civisme.....	61
IV.1.1.2.2.	Comportements sanitaires et alimentaires : la limitation des normes de besoins. ....	63
IV.1.2.	Logique de survie, incidences et freins au développement personnel et social .....	67
<b><u>PARTIE III : PISTE DE REFLEXION POUR UN VIVRE ENSEMBLE PLUS PERFORMANT.....</u></b>		<b><u>71</u></b>
<b><u>V.</u></b>	<b><u>VERIFICATION DES HYPOTHESES .....</u></b>	<b><u>73</u></b>
<b><u>V.1.</u></b>	<b><u>La pauvreté intégrée comme état de précarité chronique.....</u></b>	<b><u>73</u></b>
<b><u>V.2.</u></b>	<b><u>Une reproduction sociale des conditions d'existence.....</u></b>	<b><u>77</u></b>
<b><u>V.3</u></b>	<b><u>Vers un « destin au berceau » ? .....</u></b>	<b><u>81</u></b>
<b><u>V.3.</u></b>	<b><u>POUR PLUS D'EGALITE ET DE JUSTICE SOCIALE .....</u></b>	<b><u>84</u></b>
<b><u>V.4.</u></b>	<b><u>De l'assistance sociale à l'« entrepreneuriat social » .....</u></b>	<b><u>84</u></b>

<u>V.5. Un nécessaire « retour aux champs ».....</u>	<u>86</u>
<u>V.6. Du développement industriel au « développement durable » .....</u>	<u>88</u>
<u>V.7. Education non formelle.....</u>	<u>90</u>
<u>V.8. L'exode urbain.....</u>	<u>91</u>
<u>V.9. Pour une approche participative des problèmes des bidonvilles .....</u>	<u>92</u>
<i>CONCLUSION GÉNÉRALE</i> .....	97
<i>BIBLIOGRAPHIE</i> .....	100
<i>TABLE DES MATIÈRES</i> .....	102
<i>LISTES</i>	
<i>ANNEXES</i>	
<i>RÉSUMÉ</i>	
<i>CV</i>	

## *LISTE DES ACRONYMES*

ASA : Ankohonana Sahirana Arenina "*Réinsertion de familles en grande précarité*"

BMH : Bureau Municipal d'Hygiène

CEPE : Certificat d'Etudes Primaires et Élémentaires

CUA : Commune Urbaine d'Antananarivo

DPS : Direction de la Protection Sociale

DSRP : Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté

EPM : Enquête Périodique auprès des Ménages

HIMO : Haute Intensité de Main-d'œuvre

IEC : Information Education Communication

INSTAT : Institut National de la Statistique

LE : Lieu d'Enfance

LN : Lieu de Naissance

MPAS : Ministère de la Population et des Affaires Sociales

ODD : Objectifs pour le Développement Durable

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

ONG : Organisation Non Gouvernementale

VOI : Vondron'olona Ifotony (Association communautaire de base)

## ***LISTE DES TABLEAUX***

TABLEAU N°1 : PRESENTATION DE L'ECHANTILLON.....	4
TABLEAU N° 2 : CARACTERISTIQUES GENERALES DES FORMES ELEMENTAIRES DE LA PAUVRETE.....	14
TABLEAU N° 3 : REPARTITION PAR NIVEAU D'INSTRUCTION DE LA POPULATION D'ENQUETE.....	37
TABLEAU N° 4 : DISTRIBUTION PAR LIEU DE NAISSANCE ET D'ENFANCE DES ENQUETES.....	40
TABLEAU N° 5 : PERCEPTIONS DES CONDITIONS DE VIE SELON LE NIVEAU D'INSTRUCTION.....	45
TABLEAU N° 6 : REDISTRIBUTION DES ENQUETES SELON LE TYPE D'OCCUPATION DE LEURS PARENTS.....	48
TABLEAU N° 7 : REDISTRIBUTION DES ENQUETES SELON LEUR OCCUPATION ACTUELLE.....	49
TABLEAU N° 8 : REPARTITION DES INTERVIEWES SELON QU'ILS UTILISENT OU NON LES TOILETTES.....	57
TABLEAU N° 9 : REPARTITION DES ENQUETES SELON LEUR APPRECIATION DE LEUR PROPRE SITUATION ALIMENTAIRE.....	59

## *LISTE DES GRAPHIQUES*

Graphique n° 1 : distribution par classe d'age de la population d'investigation.....	36
graphique n° 2 : representation par taille du menage de la population d'etude.....	39
graphique n° 3 : perception des individus sur leurs propres conditions de vie.....	46
Graphique n° 4: le cercle vicieux de la pauvreté selon Bernard Conte .....	73

## ANNEXES

Tableau N° 10 Tableau EPM N° 174 : Evolution des ratios de la pauvreté de 1993 à 2010

		Unité: %								
Milieu	Année	1993	1997	1999	2001	2002	2004	2005	2010	Variation 2010/2005
Urbain		50,1	63,2	52,1	44,1	61,6	53,7	52,0	54,2	2,2
Rural		74,5	76,0	76,7	77,1	86,4	77,3	73,5	82,2	8,7
<b>Ensemble</b>		<b>70,0</b>	<b>73,3</b>	<b>71,3</b>	<b>69,6</b>	<b>80,7</b>	<b>72,1</b>	<b>68,7</b>	<b>76,5</b>	<b>7,8</b>

Source: INSTAT/DSM/EPM 1993 à 2010

Source : INSTAT, DSM/EPM, Rapport principal EPM 2010, p 230

Tableau N° 11 : Tableau EPM N° 10 : Précision des ratios de pauvreté au niveau de la population

		Unité: %			
Milieu	Proportion	Erreur standard	Intervalle de confiance à 95%		Effet de sondage
			Borne inférieure	Borne supérieure	
Urbain	54,2	1,8777	50,5420	57,9178	3,5947
Rural	82,2	0,8379	80,5338	83,8252	4,7596
<b>Région</b>					
Analamanga	54,5	3,5824	47,4508	61,5229	7,4652
Vakinankaratra	75,8	3,0996	69,7511	81,9269	5,4297
Itasy	79,9	3,1563	73,6987	86,0969	2,8284
Bongolava	76,8	3,4493	69,9822	83,5315	1,7279
Matsiatra Ambony	84,7	1,8097	81,1498	88,2584	1,8941
Amoron'i Mania	85,2	2,2049	80,8749	89,5360	1,6279
Vatovavy Fitovinany	90,0	2,0234	85,9845	93,9326	3,8947
Ihorombe	80,7	4,0008	72,8203	88,5359	1,5009
Atsimo Atsinanana	94,5	1,2440	92,0829	96,9693	1,6470
Atsinanana	82,1	2,7956	76,5867	87,5681	3,9714
Analanjirifo	83,5	3,1485	77,2868	89,6544	4,1254
Alaotra Mangoro	68,2	3,7681	60,8188	75,6203	3,7352
Boeny	62,6	3,5594	55,5619	69,5439	2,2731
Sofia	71,5	3,9389	63,7689	79,2416	5,3138
Betsiboka	82,2	3,7591	74,8171	89,5832	2,2549
Melaky	80,2	3,5570	73,2530	87,2251	1,3502
Atsimo Andrefana	82,1	3,0294	76,1438	88,0439	5,1484
Androy	94,4	2,0993	90,2332	98,4796	4,1479
Anosy	83,5	3,2593	77,1165	89,9195	2,9439
Menabe	64,2	5,5226	53,3256	75,0191	5,0019
DIANA	54,4	4,3063	45,9371	62,8527	2,5815
SAVA	74,9	3,1357	68,7638	81,0813	3,6401
<b>Ensemble</b>	<b>76,5</b>	<b>0,7813</b>	<b>74,9678</b>	<b>78,0368</b>	<b>4,2305</b>

Source : INSTAT/DSM/EPM 2010

Source : INSTAT, DSM/EPM, Rapport principal EPM 2010, p 39

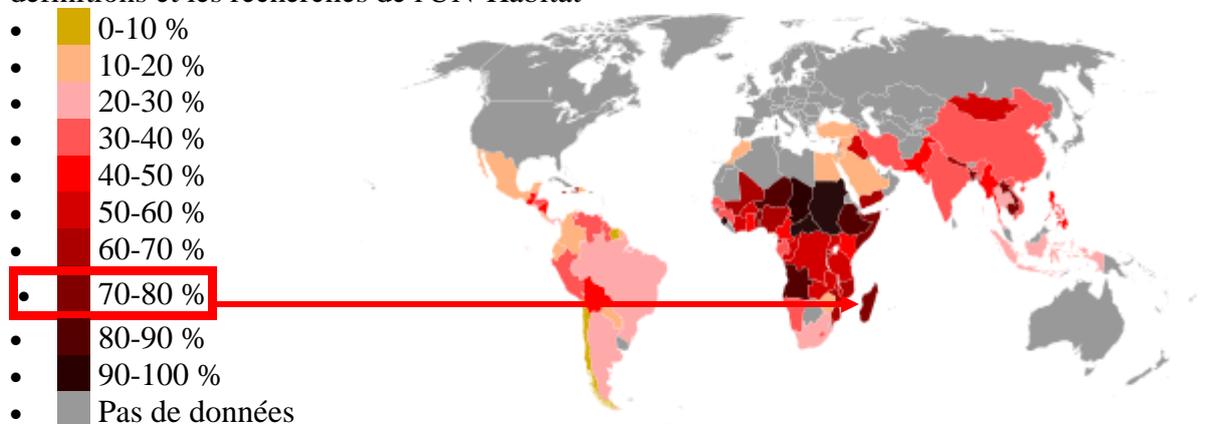
Tableau N° 12 : Tableau EPM N° 172 : Ratio et intensité de la pauvreté, selon le milieu par région

Région	Unité : %					
	Ratio de pauvreté			Intensité de pauvreté		
	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble
Analamanga	44,2	61,7	54,5	14,2	21,0	18,2
Vakinankaratra	59,5	80,1	75,8	20,4	31,9	29,5
Itasy	73,0	80,6	79,9	31,3	31,3	31,3
Bongolava	55,2	80,1	76,8	18,3	30,7	29,0
Matsiatra Ambony	55,5	91,1	84,7	21,7	48,1	43,3
Amoron'i Mania	61,0	88,2	85,2	20,4	39,7	37,6
Vatovavy Fitovinany	71,1	92,8	90,0	35,4	48,1	46,4
Ihorombe	72,0	82,6	80,7	35,5	36,9	36,6
Atsimo Atsinanana	63,1	97,5	94,5	25,7	53,7	51,2
Atsinanana	60,2	88,7	82,1	25,1	46,0	41,2
Analanjirofo	59,4	89,1	83,5	25,6	45,7	41,9
Alaotra Mangoro	47,5	72,2	68,2	17,6	26,4	25,0
Boeny	45,2	69,9	62,6	14,9	27,4	23,7
Sofia	52,8	73,8	71,5	17,3	27,2	26,1
Betsiboka	66,4	84,7	82,2	21,3	39,1	36,7
Melaky	60,5	85,8	80,2	20,4	38,0	34,1
Atsimo Andrefana	65,9	87,4	82,1	28,8	48,0	43,3
Androy	94,4	94,3	94,4	63,8	60,3	60,9
Anosy	55,1	87,6	83,5	24,2	46,5	43,7
Menabe	38,9	72,5	64,2	14,1	28,0	24,6
DIANA	31,7	69,2	54,4	7,7	29,3	20,8
SAVA	38,9	78,7	74,9	13,5	35,2	33,1
Ensemble	54,2	82,2	76,5	21,3	38,3	34,9

Source: INSTAT/DSM/EPM 2010

Source : INSTAT, DSM/EPM, Rapport principal EPM 2010, p 224

Proportion de la population urbaine de chaque pays vivant dans des bidonvilles, d'après les définitions et les recherches de l'UN-Habitat



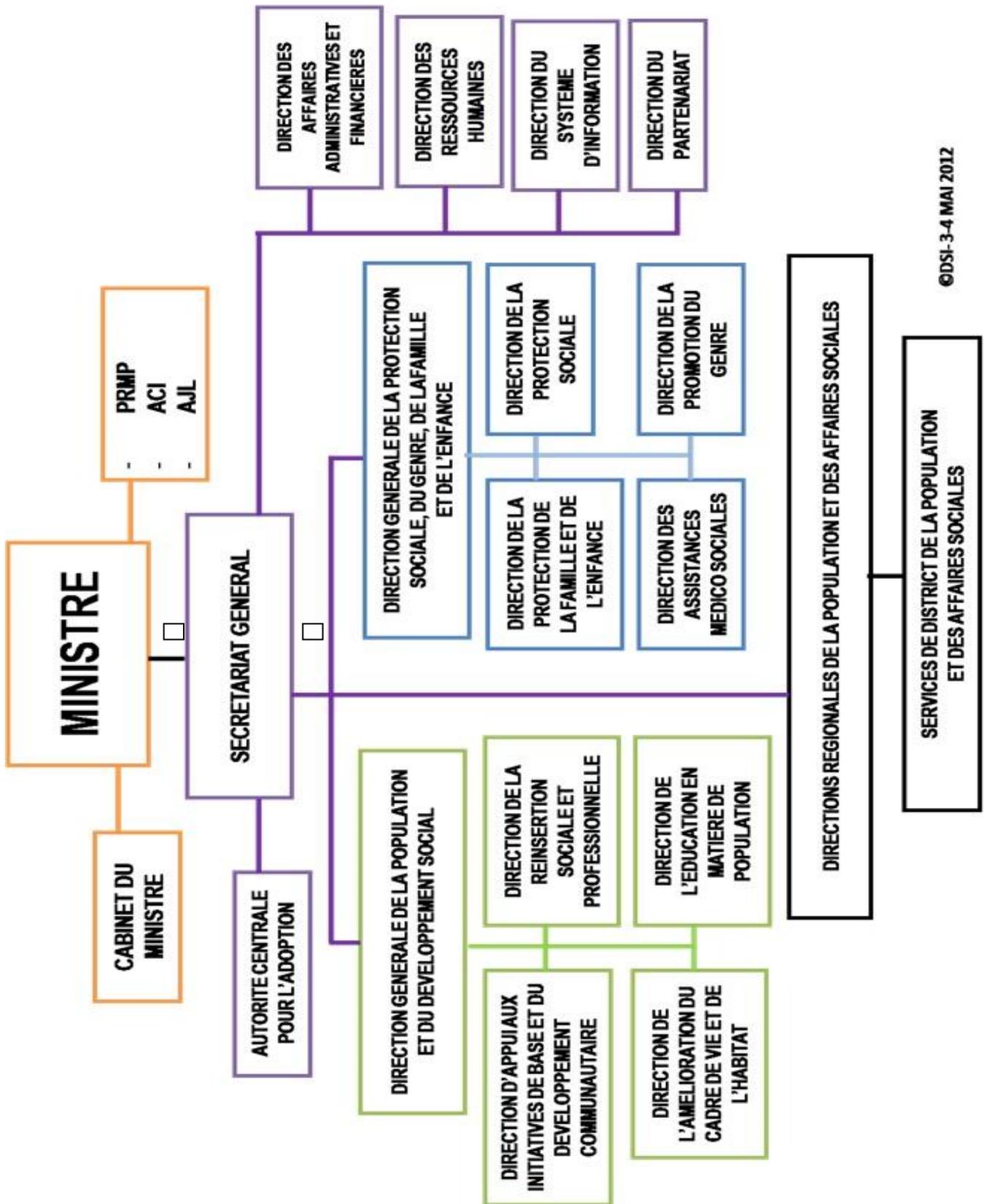
Source : Wikipedia « Bidonville » consulté le 25 Avril 2014, version électronique sur : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Bidonville>

Nombre et proportion d'habitants dans les bidonvilles dans le monde, en millions, chiffres de l'UN-Habitat, 2001

Région	Population totale	Population urbaine		Population en bidonvilles	
		Total	% de la pop. totale	Total (estimation)	% de la pop. urbaine
Régions développées	1 194	902	75,5 %	54,1	6,0 %
Régions en développement	4 940	2 022	40,9 %	869,9	43,0 %
Afrique du Nord	146	76	52,0 %	21,3	28,2 %
<b>Afrique sub-saharienne</b>	<b>667</b>	<b>231</b>	<b>34,6 %</b>	<b>166,2</b>	<b>71,9 %</b>
Amérique latine et Caraïbes	527	399	75,8 %	127,6	31,9 %
Asie orientale	1 364	533	39,1 %	193,8	36,4 %
Asie centrale et du Sud	1 507	452	30,0 %	262,3	58,8 %
Asie du Sud-est	530	203	38,3 %	56,8	28,0 %
Proche et Moyen-Orient	192	125	64,9 %	41,3	33,1 %
Océanie	8	2	26,7 %	0,5	24,1 %
Pays les moins avancés	685	179	26,2 %	140,1	78,2 %
Monde	6 134	2 923	47,7 %	924,0	31,6 %

Source : Wikipedia « Bidonville » consulté le 25 Avril 2014, version électronique sur : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Bidonville>

Organigramme du Ministère de la Population et des Affaires Sociales (MPAS)



*(Si oui, où en êtes-vous maintenant quant à vos relations avec eux)*

- **Manana namana na olom-patatra eto ve ianao?**  
*(Avez-vous des connaissances ici ?)*
- **Mandeha mila vonjy na fanampiana any @izy ireo ve ianao raha tojo olana na fahasahiranana?**  
*(Est-ce que vous faites appel à eux/à leur aide en cas de besoin ou de difficulté)? Si non, Pourquoi ?*

### **L'école**

- **Fianarana vita:** *(niveau d'instruction)*  
Sans instruction : ( )    Primaire ( )    Secondaire I : ( )  
Secondaire II : ( )    Supérieur : ( )
- **Inona no antony nijanonanao nianatra ?**  
*(Quelle était la raison de votre abandon scolaire)*
- **Mampiana-janaka ve Ianao? Eny ( ) Tsia :((**  
*(Est-ce que vos enfants vont-ils à l'école)*
- **Inona no mahatonga anao nisafidy hampianatra (na tsy hampianatra ) ny zanakao?**  
*(Qu'est-ce qui vous a motivé pour éduquer (ou ne pas éduquer) vos enfants)*

### **Activité socioprofessionnelle (trajectoire)**

- **Inona no asan'ny Ray aman-dReninaonao ?**  
*(Quelles étaient les professions de vos parents)*
- **Efa niasa ve Ianao talohan'izao?**  
*(Avez-vous déjà travaillé ?)*
- **Inona no antony nijanonana?**  
*(Pourquoi avoir arrêté, si oui)*
- **Ary Inona no asanao ankehitriny?**  
*(Quelle est votre profession d'aujourd'hui ?)*
- **Mahafa-po anao ve io asa na zavatra ataonao io?**  
*(En êtes-vous satisfait)*
- **Raha tsia, nahoana no tsy mitady hafa ?**  
*(si non, pourquoi ne pas chercher d'autres)*
- **Inona no olana tsapanao eo amin'ny asa? Fitadiavan'asa?**  
*(Quel problème constatez-vous du côté recherche d'emploi ?)*
- **Mba azonao lazalazaina ave ny fizotry ny asa andavanadro ?**  
*(Pouvez-vous décrire le déroulement du quotidien de votre activité (journée normale)*

### **CONDITIONS SOCIALES D'EXISTENCE**

#### **Privation des droits sociaux fondamentaux:**

- **Afaka mitsabo tena ve ianareo raha marary?**  
*(Avez-vous accès aux soins médicaux en cas de maladie ?)*
- **Mahazo rano fisotro ara-dalàna ve Ianareo?**  
*(Avez-vous accès à de l'eau potable)*
- **Mampiasa trano fivoahana ve Ianareo?**  
*(Est-ce que vous avez recours aux latrines/WC)*

- **Misakafo ara-dalàna ve Ianareo isan'andro?**  
*(Est-ce que vous mangez normalement/régulièrement au quotidien)*
- **Manao ahoana ny fahitanao ny sakafo ao an-tranonareo amin'ny ankapobeny ? Afa-po ve ianao ?**  
*(Comment trouvez-vous l'alimentation en général au sein de votre ménage, en êtes-vous satisfait ?)*
- **Azonao lazalazaina misimisy kokoa ve ny mahakasika ny sakafonareo andavanandro?** *(Pouvez-vous en dire un peu plus sur votre alimentation quotidienne)*

#### **PERCEPTIONS /REPRESENTATIONS DES CONDITIONS D'EXISTENCE**

- **Manao ahoana ny fahatsapanao ny fiainana amin'ny ankapobeny ety?**  
*(Comment trouvez-vous la vie en général ici ?)*
- **Inona no vinavinanao mba hatao hoan'ny hoavinao sy ny ankohonanao?**  
*(Quelle est votre perspective d'avenir)*
- **Misy ve ny zavatra tsapanao fa tsy ampy eo amin'ny fiainanao , Inona ohatra**  
*(Constatez-vous certains manques dans votre vie Lequel par exemple?)*
- **Raha ny fiheveranao, mahatsiaro tena ho sahirana /mahantra ve ianao? Hazavao**  
*(Vous- sentez-vous vivre en difficulté ou être pauvre ? Expliquez)*

## QUESTIONNAIRE DESTINE AUX ENFANTS

Entretien N° : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_/\_\_\_\_/2013

Lieu : \_\_\_\_\_

1 Sexe: M :  F :

2 Age : \_\_\_\_\_

Nombre d'individus vivant à la maison (taille du ménage):

**Mbola velona ve ny Ray aman-dReninao ?**

*(Tes parents sont-ils encore en vie ?)*

**Inona no asa ataon'izy ireo amin'izao?**

*(Quelle profession exercent-ils ?)*

**Firy ianareo no mpiray tam-po ?**

*(Combien de frères & sœurs as-tu ?)*

**Firy ianareo no mbola miara-mipetraka amin'ny Ray aman-dReninao amin'izao fotoana ?**

*(Combien parmi vous vivent encore avec vos parents aujourd'hui ?)*

**Mianatra ve ianao ?**

*Est-ce que tu vas à l'école ?*

ENY :  Alza ? \_\_\_\_\_ Si Oui, où est-ce que tu étudies ?

TSIA :  Nahoana ? \_\_\_\_\_ Si non, pourquoi ?

Dia inona no ataonao izao ? \_\_\_\_\_ et qu'est-ce que tu fais à la place ?

**Inona no olana eo amin'ny fianarana ?**

*Quel problème rencontres-tu dans le cadre de tes études ?*

**Misakafo ara-dalàna ve ianareo, hazavao ?**

*Est-ce que vous mangez normalement et régulièrement à la maison, peux-tu en dire plus ?*

**Raha misy marary ianareo ao an-trano dia mamonjy dokotera ve ?**

*Au cas où quelqu'un tombe malade chez vous, est-ce que vous allez chez le médecin ?*

ENY :  Alza ? \_\_\_\_\_ Si Oui, où est-ce ?

TSIA :  Inona no atao? \_\_\_\_\_ Si non, Quoi faire ?

**Misy olona na fikambanana hafa manome fanampiana anareo ve ?**

*Existe-t-il quelqu'un ou association qui vous vient en aide ?*

ENY :  Iza/Inona Si Oui, Qui/Quoi? \_\_\_\_\_ TSIA :

**Dia inona avy no zavatra ataony aminareo ?**

*Et qu'est-ce qu'il/elle fait pour vous ?*

**Ahoana no fahitanao ny fiainana ao an-tranonareo amin'izao fotoana izao tsara sa ratsy?**

*La vie chez toi, la trouves-tu comment, bonne ou mauvaise ?*

**Inona no zavatra ratsy (na tsy tianao) indrindra ao aminareo raha ny fahitanao azy?**

*Qu'est-ce qui n'est pas bien du tout chez vous, d'après toi ?*

**Inona no tanjonao eo amin'ny fiainana na nofinofy rahefa lehibe ?**

*De quoi rêves-tu pour ta vie, une fois que tu seras adulte ?*

**GUIDE D'ENTRETIEN DESTINÉ AU RESPONSABLE DE LA PROTECTION SOCIALE**  
**MINISTÈRE DE LA POPULATION ET DES AFFAIRES SOCIALES**

Date :

Fonction du Responsable :

1. **Inona avy no andraikitra (attributions) ny Ministeran'ny Mponina sy ny Raharaha sosialy amin'ny ankapobeny ?**  
*(Quelles sont les principales attributions du Ministère de la population et des Affaires sociales ?)*
2. **Inona kosa no andraikitra manokan'ny ny Fiadidiana ny Fiahiana ara-tsosialy ?**  
*(Quelles sont les attributions spécifiques de la Direction de la Protection sociale ?)*
3. **Inona marina no atao hoe fiahiana ara-tsosialy amin'ny ankapobeny ? (Famaritana)**  
*(En réalité (sur le terrain), que veut dire Protection sociale ?)*
4. **Inona no maha samihafa ny « Protection sociale » sy ny « Assistance sociale » ?**  
*(Qu'est-ce qui fait la différence entre « Protection sociale » et « l'Assistance sociale » ?)*
5. **Inona no tanjona na vina apetrak'ity Fiadidiana ity ?**  
*(Quelles sont les principaux objectifs de la Direction ?)*
6. **Tranga manao ahoana na olona iza avy no voakasiky ny fandraisana an-tanana?**  
*(Quel cas particulier ou quel genre d'individu/famille peut bénéficier de la prise en charge ?)*
7. **Inona avy ny mason-tzivana na fepetra hamaritana ireo tranga na olona mila raisina an-tanana ?**  
*(Quels critères principaux sont retenus pour la détermination des cas ou individus bénéficiant la prise en charge ?)*
8. **Edrika fiahiana manao ahoana no omena/atao ireo mila izany ? (asa, fitaovana, sakafo, vola, hevitra,... ?**  
*(Quel type de Protection attribue-t-on aux personnes qui en ont besoin?)*
9. **Manao ahoana ny fomba fiasa amin'ny ankapobeny entina manatanteraka ireo tetik'asa na fandaharan'asa apetraka ?**  
*(Généralement, comment procède-t-on pour la réaliser les projets initiés par la Direction)*
10. **Miainga avy amin'ny inona no hamaritana ny fahantrana na olona mahantra raha eto Madagasikara sy eto amin'ny ministeran'ny mponina, DPS? (seuil de pauvreté ve, conditions de vie ve, pauvreté subjective,...) ?**  
*(A partir de quoi ou comment définit-on la pauvreté et les pauvres à Madagascar/au niveau du MIN POP, DPS ?)*
11. **Inona/Ahoana no atao entina mandrafitra ny politikam-pirenena momba ny fiahiana ara-tsosialy ?**  
*(Comment/que fait-on pour l'élaboration d'une politique nationale de l'assistance sociale ?)*
12. **Firy isan-jaton'ny teti-bolan'ny ministera no atokana ho amin'io fiahiana ara-tsosialy io? tokony ohatrinona isan-taona izany ?**  
*(Quelle est la part du budget ministériel affectée à la Protection sociale ?)*

## Ampefiloha Nahazo trano heva La Réunion kely

Niova loko. Lasa toy ireny « cité » kely ireny, raha tazanina lavitra, ny tranon'ireo tsy manankialofana mipetraka etsy amin' ny fokontany Manarintsoa atsinanana, na La Réunion kely, satria mitovy loko sy firafitra avokoa ny trano heva honenan'izy ireo. Ankoatra ny fitoviana dia isan'ny nanaitra ny mpandalo sy ny manodidina ihany koa ny fahadiovana teny, omaly. « Tokony mba ho voatandron'ireo mponina ireo toy izao foana ny fahadiovana ka tsy manahirana ny mandalo ety », hoy

Toy izao rehefa tazanina lavitra ny eny La Réunion kely.



Toy izao rehefa tazanina lavitra ny eny La Réunion kely.

Nosoloin'ny kaominina Antananarivo renivohitra trano heva ireo trano solefanina miisa 155 tetsy La Réunion kely, omaly.

fiahiana ara-tsosialy sy ny fahasalamam-bahoaka.

### Afa-pahasahiranana

Trano solefanina miisa 155 tamin'ny andaniny sy ankilany manamorona ny lakan-dranon' Andriantany no nosoloina trano heva 14 mirefy 2 m x 1,50 m avy. Fianakaviana manodidina ny 12 isaky ny trano heva no mipetraka amin'izany, ka samy nanangana ny fefin'ny faritra misy azy tsirairay avy ireo fianakaviana ireo, omaly. Ahitana fianakaviana miisa 164 sy olona 530 eny an-toerana, ka ankizy ny 227 amin'izany. Afa-po ireo mponina. « Tsara sady mba malalaka izahay izao satria teo aloha 1m2 no nipetrahanay dimy mianaka », hoy Razafindrasoa Robine. Toy izany koa Rasoanantenaina Nini sady mponina eny no mivarotra. « Afaka ny tebitebinay satria teo nitete ny trano nefa misy zacakely roa volana ».

Ankoatra ny trano heva dia nanome latabatra hazo 20 atao fivarotana, ihany koa, ny kaominina miaraka amin'ny fanomezana fanampin-tsakafo maimaimpoana mandritra ny 30 andro. « Koba aina no omena ireo olona 530 ireo izay atao intelo isan-kerinandro », hoy hatrany Raharinandrasana Haja.

Lilia Rajaonah,

Jeudi 17 mars 2011

Ravelomanantsoa Richard, raim-pianakaviana mpandalo amin'ny faritra iny.

Tamin'ny 6 ora maraina dia efa teny an-toerana ny mpiasan'ny kaominina, miaraka amin'ny fiara be sy ny fitaovam-panadiovana rehetra. Ireo mponina ihany koa dia efa niomana, nandrava ny trano solefanina sy ny trano baoritra nonenany sady nanangona ny entany avy. Taorian'ny fandravana ny trano dia niroso tamin'ny fanadiovana sy fandrarahana ranom-panafody. « Ho tohin'ny ezaka fanadiovana sy fanatsarana ny fiainan'ny mponina sy ny fahasalamana no antony nanaovana izao hetsika izao », hoy dokotera Raharinandrasana Haja, talen'ny

## La réunion kely Sahirana rehefa be ny orana

Eo an-tokanam-baravarany no mivarotra i Jean Baptiste nandritra izay fito taona niainany teny



Ampefiloha izay

Eo an-tokanam-baravarany no mivarotra i Jean Baptiste nandritra izay fito taona niainany teny Ampefiloha izay.

Miaina anatin'ny loto sy ny fahasahiranana ireo fianankaviana mipetraka etsy La Réunion kely.

kosa Jean Baptiste, raim-pianankaviana mponina nandritra ny 7 taona teny La Réunion kely. Dimy mianaka izy ireo no monina anatina trano mirefy 1m2.

### Mahavelona

Na dia eo aza izany fahasahiranana sedrain'ireo mponina maherin'ny 880 ao anatin'ny fokontany Manaritsoa Atsinanana izany dia betsaka amin'izy ireo no tamana eny an-toerana noho ny antony samihafa. « Ety izahay mba tsy mandoa hofan-trano sady afaka manao asa varobarotra », hoy Razafindrasoa Robine. Nomarihiny ihany fa varotra voankazo no nataony teo aloha, ary tena nahavelona tsara, saingy rehefa narary ny vadiny dia tsy afaka nanohy izany asa izany intsony izy. « Mahazo tombony 2 000 ariary isan'andro aho teo aloha », raha ny fanamarihany ihany.

« Ety ihany no mety aminay, na dia miaina ao anatin'ny loto sy ny tsy fananana aza izahay. Eto aho mba afaka mivarobarotra », hoy Jean Baptiste, 60 taona. Mivarotra ireny kiraro efa tonta sy tavoahangy plastika ireny no ataony. « Tsy dia mahalafy firy fa rehefa mba misy asa hivelomana dia mety », hoy izy sady nisento satria efa roa andro, hono izy izay, no tsy nihinan-kanina. « Tsy mandeha ny varotra ka ireo ankizy ihany aloha no omena amin'izay misy sy omen'ny olona », raha ny fitantarany.

Mandry tsy lavo loha. Maro amin'ireo fianankaviana monina etsy Ampefiloha na La Réunion kely, omaly, vao maraina, no nandrava ireo tranony vita amin'ny plastika na baoritra, ka nanala ny rano sy namoaka ny entana tao anatin'ny ho azon'ny masoandro. « Toy izao foana ny fiainanay rehefa avy ny orana satria dia lena daholo ny ao an-trano », hoy Rakotoson Rolland, raim-pianankaviana efa nipetraka teo an-toerana an-taona maro. Rehefa tena avy be ny orana, toy izay niseho tamin'ny alarobia teo, dia tafiditry ny rano ny tranon'ireo fianankaviana rehetra manamorana ny lakan-dranon'Andriatany. Vokatr'izay dia tsy mba afaka matory toy ny olona rehetra izy ireo amin'ny alina. « Mipetraka mitampify amin'ny faritra tsy lena izahay efa-mianaka dia eo no matory », raha ny fanazavana nomen-dRazafindrasoa Robine. « Matory mipetraka izahay rehefa avy ny orana satria mitete ny trano », hoy

Lilia Rajaonah

Vendredi 25 février 2011

Nom : **RASOLOFONIAINA Rindra Heritovo**

Date de naissance : **13 Mars 1988**

Coordonnées de l'auteur

Adresse : **Lot M 203 Isahafa Sud, Sabotsy Namehana, Antananarivo 103**

Contacts : **033 07 079 80 / 034 68 543 40**

E-mail : [hrindra33@gmail.com](mailto:hrindra33@gmail.com)

- Titre : **REPRESENTATIONS SOCIALES ET PAUVRETE : CAS DES BIDONVILLES D'ANTANANARIVO VILLE**

- |   |  |
|---|--|
| - Rubrique épistémologique :              | Sociologie de la pauvreté, sociologie du développement |
| - Nombre de pages :                       | <b>104</b>   |
| - Nombre de tableaux :                    | <b>09</b>  |
| - Nombre de graphiques :                  | <b>04</b>  |
| - Nombre de références bibliographiques : | <b>28</b>  |

### ***RESUME***

En termes de lutte contre la pauvreté à Madagascar depuis toujours, le « courant systémique », en tant que méthode d'approche a toujours été privilégié au détriment du « courant solidaire » qui intègre plutôt les points de vue et les stratégies de l'acteur. Ce travail de mémoire a tenté de faire parler les individus qui sont censés être les acteurs de cette lutte et à la fois bénéficiaires. Ce que nous avons voulu mettre en relief, c'est l'existence d'une réalité qu'il faudrait percer en deçà et au-delà de l'apparence qui se manifeste au niveau des individus ou du groupe qui sont généralement et « injustement » étiquetés, stigmatisés et disqualifiés par la communauté. Pour espérer quoi que ce soit qui bouge à Madagascar, la compréhension de la vraie réalité dans laquelle vivent les Malgaches est plus qu'importante sinon obligatoire.

Mots clés : **Pauvreté, pauvreté intégrée, représentation sociale, reproduction sociale.**

Directeur de mémoire : **Madame RAMANDIMBIARISON Noeline, Professeur titulaire Honoraire**

**RASOLOFONIAINA**

**Rindra Heritovo**

**Né le :** 13 Mars 1988

**Nationalité :** Malagasy

**Sexe :** Masculin

**CIN N°:** 102 071 011 194

**Adresse:** Lot M 203 ISAHAFANA Sabotsy Namehana Tanà 103

**Contact :** 033 07 079 80

**E-mail :** [heritovorindra@gmail.com](mailto:heritovorindra@gmail.com)



### *Cursus*

- 2011 :** *Licence en Sociologie à l'Université d'Antananarivo,*
- 2010 :** *Diplôme d'Etudes Universitaires Générales (DEUG) en Sociologie à l'Université d'Antananarivo,*
- 2008 :** *Baccalauréat de l'enseignement général série A2 mention Assez Bien*
- 2009 :** *B.E.P.C*
- 2000 :** *C.E.P.E*

### *Stages et Formations professionnelles*

- 2011 :** *Stage d'enquête portant sur « La microfinance et le développement rural à Sabotsy Namehana » pour l'obtention du diplôme de Licence en sociologie*
- 2010 :** *Stage d'enquête sur « Le développement rural dans la Commune Manandriana Avaradrano » en vue de l'obtention du DEUG en sociologie*
- 2008 :** *Formation modulaire en informatique bureautique au « Bit formation Tsiadana Antananarivo »*

### *Langues*

- Malagasy :** *langue maternelle*
- Français :** *parlé, écrit, rédigé*
- Anglais :** *intermédiaire*

### *Associations et activités*

- **Association des Etudiants en Sociologie de Madagascar** (AESM) Université d'Antananarivo, département de sociologie
- Club « **vintsy tantely** » Université d'Antananarivo, Département de Sociologie
- Scoutisme: **Tily Eto Madagasikara**, FJKM Isahafa

***Connaissances informatiques***

***Word, Excel, PowerPoint, Internet.***

***Autres qualités***

- ***Très bonne capacité d'adaptation; patience, endurance physique***

***Passe-temps et centres d'intérêts***

- ***Emissions radiodiffusées (politique, économie, société);***
- ***Films documentaires;***
- ***Environnement;***
- ***Chroniques et débats politiques;***
- ***Nouvelles technologies.***